

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13688 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 29-LUNDI 30 JANVIER 1989

### Adieu à Kaboul

 $\mathbb{D}_{\{p_{i}\}_{i=1}^{n}}^{n}$ 

Estimant' avoir fait ce qui pouvait l'être en faveur de leurs protégés locaux, les Soviétiques retirent leur corps expéditionnaire d'Afgha-nistan. Même si le régime de Kaboul tient encore quelque temps, la défaite soviétique est consommée : le ministre de la défense, M. Dinitri lazov, orga-nise sur place, depuis le vendredi 27 janvier, les derniers rapatriements de troupes, prévus pour avant le 15 février. Les capitales non communistes en ont pris acte en annonçant l'évacuation de leurs diplomates.

Moscou continue de tout entreprendre pour que la défaite ne tourne pas à une humiliation qui rappellerait celle suble par les Américains au Vietnam, voilà près de quatorze ans. De vastes opérations sont menées pour assurer la sécurité des voies de repli, même au prix de bavures dont des civils sont victimes. Sur le pian diplomatique, M. Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, va se rendre lui-même au Pakistan, le 4 février, pour tenter, une fois encore mais sans illusion, d'amorcer un règlement politi-

In reste que Moscou a décidé de tirer un trait sur une aventure militaire en dépit de son énorme coût humain et de part de ses adversaires. Dénonce par la résistance, l'accord signé à Genève le 14 avril 1988 non seulement n'a pas débouché sur un cessez-le-feu, sans parier d'un règlement politique, mais il n'a meme pas permis aux troupes soviétiques de se retirer sans

Que Moscou ait choisi le désencagement sans honneur s'explique pourtent aisément. La situation financière et économique de l'URSS est désestreuse. En outre, le retrait d'Afghanistan constitue la pierre angulaire de la nouvelle diplomatie de Moscou, dont les dividendes sont déjà paipables : detente avec Washingavec Pékin, accord de paix en Angola et en Namibie, perspec tive de règlement du conflit cam-

Pour autent. l'espoir du rétablissement de la paix civile dans ce pays dévasté par la guerre demeure mince, au moins à court terme. Tout en rejetant un compromis avec le régime de Kaboul, qu'ils veulent abettre, les résistants ont été incapables, jusqu'ici, de s'entendre sur la formation d'un gouvernement provisoire. En dépit des pressions convergentes dont ils sont l'objet, notamment de la part du Pakistan et de l'Iran, qui abritent quelque cinq millions de réfugiés, ils en sont encore à se lisputer sur la composition d'une mblée chargée de désigner ta exécutif.

Puisque Moscou a refusé d'abandonner complètement le égime de Kaboul au profit d'un ord avec la résistance, ce qui ui aurait permis de rapatrier sans encombre ses troupes. l'Aighanistan risque de connaître encore des heures chaudes. Ainsi privé du bouclier soviétie, combien de temps le régime du président Nejibulleh pourre-t-il tenir, quitte à abandonner la capitale pour se replier sur le Nord frontalier de l'Union soviètique ? Il est impossible de se prononcer. Seule certifude : les Soviétiques sont en trein de tourner une page peu glorieuse de leur histoire, tout en mispat sans doute sur le fait que l'Afghanistan de demain, quels ntraintee consbiter avec eux.

> [Lire, page 4, l'article LAURENT ZECCHINI.)



## La polémique sur les « affaires » s'amplifie

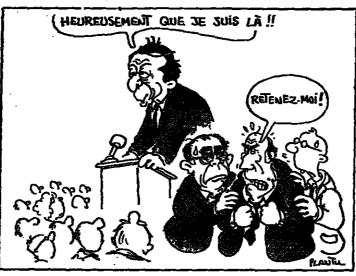
- Le premier ministre dénonce le « détestable procès » fait par l'opposition
- M. Giscard d'Estaing accuse M. Rocard de « bassesse et diffamation »

La polémique sur les « affaires » Pechi-ney et Société générale se durcit. Le prési-dent de l'UDF, M. Giscard d'Estaing, a vivement réagi, samedi 28 janvier, au rappel de l'affaire des diamants évoquée la veille au soir par le premier ministre, M. Rocard. Celui-ci avait dénoncé le « détestable

M. Rocard s'est départi de la discrétion remarquée qu'il s'imposait depuis le début des « affaires », et il l'a fait, au détour d'une visite élec-torale à La Roche-sur-Yon (Vendée), en se livrant à une fracassante. philippique contre l'opposition, qu'il a renvoyée à ses turpitudes passées. Sauf à paraître se désolidariser du président de la République, touché par les retombées desdites «affaires», le premier ministre ne pouvait pas intervenir autrement qu'avec la plus extrême fermeté, surtout au moment même où M. Mitterrand, en visite électorale à Beanvais (Oise), affectait l'indiffé-rence après avoir réclamé, la veille, la publication du prochain rapport de la Commission des opérations de

ALAIN ROLLAT. (Lire la suite page 5.)

diffamation » (lire page 16).



procès » fait par l'opposition. Il l'avait accusée de pratiquer l'« amalgame » et souhaité « que chacun balaie d'abord devant sa porte », ajoutant : « La justice passera quoi qu'il advienne. » M. Giscard d'Estaing a accusé le premier ministre de « bassesse et

### PAGE 14 Négociations polonaises

La table ronde entre Solidarité et le pouvoir débutera le 6 février PAGE 3

**Euphorie** 

sur les marchés boursiers

Les marchés boursiers ont terminé la semaine en forte

hausse. En progression de 2,3 % vendredi, la Bourse de Londres a déjà gagné 12 % depuis le début de l'année.

Dopé par les propos de M. Bush, Wall Street a poursuivi sa hausse (plus 1,4 % vendredi). Paris a progressé ven-dredi de 0,7 %, mais déjà de 7 % depuis le 1ª janvier.

### Municipales à Auxerre

Les partis, M. Soisson et l'ouverture PAGE 6

### Toyota en Europe

Le constructeur automobile japonais veut construire une usine en Grande-Bretagne PAGE 13

### «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, invité dimanche à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve page 16

Les rivalités au sein de la Fédération yougoslave

## La Serbie face à ses sœurs

Le comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie doit se réunir lundi 30 janvier à Belgrade. Les débats devraient être l'occasion d'une sévère confrontation entre le numero un de la Serbie, M. Milosevic, et le président actuel de la Ligue, M. Suvar, d'origine croate.

BELGRADE de notre envoyé spécial

- Les Serbes veulent restaurer la Grande Serbie, prendre le contrôle de la Yougoslavie et rétablir un communisme centralisé pur et dur », affirme-t-on à Zagreb. Pour la Croatie, les choses sont claires. « On ne peut tolérer la désagréga-tion de la Fédération et, comme en Slovénie, l'émergence, en dehors de la Ligue des communistes, de nouveaux mouvements politiques, contraires à l'essence même du socialisme », répliquent les Serbes.

Sur fond de débacle économique, une partie de bras de fer idéologique est franchement engagée dans la Yougoslavie multinationale. Personne n'ose en pronostiquer le résultat final, mais l'inquiétude transparaît. D'un côté, la Serbie, république la plus peupiée de la fédération, qui a longtemps eu tendance à dire : « La You-goslavie, c'est nous! » De l'autre, deux républiques plus prospères : la Croatie et la Slovénie, dont on dénonce les tendances · séparatistes . Dans cette joute nordsud, chaque partie s'efforce de gagner des supporters dans les autres républiques qui hésitent à choisir leur camp. Trois diriants symbolisent la lutte actuelle : le Serbe Slobodan Milosevic, le Croate Stipe Suvar et le Slovène Milan Kucan. Entre ces protagonistes, élus « hommes de l'année » par divers journaux yougoslaves, le fossé ne cesse de se creuser. Certains disent que la cassure est proche, voire iné-

Depuis deux ans, la Yougoslavie navi-gue dans la tourmente : 250 % d'inflation, 1,2 million de chômeurs. En 1987, M. Milosevic s'est installé à la tête de la Ligue des communistes de Serbie après en avoir écarté brutalement son rival, Ivan Stambolic, jugé trop « mou ». Au lendemain de cette élection, de gigantesques manifestations de masse sont organisées et commencent à déferier un peu partout dans cette république.

ALAIN DEBOVE. (Lire la suite page 3.)

Les enseignants et les projets de M. Jospin

## «Grève contre les milliards»

Chahuté par des enseignants dans les Deux-Sèvres et en Vendée, vendredi 27 janvier, M. Rocard les a mis en garde contre les conséquences négatives de leurs protestations auprès de l'opinion publique. La grève des professeurs du secondaire. vendredi, a été largement suivie dans la région parisienne. Moins dans le reste de la France. D'autres actions sont annoncées par les syndicats.

· C'est la première sois que je vois faire grève contre 10 milliards. . Dans sa fausse naïveté, la formule de M. Jospin souligne assez bien la cocasserie de la situation. Voici un gouvernement qui, sans y avoir été contraint, annonce un effort financier important, dont chacun, peu ou prou, profitera. Et voici des salariés qui lui renvoient ses libéralités à la figure, alors que les discussions sont à peine engagées.

Mais la surprise du ministre de l'éducation nationale est évidemment feinte. Il sait à quel point l'opération qu'il tente est délicate. Il lui faut, en effet, répondre à une double exigence : redonner le moral à une profession dont les conditions de travail se sont profondément dégradées et rendre le métier suffisamment attirant aux jeunes pour faire face à une dramatique crise de recrutement.

L'enjeu est d'importance : si rien n'est fait, c'est l'ensemble du système de formation qui s'effondrera dans les années à venir. Quand on songe par exemple que mille postes d'enseignants créés l'an dernier dans le supérieur n'ont pas été pourvus faute de candidats ou que le nombre d'étudiants en licence de mathématiques est insuffisant pour assurer le renouvellement des professeurs du secondaire, on mesure l'ampleur du discrédit qui pèse sur la fonction enseignante, notamment dans les secteurs scientifiques ou économiques, où la loi du marché joue

La solution la plus radicale - et sans doute la seule vraiment efficace - serait évidemment de revaloriser de façon spectaculaire - c'est-à-dire d'au moins 50 % pour les rendre compétitifs avec ceux du privé - les salaires de tous les enseignants. Le coût d'une telle médecine serait si exorbitant que le ministre qui la préconiserait n'est probablement pas encore né...

> FRÉDÉRIC GAUSSEN. (Lire la suite page 7.)

### Dans le Jura Les carences d'un centre éducatif

Une information judiciaire ouverte en 1987 au tribunal de Dole à la suite d'anomalies constatées dans le fonctionnement du centre éducatif et professionnel (CEP) de Vers-en-Montagne (Jura), vient d'être reprise après une période d'interruption. Le juge d'instruction, Mre Catherine Desrousseaux, a procédé à de nouvelles auditions après une constitution de partie civile de l'association Entance et Partage. Le centre, aulourd'hui fermé, aurait employé un personnel insuffisamment qualifié et certaines de ses pensionnaires, adolescentes en difficulté, auraient été victimes de ces carences à la feveur desquéées des fugues ont eu lieu aboutissant à des détournements de mineures.

(Lire page 8 l'enquête de MICHEL CASTAING.)



Le Monde

Répartition du produit intérieur brut : l'Ile-de-France toujours

la plus riche Page 12

MODE

Collections haute conture: la nostalgie des années 30

Page 9

A L'ETRANGER: Agérie, 4,50 DA; Mayor, 8 dr.; Tunisle, 700 m.; Alemagne, 2,50 DN; Autriche, 20 ach.; Bulgique, 40 fr.; Canada, 1,95 \$; Antilline/Réunion, 7,20 F; Côts-d'Ivoire, 315 F CFA; Danamerk, 11 kr.; Espagne, 175 pes.; G-B., 60 p.; Gelen. 160 dr.; Handle, 90 p.; Italia, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Lipsembourg, 40 fr.; Norvège, 13 kr.; Paye-Ses, 2,50 ff.; Portugel, 140 esc.; Sérégel, 335 F CFA; Suède, 14 cs.; Suèse, 1,80 fr.; USA (NY), 1,50 \$; USA (NY), 1

## Le Monde

2

d€

de

qı px tic St

di in

7. RUE DES ITALIENS, **75427 PARIS CEDEX 09** Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

> Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social:

620 000 F Principaux associés de la société : Société civile

Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

on paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Mande TELEMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE **ABONNEMENTS** BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** 

Tél. : (1) 42-47-98-72 FLANT 31.32365 F 399 F 584 F 700 F 720 F 762 F 972 F 1400 F

1 636 F 1 089 F

1m | 1306 F | 1380 F | 1880 F 2 650 F ÉTRANGER: Par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonnes

1464 F

2 548 5

RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement. à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO PORTAGE: Pour tous renseignements : tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

r

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounés sont invités à formuler leur démande deux semainer avant leur départ. Joindre la dernière bande d'esvoi à toute correspon

> BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 6 mois 9 mois

Prénom : Adresse : \_

Code postal: Localité :.

Pays:

Veuillez avoir l'obligi tous les noms propres d'imprimerie.

**Dates** 

Il y a cent ans

## Boulanger au zénith

Paris ce soir-là, à l'angle de la place de la Madeleine, à l'étage du restaurant Durand, les dés de la chance ne roulent plus. Les cris de la foule montent encore, par vagues, perçant la rumeur sourde du boulevard, giflant les vitres. Un jeune journaliste bonapartiste, Thiébaud, a tiré nerveusement sa montre. Il est minuit cinq. Sa voix rageuse domine un instant le vacarme et fige la scène haute en couleur, au beau milieu des serviettes froissées, des bouteilles mises à mal et des conciliabules fiévreux : « Messieurs, hurle-t-il, depuis cinq minutes le boulangisme est en baisse! -Ainsi s'achève sur un mot historique,

dont se saisissent aussitôt les échotiers et les fidèles qui claquent du bec, cette foile journée du 27 janvier 1889. On vient de vivre des heures exquises, déroutantes, vibrantes comme une lame et tendues comme un verdict, de ces moments uniques que les plus excités ne retrouveront pas avant le 11 novembre 1918 : Paris-la-Libre, la ville républicaine où rôde encore le souvenir de la Commune, vient de s'offrir à « Boulboul ». Et voici que Georges Boulanger, le général heureux, détourne le regard et fuit la belle abandonnée. Il a déjà commandé sa voiture, il s'éclipse sous les hourras. Le coup d'Etat attendra : le beau militaire vole vers la rue Dumont-d'Urville où l'attend, déjà pâmée, sa Marguerite.

> « La pourriture d'Assemblée »

A quelques encablures de là, à l'Elysée, un préfet de police tout essoufflé passe la tête au conseil des ministres. - Il est allé se coucher », dit-il. Et d'ajouter : « Avec une dame! - Sans cesser de triturer sa barbe noire, qu'il martyrise depuis des heures, le président Carnot allie sens de l'Etat et révérence bourgeoise aux bonnes mœurs en répliquant : « Il nous donne le bon exemple. Allons, nous aussi, nous coucher. - Dans l'étrange douceur printanière de cette nuit d'hiver, la République ne sera pas violée. Le commissaire Clément, qui n'était pas candidat au lynchage, se félicite en rentrant chez lui d'avoir quitté la foule de la Madeleine sans avoir à exhiber le mandat d'arrêt contre Boulanger qui traînait dans sa poche. Dans les casernes, les adjudants calment leurs hommes. Les rédactions crachent leur encre. Paris s'endort.

Voilà pour le cliché, qu'enluminera bientôt un jeune et très ardent écrivain boulangiste, le Maurice Barrès de l'Appel au soldat. Comme tous les clichés, il a sa part de vérité. Car Boulanger pouvait, s'il l'eût souhaité, tenter le coup de force. La garde de l'Elysée n'est pas sûre et Déroulède, qui suit le vainqueur à la trace, lui certific encore quand il met ses pantoufles que ses hommes de main sont prêts à tout. En vain. Sans pathétique aucun, le général répète que l'Empire est mort de ses origines douteuses du 2 décembre. Et pourquoi diable forcer la chance, ajoute-t-il. puisque dans six mois, aux élections générales, la France des urnes le hissera au pinacle?

Que s'était-il passé? A première vue, une simple élection partielle dans la Seine qui tournait au triomphe de l'élu du jour. Mais, plus profondément, c'est une forme de la République qu'on mettait en cause en cette nuit de liesse qui aurait pu dégénérer en grand soir. A tous ces Parisiens qui crizient en chœur à la Madeleine : -C'est Boulange, lange, lange - C'est Boulanger qu'il nous faut, oh, oh. oh. oh! ., le général répond le suriendemain, 29 janvier : - Le parti républicain national est désormais fondé. La République est désormais ouverte à tous les Français de bonne volonté. .

Des bonnes volontés, Boulanger en a rassemblé beaucoup depuis 1885. puisqu'il a eu l'audace de dire très haut ce que pensaient tout bas les lassés du discours politicien, les vaincus de la crise économique et les patriotes sans nuances. Leur haine? Cette République opportuniste, celle de Jules Ferry, amie du progrès et de la science, mais si dure pour les pauvres, celle qui ruine le petit commerce (Zola a publié l'histoire de son naufrage dans Au bonheur des dames en 1883) et qui dilapide au Tonkin l'énergie qu'il eût fallu préserver pour reconquérir Strasbourg! Dépression, crise d'identité, politiciens éclaboussés par quelques scandales : trois ingrédients d'un cocktail où Boulanger puise sa force; trois éléments fondateurs d'un populisme dont il est l'expression temporaire mais qui aura, on le sait, quelque avenir en France jusqu'à nos

Les opportunistes, il est vrai, écartelés entre la droite royaliste et une gauche républicaine saisie au col par des radicaux flambloyants et même par des socialistes groupusculaires, sont sortis hagards des élections générales de 1885. Ils ont eu la mauvaise idée, sur le conseil pressant de Waldeck-Rousseau, d'inaugurer au plus mauvais moment un mode de scrutin - de liste dans l'ensemble du département qui les désavantageait

face à toute coalition des mécontentements. De fait, les urnes ont révélé une poussée aux extrêmes qui ruine toute possibilité d'établir au centre une majorité républicaine de longue haleine. Les radicaux en sortent renforcés, pour avoir fait jouer pour la première fois, en leur faveur, le sésame de la « discipline républicaine». La droite restant très forte, tous les républicains qui la combattent avec succès 1871 sont tron divisés désormais pour pouvoir gouverner ensemble. Et jusqu'à l'automne de 1889 la législature épuisera en moyenne un gouvernement tous les huit mois. C'est assez pour qu'on crie à la . pourriture d'Assemblée -. Qu'éclate en 1887 l'affaire Wilson, où le gendre du président Grévy est pris la main dans le sac d'un trafic

de décorations, et l'argument se fait plus violent : "Du balai ! » C'est dans ce contexte que grandit Boulanger. Divisionnaire à quarantesept ans, en 1884, le général traîne un passé glorieux : Kabylie, Italie, Cochinchine, répression de la Commune, il a bien baroudé. Mieux : le bretteur est républicain, ce qui est rare alors chez les officiers généraux. Et même de gauche : Clemenceau le recommande à Freycinet, qui en fait en 1886 son ministre de la guerre.

> Le sens du spectacle

Dès lors, tout lui a souri. Car il a su jouer à merveille d'un élément nouveau de la politique : le sens du spectacle, l'habileté à flatter, le goût pour la publicité personnelle. Bref, Boulanger est un peu un homme de médias avant la lettre. Son passage rue Saint-Dominique est un festival de mesures populaires : guérites peintes en tricolore, amélioration de l'ordinaire pour

la troupe, sin des dispenses du service pour les séminaristes (- Les curés, sac au dos!-), refus de faire donner l'armée contre les grévistes.

C'est assez pour qu'il attire comme un aimant tout ce qui veut en découdre avec l'opportunisme, sous les ciameurs d'une presse déchaînée qui teste sa liberté, sous les acclamations des foules. Des radicaux croient toujours en lui, l'extrême gauche est séduite, les royalistes espèrent un nouveau Monk et les bonapartistes un sabre de Brumaire. Les catholiques, la Croix en tête, se rallient. De gauche à droite, le général attrape tout, sous un slogan simple : Dissolution, révision, Consti-

Ainsi entouré, ovationné par des révolutionnaires comme par des conservateurs, financé par la réaction argentée - la duchesse d'Uzès, notamment, fait des folies pour lui, - Boulanger a vogué vers un avenir taillé un peu large pour sa carrure politique. Mais il a reçu le renfort de forces organisées du nationalisme : la Ligue des patriotes de Déroulède règne sur ses meetings, organise ses campagnes et rosse ses adversaires.

C'est ainsi que le général rendu à l'activisme civil a balayé ses concurrents dans toutes les élections partielles de l'année



< La prise de la Bastille », par Paul Sém le 14 juillet 1:89 dans le journal la Boi

1888, de l'Aude au Nord, de la Somme à la Charente-Inférieure. Démissionnant après chaque élection, il caracole, harceiant le gouvernement et promettant de rendre la République à tous.

Rendez-vous final est pris à Paris, pour ce 27 janvier, lors d'une nouvelle - partielle ». Cette fois, l'obstacle est de taille : la Seine est républicaine, et même assez rouge. Les opportunistes et les radicaux se sont entendus pour appeler à voter pour l'honnête Jacques, un gentil brasseur radical qui préside le conseil général. Les socialistes, fort divisés, ont rallié Maître Jacques, sans trop croire aux chances de l'obscur Boulé, un jusqu'au-boutiste de façade qui ralliera d'ailleurs Boulanger après la bataille. Mais en face, pour faire tomber ce bastion radical, quel enthousiasme! Trois gros journaux, l'intransigeant, la Presse et la Cocarde, orchestrent la mise à mort. Paris est militairement quadrillé par des comités électoraux composites, où voisinent dissidents du radicaisme, socialistes expéditifs, napoléonâtres pressés, orléanistes distingués, voyous de La Villette et dames de charité. Déroulède, en macfarlane et la barbe rousse au vent, est partout, fouaillant les énergies.

En bon syndic de tous ces mécontents, Boulanger promet d'- arracher la France au gaspillage qui l'épuise et aux compétitions qui l'avilissent . Il jure de faire de Paris le point de départ d'un raz de marée aux élections générales de 1889 qui portera au pouvoir le « parti national ».

Cette campagne fut sans doute le premier assaut moderne que la France ait connu. L'opinion des Parisiens est en effet solidement prise à partie : cinq millions d'affiches sont collées, placardées acrobatiquement sur les monuments publics, lacérées consciencieusement dans les bagarres où volent les gourdins; les bistrots et les préaux d'école ne désemplis-

### « A l'Elysée! »

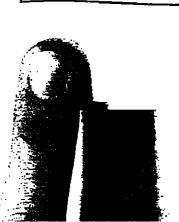
Au fil de la journée du 27, la mine des - gouvernementaux » s'ailonge et les hommes des renseignements généraux se repentent d'avoir prédit un succès significatif pour Jacques. Car Paris connaît un de ces frémissements annonciateurs des grands moments : les bureaux de vote sont pris d'assaut, les cafés débordent, le boulevard dégorge des badands l'œil aux aguets. Dès 19 heures, quand la foule descend vers la Madeleine, l'atmosphère est électrique. Quand tombent les premiers résultats, c'est du délire : des hommes du monde embrassent des ouvriers, des dames de Montceau se laissent serrer de près par les rapins, de vieux communards fraternisent avec les fleurs de lys. Dans son bureau de la Justice, Clemenceau, atterré, demande à un ancien déporté de la Commune : - Vous êtes bien allé à Nouméa? Racontez-nous un peu la vie là-bas. Ça peut toujours servir... »

Seuls les boulangistes attestent qu'en fin de soirée montèrent alors ces cris de - A l'Elysée! A l'Elysée! - que leur chef n'aurait pas voulu entendre. Le fait est pourtant bien douteux : en fouillant les archives de police, l'historien Zeev Sternimagine aisément que toute la : rousse » était sur pied de guerre au milieu des excités. C'est plutôt l'euphorie qui domine, et non la détermination. Boulanger vient sans doute d'écraser Jacques et Boule, par 185 000 voix contre 132 000 et 13 000. Mais, quoi qu'on en ait dit après coup, il n'eut pas à hésiter car il n'avait nullement l'intention de tenter un coup d'Etat. - C'est une entreprise qui n'est plus de notre temps, avait-il déclaré le 2 décembre 1888 (...), car, si nous recommençons notre Histoire, ce n'est pas pour en revenir à 1851, mais bien à 1789.

La force du gouvernement Floquet, qui sort pourtant brisé de l'épreuve, sera d'amorcer la contre-attaque qui va prendre Boulanger au mot. En rétablissant à la hâte, trois semaines après l'épreuve parisienne, le scrutin d'arrondissement, il donne à la défense républicaine un cadre de nouveau solide, où les extrêmes sont minorés. En discréditant habilement Boulanger lui-même, par toute une série de mesures d'intimidation, il ruine le crédit du héros d'un jour. Et surtout, ces républicains sur la défensive vont retourner contre le « général Revanche » le thème d'une sidélité au passé glorieux de 1789. Le boulangisme avait fait surgir tant d'éléments nouveaux, le nationalisme musclé, le socialisme national, l'activisme populiste, qu'il était urgent de retrouver l'abri du passé. Les fêtes du Centenaire de 89 auront donc leur belle part dans l'effondrement d'un mouvement ascendant depuis 1885 et à son zénith dans cette « journée » parisienne du 27 janvier. Et les Parisiens entichés de « la Boulange - en seroint vaccinés en courant à l'Expo et à la tour Eiffel.

JEAN-PIERRE RIQUX.

	"GRAND JURY" RTL-Le Mond	£ .
JEAN POP	animé par Olivier MAZEROLLE  ovec Pierre SERVENT et Patrick JARREAU (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Dominique PENNEQUIN (RTL)	en direct sur



## **Etranger**

POLOGNE: accord entre la direction communiste et Solidarité

### La table ronde débutera le 6 février

Après sept ans de rupture et phisieurs tentatives infructuenses, le pouvoir polo-nais et Solidarité vont entreprendre des négociations formelles autour de la fameuse «table ronde». La première réu-

nion se tiendra le 6 février prochain. Cet accord, auquel sont parvenus, vendredi soir 27 janvier, M. Lech Walesa et le annoncé à 23 heures par un communiqué général Kiszczak, ministre de l'intérieur, diffusé par l'agence officielle PAP et la au terme de plus de dix heures de discus-

nementale des environs de Varsovie, a été annoncé à 23 heures par un communiqué

flairent un piège.

de notre envoyée spéciale La formulation du communiqué

**VARSOVIE** 

De retour an siège de l'épiscopat en fin de soirée avec les sept mem-bres de sa délégation (MM. Gere-mek, Mazowiecki, Stelmachowski, Kaszynski, Bujak, Frasyniuk et Gil), M. Lech Walesa s'est déclaré • fatigué mais content » de sa journée. Le président de Solidarité devait apporter un peu de substance à cette appréciation au cours d'une conférence de presse, samedi.

Le communique sur lequel les deux parties se sont mises d'accord avant de se séparer révèle d'abord que les représentants des syndicats officiels (OPZZ) ne participent plus aux négociations. Ils s'en sont pius aux negociations. Its s'en sont retirés, semble-t-il, puisqu'ils n'apparaissem pas dans la composi-tion de la délégation du pouvoir réduite à cinq membres, soit deux de moins que la délégation de Solida-nité (MM. Closek, Reykowski et Gdula pour le POUP, Janowski et Krolewski pour les petits partis affi-liés). Leur participation était prévue à l'origine, mais la direction de l'OPZZ a exprimé publiquement, jeudi, son hostilité à la position adoptée par le POUP sur la légalisa-tion de Solidarité, qui la place, a-t-elle dit, devant un - fait accompli -.

Comme lors des rencontres précédentes, deux représentants de l'Eglise, Mgr Goclowski, évêque de Gdansk, et le Père Orszulik, porteparole de l'épiscopat, assistaient aux ciations de la table roade. Ils seront

ne permet pas de discerner si de récis progrès out été accomplis sur les questions concrètes liées à la légalisation de Solidarité : les discussions out porté sur « les problèmes du pluralisme syndical, y compris Solidarité, et sur d'autres problèmes qui seront soumis aux débats de la « table ronde », indique-t-il On sait que la délégation de Solidarité voulait éclaireir au cours de cette réunion les points de la procédure d'enregistrement du syndicat, du calendrier de sa légalisation et de la révision de la loi syndicale de 1982, afin de la rendre conforme aux règles de l'Organisation internationale du travail (OIT). La résolution sur le pluralisme syn-dical adoptée le 17 janvier par le comité central du POUP ne faisait plus état des conditions précises posées auparavant par le premier ministre, M. Mieczysław Rakowski, parmi lesquelles l'abandon du droit de grève - condition difficilement acceptable pour Solidarité - et une période d'essai de deux ans avant d'introduire durablement le plura-

Trois groupes de travail ont été créés, selon le communiqué, sur la politique économique et sociale, sur la réforme politique et sur le plura-lisme syndical. Il s'agit en fait des trois grands volets des futures négo-

lisme syndical.

complétés par des « sous-groupes » chargés d'étudier plus précisément les questions liées à l'agriculture, aux mines, à la réforme de la loi et des tribunaux, aux associations, à l'autonomie administrative, aux

Cette répartition des « sous-groupes » laisse penser que Solida-rité a obtenu satisfaction sur la cessité d'approfondir l'examen de trois points auxquels l'opposition était particulièrement attachée : la réforme judiciaire, les associations et l'accès aux mass média.

● TCHÉCOSLOVAQUIE : le chef du gouvernement répond à l'archevêque de Prague. — Le chef du gouvernement tchécoslovaque, M. Ladislav Adamec, a répondu avec fermeté au cardinal-archevêque de Prague, Mgr Frantisek Tomasek, qui riague, logi Francisch furnasch du kui avat scrit pour protester contre la répression des manifestations à la mémoire de Jan Palach, la semaine passée à Prague, a rapporté, van-dredi 27 janvier, l'agence de presse officielle tchécoslovaque CTK. « Je vous respecte en tant que dignitaire religieux, [mais] je dois exprimer un désaccord résolu avec des tentatives de créer des rapports avec les organes de l'Etat sur la base d'un ton *d'ultimatum,* écrit M. Adamec. (...) Excuser, justifier, ou même apprécier les actions d'individus et groupes qui ont violé - par leur comportement — l'ordre judiciaire en vigueur (...) constitue dans ses

Le pouvoir a également fini par accepter un sous-groupe sur le pro-blème des mines alors qu'il s'y refusait lors des précédents pourparlers, en septembre 1988. Le reste devra être décidé autour de la table ronde en particulier le prix à payer pour la légalisation de Solidarité, et une éventuelle participation de l'opposition aux élections. Une question qui

SYLVIE KAUFFMANN.

conséquences un appel à la déso béissance civique, à l'anarchie et une atteque contre l'autorité de l'Etat socialiste. > - (AFP.)

déchire actuellement plus d'une

conscience à Solidarité où beaucoup

 Pétition pour la libération de Vaclav Havel. - Six cent quatrevingt-douze personnalités du monde culturel tchécoslovaque ont signé du dramaturge Vaclav Havel, arrêté le 16 ianvier lors de manifestations à Prague, a-t-on appris vendredi 27 janvier de source dissidente.

Deux autres dissidents arrêtés le même jour que Havel, Jana Petrova et Ota Veverka, restent également détenus. On pense que l'enquête concernant Havel est terminée mais il a été dit vendredi à son avocat qu'il ne serait pas libéré, a déclaré par teléphone depuis Prague un dissident, Petr Uhl. - (Reuter.)

### **PAYS-BAS**

### La libération de deux criminels de guerre nazis suscite la consternation des milieux juifs et résistants

Deux criminels de guerre nazis détenus depuis 1946 à la prison de Breda aux Pays-Bas - Franz Fischer, quatre-vingt-sept ans, et Ferdinand Aus der Fünten, quatre-vingts ans - ont été expulsés, vendredi 27 janvier, vers la RFA, après avoir été graciés en raison de leur äge. Le président onest-allemand, M. von Weizsäcker, a remercié les Pays-Bas pour leur décision qui, a-t-il dit, « relève d'un désir d'humanité jusque dans l'accomplissement de la justice .. Cette décision, qui suscite une grande émotion dans le communauté juive et chez les résistants néerlandais, a, en revanche, été critiquée par M. Simon Wiesenthal en raison de la gravité des crimes commis par les deux bommes.

LA HAYE

de notre correspondant

Les . deux de Breda . ont été remis aux autorités ouest-allemandes à 17 h 15, moins de cinq députés eurent approuvé, par 85 voix contre 55, la décision du gouvernement de « se défaire », de se - débarrasser - des deux prison-

Si ces expressions n'avaient pas été employées par le ministre de la justice et le premier ministre, elles 'imposeraient d'elles-mêmes, tant l'affaire dite des • deux de Breda •, traînée comme un boulet par tous les cabinets néerlandais depuis les années 50, a connu cette semaine un dénouement précipité.

Quatre jours seulement séparent l'annonce surprise par le gouverne-ment de Ruud Lubbers, mardi dernier, de son intention de libérer les deux vieillards et la signature, par la reine Beatrix, vendredi après-midi, des décrets les graciant. Dans l'intervalle, un débat parlementaire. empreint de dignité et d'émotion, a opposé les partisans de l'Etat de droit - ce dernier interdisant que les détenus meurent en prison - et les partisans de la justice - celle-ci exi-

geant que les condamnés expient

iusqu'au bout la déportation de dizaines de milliers de juifs néerlandais pour laquelle ils avaient été condamnés en 1946.

Des arguments identiques avaient été échangés en 1972 dans les mêmes circonstances. A dix-sept ans d'intervalle, les scrutins ont pourtant donné des résultats symétriquement opposés: 85 voix contre la grâce hier, 85 pour aujourd'hui.

« C'est un jour noir », a déclaré le président d'une des associations de résistants, où le vote du Parlement a été accueilli avec consternation. - J'ai honte d'être Néerlandais -, 2 confessé un homme d'origine juive au passage de l'ambulance blindée emportant l'un des deux graciés. Des centaines de personnes, pour la plupart âgées, ont pris d'assaut les standards des SOS téléphoniques mis en place par des associations d'entraide pour exprimer leur indignation.

La colère gronde également au sein de la communauté juive, où l'on se dit, toutes générations confon-dues, choqué. On s'attend que la commémoration annuelle, dimanche 29 janvier, des morts d'Auschwitz prenne cette année un caractère massif et exceptionnel.

CHRISTIAN CHARTIER.

### La Serbie face à ses sœurs

(Suite de la première page.) Objectif: soutenir le nouveau dirigeant local et sa politique de reprise en main, par la Serbie, de ses deux provinces autonomes, la Volvodine et le Kosovo, qui s'étaient progressivement « émancipées » et où la minorité serbe. au moins au Kosovo, souffrait de persécutions de la part des Albanais et se sentait menacée. .....

Ces meetings de solidarité culminèrent le 19 novembre avec un impressionnant rassemblement à Belgrade. Pius d'un million de participants...

Autre objectif partiellement atteint de ces manifestations fort pacifiques : obtenir la révocation des cadres « incompétents et corrompus ». Sous la pression des masses, les gouvernements locaux de Voivodine et du Monténégro sont ainsi tombés. Au Kosovo. la situation est plus délicate car la ion est autourd du 90% d'Albanais, bien décidés à défendre leurs intérêts. Dans les autres républiques - Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Croatie et Slovénie. - ces mouvements suscitent l'inquiétude.

### < Face à la vérité »

« C'est une véritable révolution antibureaucratique qui se déroule sous nos yeux », nous explique M. Slobodan Milosevic. A quarante-huit ans, il jouit en Ser-bie d'un véritable culte de la personnalité. Badges à son effigie, cartes postales, calendriers, sont vendus dans les kiosques. - Nous avons vécu pendant une vingtaine d'années sur une bonne dose d'illusions. Depuis 1983, on a multiplié les plans de stabilisation économique, des milliers de réunions se sont tenues. Les gens de ma génération imaginaient que c'était la démocratie. Résultat? Rien! Aujourd'hui, nous faisons face à la vérité. Il faut tout réformer. On a youlu donner le pouvoir aux institutions, mais les institutions sont bureaucratiques et bloquent le changement. C'est la raison pour laquelle le peuple a fait son entrée sur la scène politique. Ce mouvement ne peut être stoppé... Et d'ajouter : Ceux qui nous reprochent d'aller trop loin se trompent. Les autres régions de la fédération n'ont aucune inquiétude à se faire car il est clair qu'en Yougoslavie nous devons préserver les intérets de toutes les républiques. Façon de dire, selon ses détracteurs, que M. Milosevic a des ambitions sur

Des détracteurs de Slobodan Milosevic, il est quasiment impos-sible d'en dénicher en Serbie. Si un référendum était organisé, - Slobo -, l'idole, le libérateur, le « nonveau Tito », serait plébis-cité. Les quelques personnalités qui mettent en doute ses projets préférent se taire sous peine d'être taxées de trahison...

sont légion dans les deux républiques du nord, la Croatie et la Slovénie. Plus prospères, elles ont échappé aux secousses populaires de ces derniers mois. A Ljubljana comme à Zagreb, on pense que l'avenir de la Yougoslavie ne réside pas dans le centralisation du pouvoir, l'intégration du marché et l'unification du pays, mais, au contraire, dans la démocratisation et un prudent pluralisme poli-

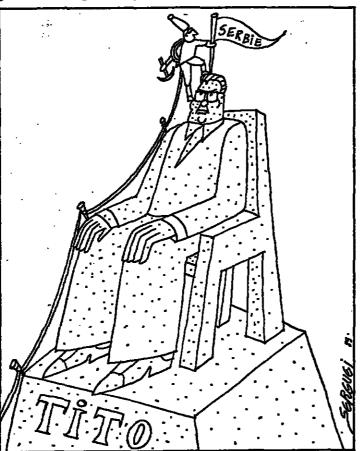
deux ou trois dernières années. Pour les habitants et les dirigeants de ces régions, le système

tique. Un processus engagé ces

En revanche, les adversaires chaos organisé pouvant déboucher sur le « grand ordre » fort, sur le thème : « Une seule force, une seule unité fédérale, un seul führer . Bref, le retour au . stalinisme . La nuance n'est pas la principale caractéristique du débat actuel...

> La stratégie de manipulation 🧼

On est pratiquement persuadé, en Croatie, que l'offensive serbe vise aussi, sous des apparences séduisantes de démocratie directe, de désense de la Fédération yougoslave et de projets de



Milosevic ne mène pas, malheureusement, à une alternative démocratique. . Dans notre pays, dit un journaliste de Vjesnik à Zagreb, le mécontentement social est énorme. Pour de nombreux travailleurs, la situation est même catastrophique, et ce mécontentement permet aux leaders serbes de manipuler d'une manière populiste les catégories les plus démunies. Il est plus facile de sacrifier les coupables que d'apporter des réponses concrètes aux problèmes. Milosevic n'arrête pas de parler, mais concrètement il ne fait rien! Une partie de la classe ouvrière est en train de travailler à sa propre destruction. » Pour les intellectuels croates, la Serbie procède actuellement à un dangereux · renouvellement du communisme -, mêne une positique de

The second secon

réformes économiques profondes, mais inexistantes dans la réalité, à remettre au pas les « libéraux » et à les ramener dans le giron de l'a orthodoxie ». Petit à petit, ces « néo-staliniens » sont soupçonnés de vouloir exercer une « hégémonie » sur la Yougoslavie. De réaliser un vieux rêve : la Grande Ser-bie, seule capable d'unifier le pays; la Grande Serbie, meurtrie par Tito, qui relève la tête. Bien sûr, dit-on à Zagreb, il y a des minorités serbes dans toutes les républiques, mais leur avenir, la garantie de leurs droits résident dans l'approfondissement de la démocratie et non dans la centralisation - musclée - du pouvoir. lci, on tient dur comme ser au principe de l'egalité des républi-

ques » établi sous Tito. Autre crainte : celle de voir les d'impo serbes développer la même stratégie de « manipulation des (AFP.)

masses » contre les directions en place dans les républiques qui n'ont pas encore été contaminées par le phénomène de « révolution antibureaucratique ». Si les foules ont obtenu ce qu'elles désiraient en Voïvodine, au Monténégro, c'est-à-dire le limogeage des cadres incompétents, la même stratégie ne peut pas être appliquée sans risques dans les autres républiques, comme la Bosnie-Herzégovine, aux prises avec quelques beaux scandales de corruption.

La composition ethnique est différente, et la population ne manifeste pas du tout le même enthousiasme. Mais, par le biais d'une presse serbe — en particu-lier le grand quotidien *Politika* à Belgrade entièrement dévouée à M. Milosevic, une dure offensive a été lancée ces dernières semaines contre les dirigeants slovenes (certains sont accuse: d'éthylisme incurable...) et surtout contre le leader croate, M. Stipe Suvar, aussi président de la Ligue des communistes (LCY) fédérale, dont on réclame la démission.

On lui reproche d'avoir soutenu l'ancienne direction du Monténégro, balayée depuis par la « volonté populaire », de retarder les nécessaires épurations au sein de la LCY et d'avoir dit que la Macédoine était exposée - à la pression des nationalismes serbe. albanais, grec et bulgare ».

Les Serbes n'ont pas du tout apprécié cet amalgame. M. Suvar n'est pas homme à se laisser intimider et à refuser la bagarre. Mais que se passerait-il si des foules se massaient subitement devant le siège du comité central, la semaine prochaine à Belgrade. pour exiger « spontanément » sa mise à l'écart, comme au Monténégro et comme en Voïvodine ces derniers mois?

Le climat actuel n'est pas vraiment propice au compromis entre les partisans d'une démocratisation pas à pas du système et les adeptes d'un pouvoir fédéral fort. ALAIN DEBOVE.

• Le chef de la police du Kosovo nommé à la tête du PC. -Le chef de la police du Kosovo, M. Rahman Morina, a été nommé vendredi 27 janvier président de la Ligue des communistes (LCV) de cette province autonome, agitée par de graves tensions ethniques entre Serbes et Albanais, a annoncé l'agence Tanjug.

M. Morina remplace Mme Kacusa Jashari, qui avait été contrainte en novembre de donner sa démission à la suite d'une virulente campagne de la Serbie. La démission de M<sup>me</sup> Jashari et la destitution de son prédécesseur, M. Azem Vlasi, du bureau politique avaientt provoqué d'imposantes manifestations de soutien de la population albanaise. -

Nouvelles révélations

GRECE: deux proches de M. Papandréou en accusation

dans le scandale Koskotas

**ATHÈNES** 

de notre correspondant

Le scandale Koskotas a, une nouvelle fois, rebondi vendredi 27 janvier avec la publication de docu-ments qui visent directement le premier ministre, M. Andréas Papandréou. Le quotidien du soir Eleftheros Typos, proche de l'oppo-sition de droite, a publié un texte qui est présenté comme le procès-verbal de l'interrogatoire par le juge d'instruction de deux gardes du corps du banquier Georges Koskotas.

Le premier d'entre eux, M. Vassilis Mamaneas, affirme avoir livré, sur ordre de Koskotas, une caisse d'emballage de couches de bébé pleine de liasses de billets de 5 000 drachmes (environ 200 F) à un proche du premier ministre, M. Georges Louvaris. Celui-ci reçut

cet argent - de toute évidence pour le compte d'Andréas Papandréou », toujours selon le journal.

Le même témoin aurait affirmé avoir accompagné Koskotas lors d'une visite de celui-ci chez M. Agamemnon Koutsoyorgas, actuellement ministre à la présidence du conseil et à l'époque vice-président du gouvernement. Ils transportaient, dit-il, un sac de voyage noir dont il ignorait le contenu. A la sortie, Georges Koskotas se serait mis en colère et aurait monologué : - Jusqu'à quand vais-je les

Suite à cette publication, M. A. Koutsoyorgas a fait une longue déclaration où il accuse le journal de violer le secret de l'instruction et d'avoir forgé ce document.

### RFA

### Les exportations de Tornado affectent la solidarité gouvernementale

Le cofinancement par la Banque régionale de Bavière, pour 370 millions de deutschemarks, de la vente à la Jordanie de huit chasseurs-bombardiers Tornado a suscité, vendredi 27 janvier, un débat très controversé au Bundestag, à Bonn. Les orateurs du Parti libéral, membre de la coalition au pouvoir, ont rejoint ceux de l'opposition pour dénoncer cette opération.

BONN

de note correspondant

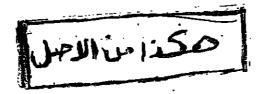
La RFA est régie par des lois très strictes en la matière, qui interdisent de livrer des armes dans des zones de tension. L'avion de combat Tornado est fabriqué conjointement par la Grande-Bretagne, l'Italie et la République fédérale.

Londres avait annoncé son intention d'honorer la commande de la Jordanie le 24 octobre 1988. La RFA n'a pas le droit de veto.

Le chancelier Kohl était plutôt favorable à cette vente « indirecte » d'avions fabriqués en partie par la firme bavaroise Messerschmidt-Bölkow-Blohm (MBB) qui détient, au nom de la RFA, 42,5 % du projet Tornado, et livrés par la Grande-Bretagne. Mais il avait dû s'incliner devant les critiques de l'opposition et surtout celles de son allié au pouvoir, le Parti libéral : la Banque gouvernementale ne financerait pas la livraison de Tornado à la Jordanie.

L'affaire a rebondi en début de semaine lorsque l'on a appris, à Bonn, que le gouvernement bavarois ne s'opposait nullement à ce que sa banque régionale participe au marché. Le chancelier Kohl et son ministre des affaires étrangères, M. Genscher (liberal), se sont vivement querellés sur l'attitude à adop-ter vis-à-vis de la • fronde • bavaroise. M. Kohl, qui ne voit rien d'- immoral » à la livraison d'avions de combat à la Jordanie, estime qu'il s'agit de « l'affaire des Britanni-ques ». M. Genscher a réitéré, en revanche, son opposition à l'exportation d'armements par la RFA dans les zones de tension.

Un nouveau chapitre a été ouvert, jeudi 26 janvier, lorsque la compa-gnie Panavia, basée à Munich et qui appartient à MBB, British Aerospace et Air Italia, a annoncé son intention de livrer des avions Tornado à la Corée du Sud. - Bien entendu, nous attendrons le feu vert du gouvernement fédéral », a déclaré M. Wolf-Dieter Gnamm, le porte-parole de Panavia. M. Udo Philipp, le porte-parole de MBB, a souligné que la Corée du Sud représentait un marché important et qu'il serait dommage qu'il échappat aux Européens pour tomber dans les mains des · alliés américains » qui s'empresseront d'offrir leurs avions de type F-16 et F-18.



MADRID de notre correspondant

28

nauté dans la préparation d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient a dominé les entre-tiens que M. Arafat a eus à Madrid, le vendredi 27 janvier, avec les ministres des affaires étrangères d'Espagne, de France et de Grèce, actuels membres de la «troïka» communautaire. Le chef de l'OLP, qui avait dîné jeudi soir avec le pré-sident du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a en outre été reçu vendredi par le roi Juan Carlos (ce qui n'avait pas été le cas lors de sa première visite à Madrid en 1979), et s'est entretenu avec les responsables

des principaux partis politiques «L'Europe peut jouer un rôle fondamental, a affirmé M. Arasat à l'issue des entretiens. Pour des raisons géopolitiques : nous vivons autour d'une même mer, et aussi parce que l'Europe a une grande responsabilité historique au Proche-Orient. » Interrogé sur ce qu'il attendait plus précisément de la Communauté, M. Arafat s'est montre évasif, rappelant simplement que .- l'Europe a un grand poids dans l'opinion publique mondiale -.

Du côté communautaire égale-ment, on semblait avare de préciment, on semoian avare de precisions à l'issue des entretiens. « Cette rencontre a permis d'étudier de quelle façon l'Europe pourrait collaborer au processus de paix », a affirmé M. Dumas. Tout en assurant ne pas revendiquer de • droits d'auteur •, le ministre français en a profité pour rappeler que c'est lui-même qui avait donné le coup d'envoi à ce processus en rencon-trant, en septembre dernier, M. Ara-fat à Strasbourg.

Le ministre espagnol, M. Feruan-dez Ordonez, s'est lui aussi montré prudent, affirmant que « la rencon-tre a démontré la volonté de la Communauté de jouer un rôle actif au Proche-Orient », mais ajoutant au Proche-Orient v, mais ajoutain aussitôt qu' - il n'y a pas de médiation européenne ni de plan européen, simplement un effort européen pour aider à la paix ». Il s'est félicité de la politique de modération actuelle de l'OLP, dont M. Arafet e soulieré qu'elle coretiqueit fat a souligné qu'elle constituait • une stratégie et non une tacti-

Du côté communautaire, on affirmait que M. Arafat n'avait guère insisté pour que l'Europe recon-naisse dès aujourd'hui l'Etat palestinien proclamé à Alger. Tant M. Dumas que M. Ordonez ont souligné qu'il n'existait pas d'« objection de principe - à une telle déci-sion, mais qu'elle supposait plusieurs conditions juridiques préalables qui, aujourd'hui, ne sont pas remplies ». Une position appuyée par le ministre grec, qui a démenti les rumeurs suivant lesquelles son pays pourrait prendre une décision individuelle en ce sens, en affirmant qu'Athènes - n'agira pas en dehors du consensus commu-

De source proche de la « troika », on affirmait que M. Arafat avait avant tout demandé à la Communauté d'user de son influence auprès d'Israèl et des États-Unis pour les amener à infléchir leur position. On ajoutait que M. Arafat avait fait preuve de beaucoup de réalisme dans son approche du problème de la conférence internationale de paix. Le chef de l'OLP a, en effet, reconnu qu'elle ne pouvait pas être convoquée d'emblée, et qu'il était nécessaire de mettre d'abord sur pied un « comité préparatoire », ce qui suppose plusieurs initiatives préalables de rapprochement, dans lesquelles s'inscrit précisément la rencontre de Madrid.

> « Messages » israéliens à l'OLP

On soulignait également, dans les milieux de la « troîka », que l'important était d'avoir intégré l'OLP dans le processus en cours, l'étape suivante étant de rompre l'apparente intransigeance israélienne. M. Fernande Outpage qui a mitté il renandez Ordonez, qui a visité il y a quinze jours Jérusalem, a affirmé à propos que • le discours de M. Shamir est apparemment tou-jours le même, mais lorsqu'on entre avec lui dans les détails, on constate des infléchissements. M. Arafat a lui-même corroboré, de manière inattendue, l'idée que l'attitude des Israéliens était moins monolithique qu'il n'y paraît, en confiant ce qu'il a appelé e un recret a le Les responappelé « un secret » : « Les responsables israéliens, a-t-il affirmé, maintiennent des contacts avec la plupart de nos cadres aujourd'hui en prison dans les territoires occupés, et c'est à travers eux qu'ils envoient des messages à l'OLP. » THERRY MALINIAK.

## **Asie**

### **AFGHANISTAN**

### Les ambassades ferment les unes après les autres

de notre envoyé spécial

Le vendredi 27 janvier restera placé, dans les annales diplomatiques, sous le signe de la poudre d'escampette parce que l'ambassa-deur des Etats-Unis à Kaboul a enfin obtenu de Washington la per-mission de faire ses valises. M. John Glassman apparaissait ces derniers jours à ses visiteurs comme un nomme anxieux : dans son bureau décoré de « cadavres » de roquettes explosées dans Kaboul, il ne quittait ni son gilet pare-balles ni son pistolet. Son masque à gaz restait à por-tée de main. L'ambassade des Etats-Unis était un Fort-Knox. Vendredi, un « marine » aboyait au téléphone

qu'il n'y avait « personne ». Annoncée la veille à Washington, la retraite américaine de Kaboul a cu un effet brutal. A Londres, à Paris, à Rome, mais aussi à Ankara, à Vienne et à Pékin, ce fut une sorte d'affolement. Les Américains partent! Les autres pays occidentaux et « assimilés » - ceux qui ont toujours

dénoncé l'intervention soviétique en Afghanistan – pouvaient-ils rester? A Tokyo, une agence de presse a publié une déclaration officielle d'un haut responsable selon laquelle, - puisque les Américains partent, nous partons aussi ». Très vite, les Japonais ont démenti cette déclaration, avant de la confirmer en fin de soirée. Pour les autres, notamment les Français et les Britanniques, la décision, annoncée vendredi a été beaucoup plus délicate à prendre : ce départ précipité avait un on-nesait-quoi de pas très « convenable ».

cains. Eux au moins ont une sorte de prétexte : en avril 1978, lors du coup d'Etat contre le président Daoud, leur ambassadeur avait été enlevé, séquestré à l'hôtel Kabul, puis som-

Les Britanniques, de leur côté, appréhendent un pen le sort qui sera réservé à leur ambassade, la plus belle de Kaboul, sitnée près du boulevard Baghe-Bala, alors que les autres missions diplomatiques sont regroupées dans le centre-ville, quarier Wazir-Akbar-Khan. Le traité de 1921 entre la Grande-Bretagne et l'Afghanistan prévoit, en effet, que si la couronne britannique n'a plus besoin de la concession, celle-ci sera de facto cédée aux autorités

Comment s'en aller? Si tel chargé d'affaires prévoyant reconfirme depuis plusieurs semaines des places d'avion pour toute son équipe, eaucoup s'arrachent les cheveux. Les Américains cherchent par tous les moyens à louer un avion « neutre » pour déménager les archives qu'ils ne veulent pas détruire. Il apparaît, en effet, hors de question qu'un appareil aux cocardes américaines puisse atterrir à Kaboul, où le seul avion étranger (hormis ceux d'Indian Airlines) autorisé à se poser est celui d'Ungomap, le groupe d'« observateurs » des Nations unies. D'autant que les hostilités ont l'air de reprendre : vendredi, sans doute pour saluer l'arrivée du ministre soviétique de la défense, M. Dimitri Yasov, en visite de travail, une demi-douzaine de roquettes sont tombées sur Kaboul.

LAURENT ZECCHIM.

nouk et les Khmers rouges lorsque en septembre 1989, il n'y aura pas

de retrait réel des dernières troupes

vietnamiennes du Cambodge. [...]
Hanoi savait que en poussant Hun
Sen à rejeter le plan en cinq points
de Sihanouk, il empêcherait la
résistance cambodgienne d'arriver à

un accord politique avec Phnom-

Penh. Et si cet accord reste introu-

vable jusqu'à septembre, il sera

facile au Vietnam de justifier la

prolongation de son occupation

militaire et colonialiste du

Cambodge et d'en saire endosser la

responsabilité à Šihanouk et aux

### en Bref

 Arrestations au Bénin. Deux anciens ministres et un ancien procureur de la République ont été arrêtés dans la capitale béninoise, Porto-Novo, a-t-on appris de très bonne source vendredi 27 janvier à Cotonou. Il s'agit de MM. Tiarniou Adji Bade, ancien ministre des affaires étrangères et ancien ambas-sadeur du Bénin en RFA, aujourd'hui à la retraite, de Jean-Pierre Agondanou, ancien préfet de Porto-Novo qui a exercé des fonctions ministé rielles avant le coup d'Etat de 1972. et de M. Moucharaf Gbadamasi. Ces trois personnalités sont très populaires cans la région de Porto-Novo, où des troubles ont eu lieu ces der-niers jours. — (AFP.)

● Précision. - Le recteur de l'institut musulman de la mosquée de Paris Cheikh Abbas Boncheikh el Hocine nous prie de préciser que la Grande Mosquée de Paris n'a donné son accord pour le Soudan à l'appe de l'association Survie 89 lle Monde du 12 janvier) que pour attirer l'attention des parties concernées sur les souffrances endurées dans de vastes régions du tiers-monde en raison de la faim et du dénuement.

 Vingt-cinquième anniversaire des relations diplomatiques Paris-Pékin. – Le président Francois Mitterrand et M. Roland Dumas. ministre des affaires étrangères, orn message à leurs homologues chinois à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Paris et Pékin par le général de Gaulle. Evoquant « les vues communes » des deux pays sur « les grandes affaires du monde » et le prix qu'ils attachent à « la défense de l'indépendance de chaque nation », M. Mitterrand a affirmé que « la France est plus que jamais disposée à contribuer par ses hommes, ses techniques et ses ressources aux ambitieux objectifs » que la Chine s'est assignés.

• ITALIE : un sénateur retrouvé mort au bord d'une voie ferrée. - Le cadavre du sénateur néo-fesciste italien Mario Biagioni, membre du Mouvement social italien (MSI), a été retrouvé vendredi 27 janvier sur le bord de la voie ferrée près de Grosseto (Toscane). Le senateur avait pris jeudi l'express Rome-Turin pour regagner son domicile à l'issue des travaux du Sénat. Les enquêteurs privilégient la thèse de l'accident. — (AFP.)

# IRLANDE DU NORD : mort d'un policier. — Un policier a été tué et un autre grièvement blessé par l'explosion d'une bombe, samedi 28 janvier, à Sion-Mills, dans le comté de Tyrone, en Irlande du Nord. Les deux membres du RUC (Royal Ulster Constabulary) faissient une patrouille aux abords du petit village de Sion-Mills lorsqu'un homme leur a fait signe de s'arrêter devant un pub. Quelques secondes plus tard, un engin explosif a été lancé sur leur véhicule. — (AFP.)

## **Diplomatie**

### Un colloque à Moscou sur la crise de Cuba

27 janvier à Moscou, rassem-blant d'anciens responsables gouvernementaux des Etats-Unis, d'URSS et de Cuba, les trois acteurs de la crise née de l'installation de missiles soviétiques à Cuba en 1962.

M. Gorbatchev a adressé un message aux participants du col-loque, lu par M. Valentin Faline, chef du département international au comité centrel. Il leur demande ∉ de tirer les leçons de cet événement, qui conduisit le monde au bord de l'abîme nucléaire » et loue « l'attitude responsable et le bon sens dont ont fait preuve Nikita Khrouchtchev, John Kennedy et Fidel Cas-

Le président américain George Bush a lui aussi adressé un mes-sage, lu par l'ambassadeur amé-

Un symposium inédit de trois ricain à Moscou, M. Jack jours s'est ouvert, vendredi Matlock, dans lequel à souligne que la sécurité du monde sera servie par une mailleure compréhension de cette crise.

Parmi les personnalités présentes à ce colloque figurent notamment M. Andrei Gromyko, l'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, M. Anatoli Dobrynine, à l'époque ambassadeur d'URSS à Washington M. Serguel Khrouchtchev, le fils de Nikita Khrouchtchev, et M. Jorge Valdes, membre du bureau politique cubain. Les Etats-Unis sont représentés par M. Robert McNamara, ancien secrétaire américain à la défense M. George Bundy, alors prési-dent du conseil national de sécurité, et Theodore Sorensen, conseiller spécial de John Kencrise de Cuba. - (AFP, Reuter.)

### Après l'URSS et la RDA

### La Tchécoslovaquie et la Bulgarie annoncent des réductions de leurs forces armées

vier, l'agence de presse tchécoslova-que CTK. La réduction portera sur 15% des dépenses militaires, soit une diminution de 12000 hommes, 850 chars, 165 véhicules blindés et 51 avions de combat. Le communiqué annonce encore une réduction de 50% du nombre des manœuvres tactiques effectuées à l'échelon du régiment ou de la division, ainsi que

Le même jour, la Bulgarie a décidé de réduire son budget mili-taire pour 1989 de 12% et de diminuer ses forces armées de 10000 hommes, 200 chars, 200 systèmes d'artillerie et 20 avions, jusqu'à la fin de 1990.

Ces mesures font suite à celles annoncées récemment par l'URSS et qui concernent notamment le démantèlement d'une division blindée soviétique stationnée en Tchécoslovaquie. Des mesures comparables avaient été annoncées inndi dernier en RDA par le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker.

### Moins d'armes nucléaires tactiques pour POTAN

D'autre part, les chefs militaires de l'OTAN se prononcent pour l'éli-mination d'un bon quart de l'arsenal nucléaire allié en Europe occiden-tale à la condition que les missiles Lance à courte portée (110 kilomè-tres) seient moderniés rapportent tres) soient modernisés, rapportent des sources diplomatiques à Bruxelles. Le commandant en chef des forces alliées en Europe SACEUR, le général américain

La Tchécoslovaquie a décidé de réduire ses forces armées en 1989 et 1990, a annoncé, vendredi 27 janvient de remettre un rapport en ce sens aux alliés.

L'OTAN, qui dispose encore de 4 000 têtes nucléaires de tous types (sol-sol, air-sol, mer-sol, etc.), compte non tenu des fusées de por-tée intermédiaire (INF de 500 à 5 500 kilomètres) en cours de démantèlement, n'a pas besoin pour sa sécurité de plus de 3 000 ogives, estime le général Galvin.

Il est possible, selon les responsa-bles militaires de l'OTAN, de réduire de moitié l'artillerie nucléaire, actuellement forte de 2 000 pièces, mais dont la portée très réduite (15 à 20 kilomètres) la rendrait plus dangereuse qu'utile en cas de conflit. Il suffirsit de 800 à 1 200 pièces plus modernes, de 30 kilomètres de portée et tirant des obus atomiques améliorés, ajoutent ces sources. - (AFP.)

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

Passez vos annonces d'achat

ou de vente d'objets d'art

directement sur minitel

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

La recherche d'un règlement négocié au Cambodge

### Le régime de Phnom-Penh reste inféodé à Hanoï et à Moscou

nous déclare le prince Sihanouk

Le chef de gouvernement provietnamien de Phnom-Penh, M. Hun Sen, a quitté Bangkok, vendredi 27 janvier, à l'issue de sa première visite dans la capitale thailandaise. En outre, le ministre vietnamen des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, actuellement à New-Delhi, a déclaré vendredi que la conférence informelle de Djakarta sur le Cambodge (Jim II) aurait lieu le mois prochain en dépit de l'absence du prince Sihanouk. « Son rôle est important (...) mais il ne peut décider de tout sur le Cambodge », a dit M. Thach.

PÉKIN

A la suite des questions suscitées

par sa décision de différer toute participation au règlement politique en cours dans la crise cambodgienne, le prince Norodom Sihanouk nous a adressé des réponses écrites dont nous publions ci-dessous des extraits.

Le chef de la résistance cambodgienne reviendrait-il sur sa décision si le ministre soviétique des affaires étrangères, M.Edouard Chevardnadze, effectuait dans sa direction, an cours de sa prochaine visite en Chine, un geste explicite de soutien tenant lieu d'encouragement au régime de Phnom-Penh à assouplir sa position? « Je ne pense pas. (...) L'URSS, le Vietnam et le régime de Hun Sen veulent, au fond, que le Cambodge reste inféodé à Hanoi et à Moscou. La position prise par Hun Sen (...) n'est dure et intransigeante (...) que parce qu'elle est dictée par Hanol et approuvée par Moscou, et cela afin de faire tomber la faute sur Siha-

Khmers rouges. (...) J'exclus donc a priori toute velleité de Chevardnadze ou autre Soviétique de recommander un assouplissement de son attitude à Hun Sen. (...) » Si, contre toute attente de ma part, un tel geste était fait, je devrais, avant de changer d'attide notre correspondant tude, voir d'abord quelle serait celle de Hun Sen et de son gouvernement (...). J'ai déjà dit à l'Indonésie (...)

que je ne pourrais faire que deux concessions : 1. M'abstenir de prononcer le mot « démantèlement » mais, en fait, il faudra bien déman teler simultanément la . République populaire du Kampuchea » (de Phnom-Penh) et le Gouvernement de coalition du Kampuchea démo-cratique (de la résistance) si l'on accepte l'idée d'élections libres et d'autodétermination pour le peuple cambodgien. 2. Renoncer à l'envoi au Cambodge d'une force interna-tionale de maintien de la paix et, en compensation, élargir la commission internationale de contrôle (à créet) qui aurait alors, en son sein, des contrôleurs militaires en plus de contrôleurs civils (...). »

Dans un autre communiqué diffusé ce samedi 28 janvier à Pékin, le prince Sihancuk s'est par ailleurs défendu de bloquer le processus de règlement politique du Cambodge, et a estimé qu'il était « vain de compter sur l'URSS, le Vietnam et Hun Sen pour aider, si peu que ce soit », un tel règlement. En dépit de cette analyse, un certain nombre de diplomates occidentaux à Pékin pen-sent que la Chine peut demander à M. Chevardnadze de rencontrer le prince Sihanouk : ce geste serait le pendant de la concession que les Chinois out accordée à Moscou en recevant récemment le vice-ministre victuamien des affaires étrangères, M. Dinh Nho Liem. Le ministre soviétique est attendu du 2 au 4

CHINE: la visite du président de l'OUA

### Le problème des étudiants africains demeure dans l'impasse

de notre correspondant

La visite – sans grande chaleur – du président du Mali, M. Monssa Traoré, à Pékin, n'aura hissé que peu d'espoir de voir les relations se réchauffer entre les mille cinq cents étudiants africains en Chine et leurs camarades chinois. Le chef d'Etat malien, qui est également le prési-dent en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a quitté la Chine vendredi 27 janvier sans:avoir publiquement suggéré de solution aux exigences de plusieurs ceutaines d'étudiants du continent noir qui réclament de rentrer chez eux.

M. Traoré a reçu, avant son départ, les étudiants maliens et une délégation d'étudiants d'autres pays africains qui lui ont remis une péti-tion dans ce sens. Il s'était aupara-vant contenté de dire, au cours d'une réception pour la communauté diplomatique africaine, que ce pro-bleme devait être traité avec Pékin sur une base bilatérale par chacun des pays concernés. La veille de son arrivée, mercredi, les autorités avaient levé la mesure d'assignation à résidence frappant le dernier des étudiants africains de Nankin arrêtés à la suite de la rixe de Noël, en guise de geste de bonne voionté.

L'entrevue qu'il avait eue le matin même à Shanghaï avec M. Deng Xisoping a fait l'objet d'une publicité surtout destinée à la consommation extérieure : le Quoti-dien du peuple n'a pas publié la photographie des deux hommes posant la main dans la main, et le quotidien des intellectuels, Clarté, a relégué l'information en quatrième page. M. Deng, que le président malien avait déjà rencontré en 1973, lui a donné du « mon vieil ami » et les deux hommes ont insisté sur « l'amitié sino-africaine » sans la moindre référence publique aux remous qu'elle traverse.

En dépit de cette volonté com-nune de laisser dans le non-dit les problèmes reacontrés, on a remarqué que, contrairement à l'habitude, le secrétaire général de l'OUA, M. Idi Oumaron, s'était abstenu d'acccompagner le président en exercice de l'organisation. Des diplomates africains admettent qu'il peut s'agir d'un geste de mauvaise humeur, sa présence étant initiale-ment prévue. M. Idi Oumaron avait, lors des manifestations d'étudiants chinois contre leurs camarades noirs en décembre, convoqué le représen-tant chinois à Addis-Abeba pour exprimer son inquiétude sur cette

La Chine a présenté la visite du ches d'Etat malien comme une manifestation de solidarité avec la situation économique du continent africain. Les dirigeants chinois out insisté sur la nécessité de trouver une solution politique globale au problème de la dette africaine et apporté leur soutien de principe à une conférence internationale sur le

Mais même si la Chine a encore besoin des votes africains dans nombre d'instances internationales, une page est bel et bien tournée sur les liens qu'elle avait tissés avec le continent noir à la faveur de l'impopularité que Moscou s'y était attirée dans les années 50.

FRANCIS DERON.

## **Afrique**

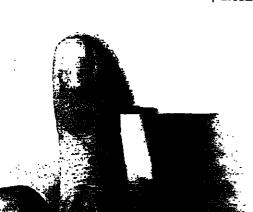
Les négociations sur le Sahara

### Le Polisario décide une trêve pour février

Dans une interview accordée près de l'indouf, en Algérie, et publiée par l'hebdomadaire le Point de cette semaine, M. Mohammed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, annonce une trève militaire pendant tout le mois de février décidée a unilitaire planent pour partieure pendant tout le mois de février décidée a unilitaire planent pour partieure pendant pour personne « unilatéralement pour encourager le dialogue et la recherche de la paix 🚚

Ce geste a une portée limitée dans la mesure où l'activité militaire du Polisario était assez réduite ces derniers mois, mais îl a été immédiate-ment salué comme une « preuve de bonne volonté » par un porte parole du ministère marocain des affaires étrangères interrogé par l'agence Reuter. Ce porte-parole a estimé que le dialogue entre Rabat et le Polisario reprendra bientit car on est « entré dans la phase active de préparation pour le référendum ».

Pour sa part, M. Abdelaziz avait précisé au Point : « Le référendum est une composante essentielle de la solution, il doit être tenu. Mais les deux parties en conflit doivent s'entendre avant (...). Le plus important est de parvenir à un accord avec les Marocains avant le



## **Politique**

Les affaires Pechiney, Société générale et l'intervention du premier ministre

## « La démocratie doit aller au bout de ses principes, mais sans amalgame »

déclare M. Michel Rocard à La Roche-sur-Yon

M. Michel Rocard a notamment léclaré vendredi 27 janvier à la Roche-sur-Yon:

« Eh bien, parlons-en de ces «affaires». Et parlons-en avec un double souci : ramener les choses à cur juste place, et que chacun valaie d'abord devant sa porte.

« Tous pourris », « Tous voleurs» : c'est, vous le savez, un vieux refrain des adversaires de toujours de la démocratie. l'allais dire : depuis 1789! Car Danton était nal, Talleyrand fricotait, Tallien - n'en parlons pas - et Robespierre était à ce point inhumain qu'on l'appelait - l'Incorruptible »!

Jaurès bon vivant, Léon Blum mangeant dans de la vaisselle d'or, c'est avec les mêmes accusations, les trest avec les memes accusations, les mêmes cris, les mêmes vociférations que les ligues factieuses ont tenté d'envahir le Palais-Bourbon le 5 février 1934 et que leur presse a, deux ans plus tard, poussé Roger Saleugro au suicide.

Cela porte un nom : l'amalgame. Cela porte un nom: l'amalgame.
C'est le plus détestable des procès, celui de la responsabilité par association. Et quand on me dit qu'aujourd'hui, M. Juppé reprend à son tour ce discours-là, j'espère que certains de ses amis politiques, que je sais bonnêtes républicains, y regardent à deux fois avant de lui serrer la main.

M. Michel Rocard a dénoncé, vendredi 27 janvier à La Roche-sur-Yon, ceux qui pratiquent «l'amaigame» entre les affaires, le pouvoir et son entourage. « C'est le plus détestable des procès, celui de la responsabilité par association», a affirmé le premier ministre, en précisant qu'il s'agit là d'« un vieux refrain des adversaires de toujours de la démocratie ».

De son côté, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a estimé que le premier ministre, « qui dénonce à tout propos l'état RPR (...), n'a pas de leçon d'honneur à donner ». Dans son discours, en effet,

pour déterminer si la justice doit ou

Non, les « affaires » ne doivent pas affaiblir la démocratie, dès lors que la démocratie sait aller jusqu'an bout de ses principes, sans faiblesse, sans complaisance, mais aussi sans

Et ces principes - fant-il les rap-peler en cette année du Bicento-naire? - sont ceux de la Déclaration des droits de l'homme et du

Article 6 : « La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle pro-tège, soit qu'elle punisse ». Il n'y est question ni d'amis, ni d'entourages. Car enfin, de quoi parle-t-on? Un L'article 7 ajoute : « Nul homme ministre de mon gouvernement ne peut être accusé que dans les cas

que populaire suisse à Zurich ; la

Banque cantonale vaudoise à

Lausanne. Un compte bloqué

suisses à la même date a depuis

informations aux autorités

Côté français, la COB (Com-

mission des opérations de

Bourse) mettait le 27 janvier la

demière main à son rapport, qui

sera soumis le 31 janvier au col-

lège de la Commission pour

approbation. Contrairement aux

usages, ce rapport sera rendu

public, à la demande du premier

ministre et du ministre des

président de la République.

Quelles que scient les conclu-

sions de la COB, une enquête

ment à la volonté du gouverne-

déterminés par la loi et selon les

formes qu'elle a prescrites ». Il n'y

est pas dit que les gens peuvent être

cités à comparaître par voie de presse, montrés du doigt par la

rumeur médiatique, condamnés par

Oui, s'il y a « affaire », c'est qu'il

Enquête de la presse? C'est son

Mais il y a surtout enquête de la Commission des opérations de Bourse, et cela, c'est la responsabi-

Quelqu'un peut-il aujourd'hui

soutenir de bonne soi que la Com-mission des opérations de Bourse ne

lité des institutions de l'Etat.

amaleame.

y a enquête.

rôle, elle est libre. '

professeurs de morale et de pères-ia-Je l'ai annoncé il y a quelques jours : mon gouvernement présen-tera au Parlement, à la session de printemps, un projet de loi renfor-çant les pouvoirs de la COB.

fait pas son travail en toute indépen-dance, à l'écart des pressions et des

L'actuel président de la COB, M. Farge, a été nommé il y a quelques mois par le président Miuterrand, sur ma proposition et celle de M. Bérégovoy. C'est un grand serviteur de l'Etat, homme intègre et impartial, ancien ministre de MM. Barre et Giscard d'Estaing.

Quelqu'un peut-il aujourd'hui

soutenir que la COB pourrait être

La COB devrait avoir des pou-voirs d'investigation plus étendus? C'est vrai. Et en 1987, les députés

socialistes avaient déposé un amen-dement dans ce sens, qui a été repoussé par ceux-là qui se sont depuis lors trouvé une vocation de

complaisante ou soumise?

sollicitations?

Le 31 janvier, selon les délais et les procédures qu'elle a ello-même déterminés, la COB remettra son rapport. Si les conclusions de ce rapport vont dans ce sens, la justice sera saisie. Et la justice passera, quoi ou'il advienne.

Chacun en jugera d'ailleurs au grand jour, puisque le président de la République a souhaité — tout comme moi — que le rapport de la COB soit rendu public. Un journal fondé aux heures som-

bres et glorieuses de Résistance, porte en sous-titre cette fière devise:
« Vérité, justice, quoi qu'il en
coûte». Je n'ai pas d'autre conception de l'État impartial. Je n'ai pas
d'autre conception de l'État tout

Mais quoi! Est-ce que la vie publique va désormais tourner tout entière autour de ces querelles? qualifications et leur talent assurent Est-ce que de gauche, de droite, on et un revenu, et une grande respon-

M. Rocard avait «espéré» que les amis politiques de M. Juppé (lequel avait accusé le PS d'être « la gauche la plus pourrie du monde » regarderaient à deux fois « avant de lui serrer la main ».

Répondant aux propos de M. Léotard dans le Monde (du 27 janvier), qui avait parlé « de société de connivence », M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, a invité le président du PR « à considérer que la recherche de la vérité ne peut s'arrêter aux portes de sa propriété ».

Enfin l'Humanité, organe du PCF, consacre dans ses éditions du 28 janvier

trois pages aux « scandales », accuse le poules élections municipales.

A l'étranger, le Times de Londres s'interroge sur l'avenir du président de la République, tandis que la BBC parle d'un « Watergate à la française ».

dans un de ces pugilats médiatiques Mais il y en a beaucoup d'autres. Et d'où seuls sortiront renforcés les que fait-on de ces autres, la catégoextrêmes et les adversaires de la démocratie?

Un Etat de droit a ses institutions, ses règles, ses procédures. Qu'elles accomplissent leur office et que cha-cun veuille bien s'attacher à l'essen-

L'essentiel, au fond, c'est quoi, sinon la place de l'argent dans notre société?

Dans l'affrontement, né maintenant il y a plus de deux siècles avec la République, avec la démocratie parlementaire, entre le parti du mouvement et celui de l'ordre, entre les forces de progrès et les conservateurs, en un mot entre la gauche et la droite, le conflit sur le partage et le pouvoir de l'argent a toujours tenu une place centrale. (...)

Il est vrai qu'il a radicalement changé de nature lorsque – cela remonte à une demi-douzaine d'années à peine - la gauche a cessé de considérer, dans ce conflit, l'entreprise comme un champ de hataille avant toute autre chose et qu'elle l'a reconnue comme étant d'abord une unité de production, dont ni l'existence ni même l'équilibre, ne devraient être remis en cause par le débat sur le partage.

Mais il y a deux ans, au plus fort de l'offensive idéologique des années de revanche libérale, ce conflit a change de nature. Profond, grave, douloureux, inquiétant, il porte sur le problème de savoir si la France fonctionne à deux vitesses ou pas.

D'un côté il y a les forts, les performants, les qualifiés, les exportateurs, les vainqueurs. Ils sont même nombreux : 129 entreprises occu-pent la première place mondiale

Il y a des personnes à qui leurs

voir et l'opposition de vouloir « étouffer les affaires » et titre : « C'est pas l'argent qui manque! Le fait que M. Marchais luimême, au cours d'un banquet à Issy-les-Moulineaux, y ait consacré vendredi soir l'essentiel de son discours montre que le PC entend exploiter lesdites «affaires» avant

va se lancer à la tête ses - affaires -, sabilité, et une grande dignité de vie. que fait-on de ces autres, la catégorie la plus nombreuse ?

D'abord les femmes, marginali-sées sur le marché du travail dans ces temps difficiles. Notre jeunesse, dont 40 % ont des qualifications aléatoires. Nos chômeurs. Les rejetés du système scolaire. Les étrangers, que bien souvent nous sommes allés chercher.

Que peuvent penser tous ceux-là des milliards qui valsent d'une transaction boursière à l'autre, comme si c'était la - Roue de la fortune» grandeur nature ?

Que pourront ressentir ceux à qui l'on confie notre santé et notre vie les infirmières, - la formation et l'avenir de nos enfants - les enseignants - et à qui notre société n'est pas aujourd'hui en mesure de garan-tir un salaire correspondant à leurs movens d'investir et de se dévelop-

Seulement, elle doit fonctionner de manière loyale et transparente. Elle doit être orientée vers l'investissement productif et non vers la spé-

Mais que tous prennent aussi conscience que lorsqu'une société est déchirée, comme la notre, par le conflit sur le partage de l'argent et des fruits du travail, ni la morale, ni les valeurs ne doivent en être

Par rapport à tout cela, en effet, il y a assurément deux logiques. La première, c'est: « place aux forts ». Minimisons la contrainte économi-que qui pèse sur la production, sur les gagneurs, sur les exportateurs. Minimisons la contrainte à payer pour assurer la solidarité. Et quant à l'ordre social, priorité à la police, dont cela devient alors la fonction principale

Et puis il y a l'autre logique, l'autre politique, qui est d'abord une politique de solidarité, héritière de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et des valeurs profondes autour desquelles notre République s'est fondée, des valeurs républicaines que le président de la République a, avec insistance, rappelées, dans sa . Lettre à tous les Français - et sur lesquelles s'est construite sa réélection.

C'est dans cette politique que j'inscris la légitimité de mon action, de mon inspiration, de ma volonté, »

### La Suisse lève le secret bancaire sur les comptes suspectés par la SEC

La Suisse a accepté vendredi Edmond de Rothschild ; la Banca 27 janvier la demande d'entraide della Svizzera Italiane à Lugano ; judiclaire formulée le 24 janvier le Crédit suisse à Zurich ; la Banpar les autorités boursières américaines enquêtant sur les délits d'initiés lors du rachat par Pechiney du géant américain de auprès de l'Union de banques l'embaliage American National Can, détenu à 100 % par le été débloqué, la banque devant groupe Triangle. En annonçant cependant encore fournir des cette décision, le Département fédéral de justice et police a précisé que la SEC (Securities and Exchange Commission), la commission américaine des opérations de Bourse, avait « exigé la remise de documents bancaires et de valeurs patrimoniales ». Les personnes et les sociétés concernées pervent faire opposition à cette décision dans un délai de dix jours auprès de l'Office fédé-

Dès le 16 décembre demier, la SEC avait demandé à la Suisse des mesures provisionnelles. Des comptes avaient été bloqués dens cinq banques : la Banque privée à Genève, présidée par

aurait-il été tué au coin d'une rue de Paris? Un autre serait-il mort après avoir été mis en cause dans des opérations immobilières? D'autres encore avaient-ils reçu des diamants d'un ches d'Etat étranger, sait délivrer de « vrais-faux » passeports ?

Ah non, bien sûr, me rétorquera-t-on, ce ne sont pas des membres du gouvernement qui sont en cause, c'est leur «entourage». Moi, Mesdames, Messieurs, j'ai fait comme l'avait dit il y a quelques années M. Barre - n'y voyez pas malice, - j'ai feuilleté la Constitution, et je n'y ai pas vu le mot

S'il y a - affaire », c'est qu'il y a enquête. Et s'il y a enquête, c'est

18

Les quatre « rappels »

Au cours de son intervention, M. Rocard a évoqué sans en nommer les acteurs ou les victimes quatre affaires :

 Jean de Broglie, député de l'Eure, plusieurs fois secrétaire d'Etat dans les gouvernements Debré et Pompidou, fut tué le 24 décembre 1976 de trois balles de révolver à Paris, rue des Dardanelles, dans le dixseptième arrondissement. En dépit de la condamnation des hommes de main qui avaient commis ce crime, les motifs exacts et complets de son assas sinat ne furent jamais élucidés.

• Robert Boulin, ministre du travail, dont le nom avait été mis en cause dans un achat de terrains à Ramatuelle est retrouvé mort le 29 octobre 1979 dans un étang. La thèse du suicide,

lors, est combattue avec constance par sa famille.

● Le 10 octobre 1979, l'hebdomadaire le Canard enchaîné accusa le chef de l'Etat. M. Valéry Giscard d'Estaing, d'avoir reçu de l'empereur Bokassa, de Centrafrique, des début de l'affaire dite « des dismants ». ● En novembre 1986 éclata

l'affaire dite du « vrai-faux passeport > que M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, fut soupconné d'avoir fait remettre à M. Yves Chalier (ancien chef de cabinet de M. Nucci), alors recherché par la justice, dans l'affaire du Carrefour du développement, pour favoriser sa fuite à l'étranger.

### Avec un crédit de 1,7 milliard de dollars

### Succès de Pechiney auprès des banques internationales

Dans le cadre de son acquisition du géant américain de l'emballage, American National Can, le groupe Pechiney avait prévu de refinancer la dette reprise pour en diminuer le coût. En l'occurrence, il s'agissait de remplacer les obligations à haut risque (junk bonds) pour 1,5 milliard de dollars portant intérêt à 15 %, par une dette à un taux normal d'environ 10 %. Pour ce faire, Pechiney avait demandé à quatre « arrangeurs » — Chase Manhattan, Citicorp, BNP, Crédit lvonnais - de lui monter une MOF (Multi-Option-Facility), en français « ligne de crédit à options multiples », (le Monde Affaires du 5 mars 1988), une formule de crédit très en vogue actuellement en raison de sa souplesse d'utilisation et de son moindre coût pour l'entreprise

concernée. Pechiney peut se féliciter du résultat. Le groupe français obtient des conditions intéressantes (un taux de 9,75 %). mais surtout une « sursouscription > par rapport a sa demande.

responsabilités collectives ?

Oue dire à ces allocataires du revenu minimum d'insertion, trop nombreux pour que l'on puisse leur assurer plus de 2000 francs par mois et par personne?

Oh certes, il ne s'agit pas de verser dans la démagogie ou le popu-lisme et de laisser croire qu'en nivelant les fortunes, on rendrait riches les plus démunis. Chacun sait bien que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. (...) J'irais même plus loin : une Bourse active est néces-

Cinquante-guatre banques ont répondu à l'appel et ont offert un montant de 2,7 milliards de dollars au groupe nationalisé. Le plus gros montant jamais pro-pose sur les euromarchés par la communauté bancaire internationale à une société française. Du coup, Pechiney porte sa demande de crédit de 1.5 à 1.7 milliard de dollars se réservant ainsi une « poire pour la soif ≥.

Au moment où le nom de leur firme est mélé à une affaire de délit d'initiés, les dirigeants de Pechiney ne sont pas peu fiers d'enregistrer un tel succès internationaux. « Cela traduit l'intérêt de la communauté financière pour le groupe dans sa nouvelle configuration, après l'achat la mise en Bourse à venir de Pechinev International s. commentait le 27 janvier, M. Jean-Louis Vinciguerra, directeur financier de Pechiney.

### Rapport Le Portz (suite)

Le rapport que M. Yves Le Portz a préparé sur la réforme de la COB (Commission des opérations de Bourse) (voir le Monde du 28 janvier) comporte un certain nombre de recommandations destinées à - aménager l'indépendance de la COB vis-à-vis tant de l'administration que des professionnels de la Bourse ». Il est proposé à cet effet un allongement de la durée du mandat, actuellement de quatre ans, des membres de la commission; et une modification du mode de nomina-tion : les membres de la COB devraient être nommés par le conseil des ministres (d'où un décret de nomination portant la signature du président de la République), alors qu'actuellement un simple arrêté du ministre de l'économie et des finances suffit. Il est encore recommandé que les règlements de la COB soient réputés approuvés si le ministre ne s'y est pas oppose dans un delai de quinze iours.

Sur un autre point qui préoccupe M. Pierre Bérégovoy, à savoir le ren-forcement des moyens d'investigation, je rapport Le Portz suggère un certain nombre de changements. Il s'agirait en particulier de donner au président de la COB les moyens juridiques pour déclencher lui-même directement les enquêtes, alors qu'actuellement la décision doit être prise par le collère de la COB. prise par le collège de la COB. Celle-ci serait pourvue de certains droits de visite et de saisie sur le modèle de ceux qui ont été conférés à la commission de la concurrence.

Le rapport Le Portz prévoit la création d'une chambre nationale des activités financières, devant laquelle pourraient être portés le recours concernant les sanctions disrecours concernant les sanctions dis-ciplinaires. Mais il propose encore une autre solution : que ce soit la COB elle-même qui remplisse cet office, étant entendu par ailleurs que les sanctions disciplinaires pour-raient désormais être appliquées à l'ensemble des intermédiaires du marché

## La polémique s'amplifie

### Une mise au point d'Aérospatiale

Vibrachoc et Exocet

Directeur de l'information et de la communication d'Aérospa-tiale, M. Patrice Kries nous demande de publier la mise au point suivante après notre article sur « L'énigme Experta et M. Pelat » (le Monde du 27 janvier) où nous avions écrit que « du matériel vendu aux Argentins par Aérospatiele, notem-ment des Exocet, lors de la guerre des Malouines, a transité par une usine Vribachoc »:

« Cela est dénué de tout fondes Malouines, Aérospatiale n'a pas livré d'armement à l'Argen-tine. La marine argentine était déra en possession de cing Exocet AM 39 (sur Super Etendard) qui avaient été livrés antérieurament au début du conflit. Quant à la société Vibrachoc, elle n'a jamais été partie prenante, ni de près ni de loin, dans la livraison de quelque missile Exocet que ce soit (...). Les Britanniques savaient parfaitement que les Argentins n'avaient que cinq Exocet AM 39 et on poussé un grand soupir de soulagement lorsque le cinquième a été tiré. » (Suite de la première page.)

M. Rocard a donc fait bonne mesure. Il a opposé aux sarcasmes de la droite, et en particulier aux violentes attaques du secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, le rappel, péle-mêle, de l'assassinat, resté mystérieux, de Jean de Bro-glie, ancien ministre, en 1976, du suicide controversé de Robert Boulin, ministre du travail, en 1979, des diamants offerts la même année par l'empereur Bokassa à M. Valéry Giscard d'Estaing et du « vraifaux » passeport octroyé en 1986 par le ministère de M. Charles Pasqua à un chef de cabinet recherché par le ministère de la justice. Emporté par sa propre énumération, M. Rocard a d'ailleurs inutilement provoqué la colère de M. Giscard d'Estaing : « Bassesse et diffamation », a lancé l'ancien président.

An-delà de l'affirmation de sa solidarité avec le chef de l'Etat, le chef du gouvernement avait un double objectif politique. M. Rocard voulait d'abord « ramener les choses à leur juste place » en invitant cha-can à « balayer d'abord devant sa

Il a ainsi jugé disproportionnées les critiques portées contre le pou-voir exécutif à la suite des mises en cause de l'ancien directeur du cabinet de son ministre de l'économie et des finances, M. Alain Boublil, et de l'ami intime du président de la République, M. Roger-Patrice Pelat, soupçonnés de délits d'initiés. Il y a vu une tentative d'« amalgame . infamante, d'une nature analogue aux campagnes menées naguère par la droite la plus réac-tionnaire contre - Jaurès bon vivant -, - Léon Blum mangean dans de la vaisselle d'or », ou Roger Salengro, ministre socialiste de l'intérieur, « poussé au suicide » par l'extrême droite en 1936.

M. Rocard voulait ensuite et peut-être surtout, répondre au trou-ble des électeurs de gauche dont témoignent, depuis plusieurs jours, les élus socialistes. Se mettant à la place des jeunes, des chômeurs, des immigrés, des femmes - marginali-sées sur le marché du travail -. le premier ministre s'est demandé: Que peuvent penser tous ceux-là des milliards qui valsent d'une tran-saction boursière à l'autre comme si c'était la « Roue de la fortune » grandeur nature? - Bonne question. Mais à qui la faute si elle se pose?

S'il existe, en effet, un spectacu-laire décalage entre la réalité des faits déjà établis - qui n'a, c'est vrai, aucune commune mesure avec certains scandales antérieurs - et l'ampleur des réactions, n'est-ce pas parce que le pouvoir socialiste est aujourd'hui atteint là où il se prétendait le plus irréprochable? Sur le terrain de la morale politique! Les risques qui en résultent pour

les socialistes à la veille des élections municipales sont à la mesure du déchirement provoqué dans l'imaginaire collectif de leur électorat, extrêmement sensible aux relations des gouvernants avec l'argent.

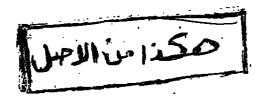
Leur salut électoral passe désormais par une transparence sans équivoque dans les prolongements judiciaires auxquels donnera lieu le rapport de la COB. Qui se risquerait contester, comme le dit M. Rocard, que la pratique démocratique peut survivre aux affaires . dès lors que la démocratie sait aller jusqu'au bout de ses principes, sans faiblesse, sans com-plaisance, mais aussi sans amalgame »? A condition, toutefois de

ne pas oublier que « la démocratie, c'est beaucoup plus que la pratique des élections et le gouvernement de la majorité : c'est un type de mœurs, de vertu, de scrupule, de sens civique, de respect de l'adversaire: c'est un code moral », comme le disait le maître à penser du premier ministre, Pierre Mendes

Ce qui exige, pour les praticiens du pouvoir exécutif, une vigilance particulière sur le choix des hommes qui le servent et incarnent automatiquement, que cela plaise ou non, la - culture de gouvernement » dont ils se réclament.

M. Rocard s'est référé, en conclusion, à cette « autre logique » qui constitue la référence permanente de la gauche française par opposition à la "loi de la jungle - dont parlait, vendredi à Beauvais, M. Mitterrand. Mais cet ancrage là, aussi, ne peut être crédible que si les hommes qui s'y accrochent servent eux-mêmes de façon irréprochable ce · code moral · qui le sous-tend. L'appel du premier ministre me donc, en premier lieu, le pouvoir lui-méme.

ALAIN ROLLAT.



28

tri

14

éc Uı

Mt

pa ne: de

St

ca n'e

M. Serge Franchis est d'une désarmante mauvaise foi. Dans son vaste bureau de l'Office public d'HLM de la ville d'Auxerre, il consacrarait volontiers des heures à parler du ravalement de telle ade, ou de la restauration des álèbres maisons à colombage. Intarissable quand il s'agit de décrire ce travail entrepris par la municipalité sortante d'Auxerre. dont il est l'adjoint au logement et toutes ces choses sérieuses, il devient extraordinairement moins disert dès lors que l'on aborde le seul sujet pour lequel on était venu le voir : les élections municipales des 12 et 19 mars prochains.

Alors là, curieusement, le regard vif et rieur de M. Franchis se fait un peu plus fuyant. Mais qu'a-t-elle donc de si extraordinaire cette ville tranquille de l'Yonne, feint-il de se mander; pourquoi diantre ne pourrait-on pas un peu oublier que son maire s'appelle Jean-Pierre Soisson, qu'il est un ministre bargauche et que cela pourrait avoir quelques incidences sur la campagne municipale qui s'ouvre ?

M. Franchis aurait pourtant de bonnes raisons de se sentir concerné : élu suppléant de Jeanlatives de juin 1988, il lui a succédé sur les bancs du Palais Bourbon quand, à la faveur du remaniement ministériel, son « patron » s'est vu confier le portefeuille du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Mais M. Franchis est en outre officiellement, depuis quelques jours, le second sur la liste que conduira -pour la quatrième fois consécutive

- M. Soisson aux élections municipales. C'est-à-dire, selon toute vraisemblance, le futur premier adjoint. De politique, M. Franchis continue à s'identifier à la société civile - tout en étant élu d'Auxerre depuis 1971, conseiller général et membre de l'UDF depuis 1981 : « J'ai touiours été un homme du centre ou plutôt du centre-droit » concède-t-il avec effort. A figure parmi les non-inscrits -

« Pour garder ma liberté de vote ». - ce qui lui permet effectivement de voter pour un amendement tendant à la suppression de l'ISF, mais de ressentir un urgent besoin de s'absenter au moment du vote giobal sur ce même impôt, de ne pas participer non plus au scrutin sur l'équilibre général du budget mais d'approuver solennellement celui du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Il y a une dizaine de jours, M. Franchis est tout de même sorti de sa réserve. Dans un communiqué publié par le quotidien l'Yonne républicaine, l'adjoint au maire conduira Jean-Pierre Soisson ne peut être une liste de majorité préntielle. Si elle devait l'être, nombreux sont ceux cui ne pourraient v participer parmi les hommes auxquels Jean-Pierre Soisson entend faire appel pour poursuivre la politique conduite depuis 1971. » Et le quotidien ajoutait : 🛮 Il est évident que Serge

Franchis fait partie des hommes en L'« homme de dossier » qu'il veut être, ouvrait pourtant la plaie

Fiche d'identité

Préfecture de l'Yonne. 39 000 habitants.

Chômage: 10,5 %. Trois lycées, un lycée profes Principaux employeurs : CHR,

mairie, Fruehauf, Fulmen, Larousse. de AJ Auxerre, première divi-

la plus vive de cette campagne électorale. Car à Auxerre, tout repose sur ce concept de majorité présidentielle. Pour Serge Franchis constat est mathématique : la liste conduite par Jean-Pierre Soisson sera beaucoup plus large que les contours de la seule majorité présidentielle. Elle ne peut donc se imiter à cette définition. « Et puis aioute-t-il, c'est cala l'ouverture. Si Jean-Pierre Soisson deveit devenir un maire de gauche, il n'y aurait olus d'ouverture. »

Pour les socialistes - et surtout pour M. Jean-Paul Rousse mier secrétaire de la fédération PS de l'Yonne - cette maiorité présidentielle est la référence obligasaire pour toute liste emmenée par Jean-Pierre Soisson avec la participation active des élus de gauche. lean-Paul Rousseau lui, ne parle que de politique. Cet ancien instituteur - il est auiourd'hui chargé de l'accueil et de la formation des jeunes normaliens - né en 1942, militant au PS depuis 1973, conseiller régional de Bourgogne, a découvert la politique comme toute sa génération au moment de la guerre d'Algérie, de la SFIO et de Guy Mollet. Il a ainsi profondément ancré dans un coin de sa mémoire des images « de ce qu'il ne faut

pas faire ». Pour cet ∢ empêcheur de cohabiter en rond » comme il se décrit lui-même « ces six demier. mois ont été une redoutable

Une liste à laquelle participe le PS ne peut pas se résumer pour lui à « une bande de chouettes copains unis par une seule préocconcitoyens loin des miesmes de la politique nationale ».

Chargé de discuter avec Jean-Pierre Soisson au côté de deux MM. Guy Ferez (proche de M. Che-vènement) et Michel Bonhenry (rocardien) - tous deux partisans de l'ouverture - il n'admet pas que l'on puisse à Paris appartenir à un gouvernement de gauche et à Auxerre mettre « son drapeau dans

ciations, les socialistes obtiendraient un tiers des postes éligibles au conseil municipal et trois délégations d'adjoint. « En fait, observe M. Rousseau, on nous propose un échange standard : on enlève le RPR [ils sont dix dans le conseil sortent], on met le PS à la place et on baptise le tout « Union pour *l'avenir d'Auxerre. »* Lors de la dernière rencontre avec M. Soisson, le dimanche 15 janvier, M. Jean-Paul Rousseau a, une fois de plus, demandé une *« référence nette » à* la majorité présidentielle. « Il nous a proposé une allusion à son ministère du travail et de l'emploi. »

Alors, Jean-Paul Rousseau attend. Dimanche 29 janvier, il devait participer à la convention nationale du PS, qui doit arrêter la liste des villes où les socialistes s'allieront aux communistes et celles où ils iront à la bataille sécarément. « Il faudra aussi que la direction du PS dise clairement comment elle veut voir les ministres d'ouverture s'instaurer dans le dispositif, observe-t-il. S'il n'y a pas de cadre politique on na pourra une attitude cohérente. »

Sémantique subtile...

L'éventualité de la création d'une liste socialiste contre celle de pas être totalement exclue. Elle pourrait même conduire à une division interne entre partisans et adversaires de l'ouverture.

Le parti communiste local le sait, qui souffle sur les braises. « Je me bats pour empêcher les socialistes de se noyer dans le vase de Soisson », lance dans un jeu de mots qu'il reconnaît douteux M. Jean-Marie Langoureau, responsable de la fédération communiste de l'Yonne. « A Auxerre, assure-t-il, les choses sont simples : quand on est de gauche on

juin dernier : à Auxerre, quand on était de droite, on était pro-Soisson. Le docteur Jean-Louis urgences de l'hôpital d'Auxerre, actuel adjoint RPR, chargé des sports, investi par le RPR et l'UDF pour mener une liste d'Union de l'opposition, se garde bien d'atta-quer ouvertement le premier magistrat sortant. Tout juste se contente-t-il de glisser, l'air de rien, que les Auxerrois ne voient

pas assez souvent leur maire, que la gestion quotidienne d'une ville doit se faire sur le terrain et pas seulement le week-end dans les inaugurations et qu'il n'est pas toujours facile pour les élus de préparer les dossiers quand le maire « arrive en voiture à 8 heures moins cinq pour un conseil munici-pal à 8 heures... ». La liste qu'il présentera n'est pas encore définitivement amêtée mais il a déià obtenu le ralliement de sept

> Il est « très fort »

Légaliste, l'UDF, dirigée par le sénateur et conseiller général Henri de Raincourt, a accepté « sans état *d'âme > —* mais sans enthoude cette liste contre € Jeanlement, jamais condamné publi-quement le choix de Jean-Pierre Soisson d'entrer dans un gouver nement de gauche. Dans sa petite mairie de Saint-

Florentin, à une soxantaine de kilo-

mètres au nord d'Auxerre. M. de Raincourt confie bien volontiers « qu'il sera difficile de faire cempa que contre un ami a. Oublieux de ce qu'imposerait une stricte conduite politique, il décrit avec une touchante sincérité et une tions municipales et régionales de indique-t-il avec fierté, s'il est devenu ministre de la formation hasard. Il est vraiment très, très fort. » Et M. de Raincourt de détaillycée dans une ancienne maison de retraite - « une réussite fantastique » - la création à Auxerre d'un techniques et même l'annonce, le samedi 21 janvier demier par le ministre de l'installation proba dans la région de La Puisaye, d'un Club Méditerranée doté d'un pompeux « Centre de formation »... « Il a des idées, il sent les choses, c'est tout Jean-Pierre ça », lance-til. enthousiaste. Finalement on se surprend à croire que le sénateur de Raincourt se passerait volon-tiers de ces élections qui l'obligent à prendre position. Et puis, les affiches électorales sont d'un si mauvais effet sur les maisons

PASCALE ROBERT-DIARD.

### PCF: la stratégie du bastion révolutionnaire

Pour la troisième fois cette semaine, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du vier à Paris, M. Paul Laurent bre du secrétariat du comiti central du PCF. A la veille de la convention nationale socialiste qui se tient dimanche, aucune information n'a filtré sur ces rencontres qui ont pour but d'aplanir les diffi-cultés sur la composition des listes de rassemblement à gauche pour les municipales.

Quatre ans après son officialisation an vingt-cinquième congrès en février 1985, la «nouvelle» stratégie politique du Parti communiste va trouver sa pleine mesure aux élections municipleine mesure aux élections munici-pales. De la signature du programme commun de la gauche en 1972 au retrait des ministres communistes du gouvernement Mauroy en 1984, en passant par toutes les péripéties et changements de cap intermédiaires, la précédente stratégie du PCF ne lui avair pas porté bonheur. Elle avair, grosso modo, réduit la représentation électorale du «parti révolutionnaire» de moitié.

Supérieure à 20 % au début des amées 70. Finfluence du PCF dans la société dépassait à peine 10 % au milieu des années 80. Lenteur et lour-deur aidant, le «déclin» s'est poussuivi jusqu'à atteindre les 6,76 % de M. André Lajoinie à l'élection prési-dentielle de 1988. Où cela allais-il se

Après avoir purgé le parti de tous ses éléments les plus attachés à l'union avec le PS, la direction communiste, sous l'influence de la frange la plus dure, se persuade que le PCF est sur la voie du redressement. Inévitablement, cette dernière passe, et passera de plus en plus, par un «antisocialisme» for-cené destiné à démoncer une «traf-trise» social-démocrate violant les valeurs de gauche. A cet égard, les «affaires» facilitent le travail de

Si la stratégie actuelle du PCF est parfois difficilement compréhensible, c'est qu'une fois de plus elle est double. Comme si des tenants de l'ancienne stratégie continuaient à cohabiter avec les partisans de la « nouvelle », sinon à s'opposer à eux, aux différents éche-lons de direction du PCF. D'où la nécessité pour le PCF, fort opportunéchais dans l'Humanité à la fin de l'an dernier, d'avoir - enfin - les cadres de sa « nouvelle » politique.

Les « durs » ne veulent pas entendre parler d'accord avec le PS. Pour preuve, l'attitude actuelle des fédéra-

de-Marne, symboles de la pureté retrouvée du parti. Non seulement dans ces deux départements, les diri-geants communistes s'appuient quasi exclusivement sur les accords municipenz de 1983, mais il n'est pas nare qu'en plus ils proposent une diminution de leur représentation à leur parte-naire. Un dirigeant socialiste évalue cette amputation « inexplicable et inacceptable » à 10 ou 15%. Cette opération a pour objectif soit de convrir une négociation plus large, soit de rendre impossible localement l'accord rendre impossible localement l'accord avec le PS... et de lui faire endosser la responsabilité d'une éventuelle « pri-

> La voie du redressement

Les deux approches ne sont per exclusives l'une de l'autre. La seconde, pourtant, représente un triple avantage dans les cinq départements de la couronne parisienne où le PCF détient quarante trois des quatre vingt-une villes de plus de vingt mille habitants qu'il dirige en France : elle désigne les ialistes comme fauteurs de désunion, elle permet de les réduire dans ces piaces fortes du commune peut confirmer la théorie du ressement - du PCF. Cette stratégie du bastion révolutionnaire conduite par ceux-là mêmes qu'à l'intérieur du parti on appelle « les gardes rouges » s'accompagne de la promotion municipale d'une nouvelle génération de cadres, dont la mission n'est pas précisément de faciliter le travail unitaire aux socialistes. En contrepartie, la purge frappe de « vieux » adjoints ou conseillers muni-cipaux communistes jugés dépassés par les événements ou peu silrs.

Le raffinement de cette stratégie est atteint an Mans (Sarthe) ou à Orly (Val-de-Marne), où ce sont les maires sortants — la référence an poids per-sonnel des élus à pourtant été retenue dans l'accord du 12 janvier entre les deux partis — qui sont au centre de l'offensive. Affirmant que « le secta-risme coûte cher » et qu'il est « attaché de toutes les fibres de [son] corps à ce parti - auquel il a « adhéré, clantinement, en 1942 », M. Gaston Viens, maire « reconstructeur » d'Orly, en appelle ainsi dans un tract munistes locaux afin de contrer l'offersive dont il est l'objet de la part de ses « cámarades ». A l'évidence, la stratégie d'union et celle de bastion ne sont pas les mêmes.

OLIVIER BIFFAUD.

State of the state

1 1-1

e, e, s**ilet**e

212121 21500

\*

### Le Mans: la fédération et le maire communiste au bord de la rupture

LE MANS

de notre correspondant.

La rupture entre la fédération saroise du Parti communiste et M. Robert Jarry, le maire commu-niste sortant du Mans, paraît

C'est clair : les communistes entendent bien « conduire une liste de rassemblement des forces de gauche - avec la même représenta-tion qu'en 1983, donc avec une nette majorité de conseillers communistes, et non pas cette quasi-parité acceptée par un Robert Jarry accusé de vouloir « affaiblir le Parti communiste ».

Qu'importe si le rapport de force entre socialistes et communistes a évolué en faveur des socialistes entre-temps, si l'accord national sti-pule qu'il faut en tenir compte : - On

ne peut pas oublier que c'est grâce au Parti communiste que cette ville est dirigée par la gauche » et qu'elle est ainsi protégée « des appétits de la droite ». Et la fédération de mettre les points sur les «i» des socia-listes : « Nous prenons nos responsa-bilités. Le Parti socialiste le sait. Et il sait qu'il y aura forcément un accord entre les deux fédérations.» Et d'en appeler au respect des accords passés... et des Manceaux.

· Qu'on ne vienne pas parler de respect des Manceaux chez les socia-listes : «Les Manceaux apprécieroni, eux qui ont renouvelé par deux fois leur confiance à Robert Jarry. Bref, ils sont plus que jamais déterminés à repartir derrière Robert Jarry, quel que soit le sort que son parti lui réserve : « Il détient sa légizimité du suffrage universel. Nous la respectons. »

Un communiqué de la « majorité du conseil municipal », signé des élus socialistes et «jarrystes», surgi fort à propos en pleine tempête, vient encore de rappeler leur détermination à suivre « le projet raison-nable » bâti autour de Robert Jarry. Avec un (ultime ?) appel du pied à leurs camarades de la fédération : Nous présenterons prochainement la liste complète... en souhaitant que s'y joignent les quelques collègues encore hésitants. »

M. Robert Jarry, lui, reste silencieux, serein dans la tempête. Les socialistes aussi. Reste à savoir jusqu'où le Parti socialiste accentuera ses pressions sur ses troupes sarthoises. Car il y a tout à parier que dans le marchandage entre M. Paul Laurent et M. Marcel Debarge, sur le plan mational, la loyauté des socialistes du Mans risque fort d'être mise en balance avec celle des communistes d'ailleurs. De Marseille par exemple.

ALAIN MACHEFER.

### Paris : M. Jean Colonna quitte l'Hôtel de ville

Depuis quelque temps, l'ambiance à la Mairie de Paris est précyclonique. Etrange calme apparent dans les couloirs, visages fermés et silencieux, rumeurs innombrables mais incontrôlables, échos répétés de coups de tonnerre verbaux entre le maire et certains de ses élus, tractations secrètes; bref, il y règne une atmosphère annouciatrice d'un

Un conseiller UDF, humoriste à ses heures, nous a d'ailleurs déclaré : « L'ambiance est détestable, c'est la faute aux « tout » qui forment l'entourage immédiat de Chirac. Il y a ceux qui savent tout sur tout, ceux qui savent tout sur rien, le dernier arrivé qui, lui, ne sait rien sur tout, les tout policiers dont les trois GARD : NIM 89. - A Nimes.

ancienne municipalité communiste prise en 1983 par M. Pierre Bousquet, où le PS et le PCF n'arrivent D8S à constituer une liste commune une troisième liste de gauche se lance dans la bataille. Intitulée NIM 89, pour Nouvelles initiatives s. son « premier de liste : sera M. Pierre Chaze, coordinateur du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) dans le Gard. Outre d'anciens membres du PCF, cette lista comprendra aussi des représen tants de la Nouvelle Gauche (NG) de M. Pierre Juquin, ainsi que des personnalités locales du milieu associapaires d'oreilles sont multidirec- auprès des « 160 millions d'Arabes, tionnelles, et enfin les « rien » qui veulent être et seront bientôt tout. Il n'y a plus de place pour les UDF et piétaille RPR qui se demandent s'ils ne sont pas en définitive des pas-grand-chose aux yeux des

C'est dans ce contexte que

M. Jean Colonna a pris la décision de partir. Préfet, ancien directeur général de la Ville de Paris, l'un des proches collaborateurs de M. Chirac depuis dix ans, il était son spécialiste des questions électorales, des collectivités locales, des rapatries et des Français musulmans. Il a été en constant et profond désaccord avec politique du gouvernement Chirac en Nouvelle-Calédonie. M. Colonna nie cependant qu'il y ait eu brouille avec le maire. M. Chirac est mon ami, nous a-t-il assirmé, il n'y a aucun problème politique entre nous, seulement quelques divergences de nature exclusivement sémantique.

En fait, la création récente par M. Colonna de l'Association pour le développement des relations arabofrançaises (ADRAF) pourrait être à l'origine de son départ. M. Colonna est convaincu qu'il faut snivre, dans le monde arabe, la politique du général de Gaulle, que la France jouit encore d'un - plus -

qui seront 200 millions en l'an 2000 », que son avenir dépend en partie de la manière dont elle saura ou non utiliser ce «plus» généré par plusieurs siècles d'his-toire et quelques hommes d'exception, dont Bonaparte et de Gaulle, les deux figures qu'il admire le plus. Diverses personnalités arabes ainsi que des parlementaires de droite et de gauche, et des décideurs économiques français ont adhéré à l'Association, dont le premier viceprésident est un prince d'Arabie saoudite, petit-fils du roi Fayçal. M. Chirac a-t-il été irrité par

cette initiative que M. Colonna est fermement décidé à préserver de toute influence partisane? En tout cas, le préfet est parti, emportant avec lui une part de la mémoire politique et électorale de la capitale.

### Rhône-Alpes: le budget voté grâce à l'abstention du PS

de notre bureau régional

Trois mois après l'accession à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes de M. Charles Millon, député UDF-PR de l'Ain, le projet de budget 1989 de la deuxième région française a été adopté ven-dredi 27 janvier, grâce à l'abstention du groupe socialiste.

Depuis l'entrée au gouvernement de M. Michel Durasour et la démission de celui-ci du groupe Union pour Rhône-Alpes (URA), version locales de l'UDF, l'exécutif ne disposait plus dans cette région que d'une majorité relative, composée de soixante-quinze membres (trentesept UDF et apparentés, trente et un RPR, sept divers droite), pour un total de cent-cinquante et un sièges.

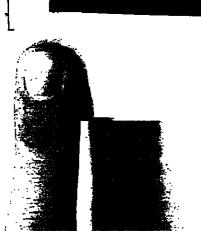
Successeur de Charles Béraudier, décédé le 16 octobre 1988, M. Charles Millon devait en outre assumer cette année une montée en charge importante du budget de la région : d'un montant de 2 milliards 800 millions de francs, celui-ci représente en effet une augmentation de 33 % par rapport à l'année précédente et entraîne une bausse de 50 % de la fiscalité régionale

En dépit de ce double handicap, le nouveau président de la région a pu obtenir, pour la première fois depuis l'élection, en 1986, des conseillers régionaux au suffrage universel, la neutralité bienveillante du principal groupe de l'opposition,

celui des socialistes. La majorité UDF-RPR a notamment accepté trois amendements à incidence financière, jugés essentiels par les élus du PS (modération de l'angmentation de la taxe d'habitation et aides nouvelles en faveur du développement social des quartiers et des actions de formations liées au revenu minimum d'insertion), de même que la création d'une nouvelle ligne budgétaire consacrée à l'enseignement supérieur.

. Ce budget reste le vôtre, mais il dénote un nouvel état d'esprit ; vous avez fléchi sous la force du raison nable », a constaté le socialiste André Vianès, en annonçant, à l'issue de la discussion, « l'abstention stimulante » de son groupe.

A l'Est, la pub gagne du terrain...



### Les grèves et les manifestations contre les projets de M. Jospin

### M. Rocard est chahuté par les enseignants en grève lors d'une visite dans les Deux-Sèvres et en Vendée

Pour son deuxième déplacement de la campagne des élec-tions municipales, M. Michel Rocard est allé soutenir, ven-dredi 27 janvier, le maire de Parthenay (Deux-Sèvres), M. Michel Hervé, ainsi que celui de La Roche-sur-You (Vendée), M. Jacques Auxiette. A La Roche-sur-Yon, le premier ministre s'est longuement exprimé sur les « affaires ». Accueilli dans les deux villes par des manifestations d'enseignants à l'occasion de la journée d'action de leurs syndicats, M. Rocard s'est également exprimé, ce qui n'était pas prévu, sur les problèmes de Penseignement,

: la stratégie

S. Market

LA ROCHE-SUR-YON de notre envoyé spécial

A Parthenay, le thème de la visite de M. Rocard était l'action en faveur des handicapés. A La Rochesur-Yon, le thème retenu était celui du logement social. Mais les enseignants mécontents sont venus met-tre leur grain de sel, conduisant M. Rocard à sortir du canevas prévu pour leur répondre et aussi les mettre en garde.

Dans les Deux-Sèvres, les enseignants avaient saisi l'occasion de la visite de M. Rocard pour manifester non à Poitiers, mais à Parthenay. Ils étaient quelques centaines à atten-dre M. Rocard sur la place de la Mairie, scandant des slogans hostiles, massés devant la porte percée

M. Rocard pour arriver à la mairie M. Rocard pour arriver à la mairie après une promenade dans les rues piétonnes toutes neuves de Parthenay. Il ne restait plus au cortège officiel que deux solutions : passer à pied à travers les rangs des manifestants ou bien emprunter, sous l'œil des photographes, une petite porte laticule moulée par les gendarmes latérale gardée par les gendarmes. C'est une troisième solution qui a été choisie : tant pis pour l'inauguration, tant pis pour l'attente des habitants regroupés sur le trajet. Tant pis aussi pour le bain de soule de M. Rocard. Le premier ministre est venu directement en voiture, contournant l'obstacle et arrivant à la mairie par un autre chemin.

En descendant de son véhicule, M. Rocard a fait un geste mi-désolé, mi-impuissant face aux manifestants qui sifflaient à pleins poumons. Un peu plus tard, lors de la visite d'une exposition, il a justifié son attitude en affirmant que « les décibels étalent considérables » et que cet - accuell un peu vociférant - ne permettait guère de s'expliquer sereine-

Rebelote à La Roche-sur-Yon quelques heures plus tard. Plusieurs centaines de manifestants - des enseignants mais aussi des membres de la CGT de la COGEMA - attendaient M. Rocard devant la salle des fêtes de Bourg-sous-la-Roche-sur-Yon où, dérogeant avec les premières règles établies pour ce début de campagne, l'Hôtel Matignon avait décidé, tardivement, que M. Rocard animerait une réu-nion publique. A l'arrivée du cor-tège, les manifestants, contenus par un cordon de police, sifflaient copiensement. A l'intérieur de la

salle, plusieurs dizaines d'enseignants avaient pris place parmi les milliers de personnes venues écouter M. Rocard. Dès que le premier ministre prononça le mot « éduca-tion », sifflets et cris se déchaînèrent iduisirent M. Rocard à rompre le fil de son discours pour s'expli-

Comme à Parthenay, le premier ministre a dit aux enseignants qu'il a besoin que leur « aide » pour que « le reste du pays accepte des sacri-fices budgétaires absolument consi-dérables ». M. Rocard a souligné dérables ». M. Kocaru a souigne que son gouvernement a engagé « un effort gigantesque sans précédent « depuis la guerre pour l'éducation. Il a rappelé que, tout comme son « ami » Lionel Jospin, il dialoguera avec les syndicats. Il a affirmé que, pour la répartition de l'effort financier consenti, « tout est à négocier ». Mais, face à ses contradicteurs qui l'interrompaient, il a lancé : - Faites attention au prix que vous paierez vos hurlements si vous vous rendez désagréables à la France entière. (...) Nous voulons tout négocier mais je suis prudent. Qu'on ne mette pas le reste de l'opi-nion française dans la situation de se demander vraiment pourquoi on en fait tant pour l'éducation puisque, de toute façon, ça donne l'impression d'aggraver le malaise. - Ce propos a entraîné des applaudissements nourris dans la

En dehors de ce dialogue impro-visé et quelque peu houleux, M. Rocard a passé un après-midi conforme à la campagne « locale » qu'il entend encore mener pendant

JEAN-LOUIS ANDRÉANS.

### Les syndicats accentuent leur pression sur le gouvernement

Les syndicats d'enseignants intensifient leur pression sur le gouvernement, après la journée de grève et de manifestation du vendredi 27 janvier, qui a rencontré un assez large écho dans la région parisienne. Tandis que le SNES prévoit de nouvelles grèves les 6 et 17 février, la FEN a annoncé « une manifestation nationale de masse», si elle n'obtient pas « de réponse gou-Vernementale satisfaisante ».

Venus des lycées et des collèges parisiens à l'appet du SNES, du SNEP (éducation physique) et du SNALC, plus de dix mille enseignants ont manifesté, vendredi 27 janvier, à Paris, entre la place du Châtelet et le ministère de l'éducation nationale, pour protester contre le projet de loi d'orientation et les mesures de revalorisation de la profession d'enseignant actuellement en cours de négociations. Une manifestation tranquille, presque silencieuse et débonnaire. - Elève Jospin, votre copie est nulle, à refaire entièrecelle-ci semblaient suffisamment parlantes aux manifestants. Les slogans égrénés par la voiture sono étaient sans équivoque : « Pas de salaire au mérite, 2 000 francs tout de suite. - Ils rencontraient une approbation unanime, mais feutrée.

Seuls les lycéens de la FIDL, au nombre de quelques centaines, ani-maient la queue du corrège avec des rimes riches : « Lycéens en colère, à l'assaut du ministère». En guise d'assaut, cette première manifesta-tion s'est résumée à une slanerie

leillés de la Seine. Tontefois, pour le SNES, l'objectif était atteint. La participation relativement impor-partie de bras de fer entre les enseiparticipation relativement impor-tante des professeurs parisiens était un sujet de satisfaction pour sa secrétaire générale, Mª Monique Vueillat, qui a exhorté ses collèges à renforcer l'action dans les établissements et à informer les parents d'élèves ».

L'ampleur du défilé témoigne du degré de mobilisation de la profes-sion dans la région parisienne. Selon les chiffres communiqués par le rectorat de Paris, la journée de grève a été suivie à 74,3 % par les professeurs de lycée de la capitale et à 37,4 % dans les collèges. Dans les lycées professionnels, 13,4 % des enseignants ont fait grève, et dans les écoles primaires - où seule la section parisienne du SGEN avait appelé à cesser le travail - 4.7 % des maîtres n'ont pas assuré la

### « Significatif » mais pas < massif >

En province, la participation a été moins importante, mais très variable selon les régions et les catégories d'établissements. Dans les collèges, le nombre des grévistes dépendait de la participation ou non des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC), majoritairement syndiqués au SNI-PEGC, qui n'avait pas appelé à la grève. Le ministère de l'éducation nationale a estimé la movenne nationale des grévistes, tous établissements confondus, à 29 %.

Pour M. Lionel Jospin, ce chiffre montre que la grève nationale a été

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

gnants et le gouvernement, les ponts ne sont pas coupés. Des négociations bilatérales continuent entre le ministère et les organisations syndicales. Cependant, les positions sont très éloignées. • Nous poursuivrons les eloignees. • Nous poursuivrons les négociations pour expliquer à nos interlocuteurs pourquoi leur projet est néfaste pour les personnels et les élèves •, expliquait Mª Monique Vueillat à ses troupes dans les rues de Paris. Le SGEN-CFDT qui n'avait pas appelé à la grève le 27 janvier, envisage une greve nationale durant la première quinzaine de mars - si rien n'est changé en profondeur - dans les propositions du ministre de l'éducation nationale. Plutôt favorable aux grands objectifs de la loi d'orientation, le syndi-cat critique vivement les mesures de revalorisation. Selon son secrétaire général, M. Jean-Michel Boullier, il y a, de manière évidente, une inquiétude, voire un écœurement chez les enseignants ».

De son côté, la Fédération de l'éducation nationale a annoncé, vendredi soir, à l'issue de son conseil sederal national qu'elle aura - recours à tous les movens de l'action syndicale, y compris une manifestation nationale de masse si elle n'obtient pas de réponse gouvernementale satisfaisante ». Elle demande notamment qu'une - enve-loppe particulière - soit dégagée pour - régler le problème spécifique des lycées » et que le niveau de recrutement des instituteurs soit aligné sur celui des enseignants du

JEAN-JACQUES BOZONNET.

### Une « grève contre les milliards »

(Suite de la première page.)

M. Jospin penchait pour une formule de ce type qui lui auraît évité bien des ennuis. D'où les regrets dont il accompagne ses proposi-tions: « Je sals qu'elles vous parai-tront limitées, qu'elles ne correspondent pas à vos espoirs... Mais il faut être réaliste. L'effort consenti est déjà considérable. Sans précédent. » Curieuse facon de présenter. comme en s'excusant, des mesures qu'on assure considérables...

Faute de pouvoir annoncer une revalorisation générale, le gouvernement avance une théorie apparemment séduisante, mais difficile à faire passer. La revalorisation, explique-t-il, doit être liée à la modernisation et à l'amélioration de l'enseignement. Elle n'aura pas un caractère automatique, mais sera une incitation à l'innovation, à la formation personnelle, à l'investissement dans son métier. La contrainte budgétaire est transformée en stra-

Cette argumentation chère à M. Rocard et qui cherche à prendre appui sur une opinion publique senlaire a un inconvénient : elle est totalement à contre-courant de la culture et de la mentalité de la population à laquelle elle s'adresse. Pour une profession largement féminisée, pour laquelle l'autonomie et le temps libre sont les seuls avantages matériels tangibles, le langage productiviste pour « cadre dynami suscite une profonde allergie. D'où l'immédiate réaction de rejet qui a accueilli ce terme de « mérite » qui fleure la gestion des « ressources humaines », en vogue dans le privé « performant ». Les enseignants ont an s'être réconciliés avec l'entreprise, ils ne révent pas encore de s'assimiler à des cadres « à fort potentiel », jugés sur les résultats.

### « En fonction des qualités de chacun »

Conscient de cette difficulté, le gouvernement a distingué deux démarches : l'une pour les futurs enseignants; l'autre pour ceux qui sont en activité. Pour les nouveaux, on met en place un système résolument pyramidal, avec des corps divisés chacun en trois grades. Les

ment réévalués pour mieux attirer les jeunes. Mais surtout, on crée un grade d'avancement, bénésiciant d'indices nettement plus avantageux et « tirant vers le haut » la fraction la plus méritante de la catégorie. Ce premier grade, a précisé M. Jospin, consacre une promotion qui s'effectuera en fonction de la formation acquise, de l'évaluation des tâches exercées et des qualités manifestées par chacun ».

Cette organisation, estime le gouvernement, doit permettre de répondre an principal grief contre le système actuel : l'absence de perspectives de carrière. Désormais, la peine, atteindre le niveau de rémunération d'un certifié. Et un certifié, celui d'un agrégé. Mais cette formule pose le redoutable problème des critères d'évaluation et de l'instance de contrôle.

Ces promotions dépendront-elles de l'inspection générale? Des chefs d'établissement? Relativement tolérées, lorsqu'il s'agit comme maintenant de déterminer l'a avancement au choix » qui a peu de portée, ces autorités risquent de l'être beaucoup moins si l'enjeu est plus important.

Ce système plus hiérarchisé pent ne pas choquer les générations futures. Mais il n'en est pas de même pour les enseignants en activité. Ceux-ci auront la possibilité d'intégrer les nouveaux corps, s'ils en acceptent les règles. Ils pourront aussi, dans l'immédiat, bénésicier d'une série d'indemnités, rémunérant des activités particulières ou des - sujétions spéciales » (notamment l'affectation dans des zones défavorisées). Là encore, la revalorisation sera sélective et soumise, sinon au « mérite », du moins à l'accomplissement de tâches supplémentaires. Toutefois - seule concession aux aspirations égalitaires tous les professeurs de lycée bénéficicront d'une - indemnité d'orientation et de suivi des élèves » d'environ 6 000 Fannuels.

Cette formule d'indemnités peut être présentée - ainsi que le fait le ministre - comme une juste rému-nération de tâches ou de difficultés actuellement assurées à titre bénévole. Mais cette argumentation ne parvient pas à convaincre une population qui ne voit pas pourquoi il faudrait montrer ses états de service pour «mériter» une gratification à

laquelle elle estime avoir droit. Cette approche «modulée» de la revalorisation — déjà difficile à accepter quels que soient la profession et le niveau de rémunération apparaît franchement scandaleuse à des gens qui se considèrent comme injustement sous-payés. Elle ne tient pas compte, estiment-ils, de la réelle dégradation des conditions de travail qu'ont connues les professeurs de lycée, du fait de l'accroissement considérable des effectifs, mais aussi de la transformation du public

### La fragilisation des jeunes

La démocratisation de l'enseignement secondaire et l'évolution des modes de vie entraînent une diversification et une fragilisation de la population lycécane, qui out des répercussions directes sur le travail et la psychologie des professeurs. Si les lycées ne sont plus des lieux d'agitation ou de contestation, ils sont des lieux de tension pédagogique et affective. L'accès aux études secondaires longues d'enfants de milieux sociaux très modestes, le nombre important de familles désunies, la généralisation du travail féminin... ces nouvelles données sociales et culturelles contribuent à rendre les ieunes plus insécurisés et donc la tâche des enseignants plus astreignante. A quoi s'ajoutent un surpeuplement qui touche mainte-nant les deux tiers des établisse-

Ces difficultés expliquent l'apparente surdité des enseignants aux propos bien intentionnés du gouvernement. Et aussi qu'une corporation massivement à gauche descende dans la rue pour combattre un gou-vernement de gauche... Les campagnes d'explication du ministère contribueront peut-être à mieux faire comprendre sa démarche. I) serait surprenant qu'elles viennent rapidement à bout du sentiment de découragement et d'incomprében-

ments et un inconfort matériel quasi

sion qui domine dans le milieu. Peut-être commence-t-on seulement à comprendre à quel point le généreux mot d'ordre - 80 % de jeunes au niveau du bac - est lourd quel prix il devra être payé...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

EUX visites de galeries de portraits sont inscrites au programme. Chacun fait une bonne place à des personnages célèbres de la scène politique mais ce n'est pas pour cette seule raison-là que l'une et l'autre secont évoquées dans cette cirronique réservée aux livres politiques. Demain il sera trop star de Jacques Séguéla, et Ainsi sont-ils de Michel Schifres, Jean-Marc

Lech et, pour la plupart des photos, Frédéric Huijbregts, traisuprême de son pays. » tent, à travers les modèles proposés, d'une même question, éminemment politique : comment un destin individuel prend-il, par la grâce de l'opinion, une dimen-

Il est significatif que Michel Schifres et Jean-Marc Lech esquissent « les traits et portraits de quatre-vingt-neuf élus aux états généraux de la notoriété française et on ne s'étonnera pas de constater que ces auteurs, le premier comme journaliste, le deuxième comme spécialiste des sondages, le troisième, Jacques éguéla, comme publicitaire, ont tous un intérêt marqué pour les acteurs et les comportements

politíques. Le discours - c'est bien le terme qui convient - de Jacques Séquéla est d'abord un discours sur lui-même. On retrouve l'auteur de formules et d'images qui s'accumulent à profusion, chacune paraissant définitive et aussitöt chassee par une nouvelle. Chaque fois, ce père enfant de la pub semble s'engager tota-lement sans être totalement dupe de sa manière de s'exprimer. Son envehissant ego n'est tempéré que par son credo professionnel de la création collective. « Dans mes funambulismes et mes aphorismes de bazar, écrit-il, je ne crois qu'à cette évidence : on n'est créatif qu'à plusieurs. »

Parmi les stars retenues dans le « découpage » qu'il nous propose, sous forme de séguences et de couples, on s'intéressera, polítique oblige, à François Mitter-rand et Mikhail Gorbatchev qui, vite *« Gorby »*. D'entrée de jeu, Jacques Séguéta nous a avertis : il est bon public. En outre, il est dans la publicité et, précise-t-il, « séduire les autres impose d'être soi-même séduit ».

Il est donc séduit per Gorby ; « Comment cacher, avoue-t-il. Is fascination que j'éprouve pour ce surdoué du star système politique, franchissant du même pas les obstacles du soviétisme et de la starisation ? Un génie médiatique de l'Histoire est en train de naître. » Jacques Séguéla avait été auparavant séduit par le président de la République : « Gorbatchev invente, comme Mitterrand, une nouvelle race de chef d'Etat. Checun à sa manière, dans des circonstances pourtant différentes, fait évoluer la fonction

L'auteur aligne affirmations et préceptes mais, au-delà de l'essoufflement que procure ce déroulement de slogans, de

### Statuts de stars

conseils et d'avis aussi péremptoires que provisoires, perce une analyse professionnelle des conditions de la réussite médiatique. Jacques Séguéla discerne chez ses modèles une parenté de méthodes. « Comme ce demier [Mitterrand], Gorbatchev connaît le poids des relais d'opinion, cette sono indispensable aux stars. Dans les premiers jours de son règne, il s'est attaché à séduire l'élite. En France, Giscard d'Estaing a péri de vouloir se faire aimer du peuple avant d'avoir artistes, écrivains, savants, journalistes, ont décide son renversement, le public a suivi. Le nouveau président a retenu la leçon. (...) Règle paradoxale de la communication : on touche le grand

Jacques Séguéla raconte sa dernière campagne présidentielle, qui ne fut pas la plus facile car. dans l'attente de l'engagement effectif de François Mitterrand, elle était « sans produit ». Ce sera, affirme-t-il, la dernière ; il ne fera plus dans la publicité politique. Cuneuse campagne et étrange récit : le rôle de la publicité est présenté comme essentiel et, finalement, jugé plutôt dérisoire. « Je reste convaincu, écrit l'auteur, du peu d'utilité à court terme des campagnes publici-taires présidentielles. » Et encore : « Je persiste à douter de l'effet positif d'une bonne campagne mais je suis persuadé qu'une mauvaise campagne vous assassine. > C'est, à son avis, ce qui est arrivé à Raymond Barre.

Une bonne campagne, qu'est-ce que c'est ? « Est élu, affirme le spécialiste, celui qui raconte aux Français l'histoire la plus cohérente et la moins ennuyeuse à la télé. Il faut laisser au public sa part d'imaginaire. (...) L'électeur veut décoder lui-même le message qu'il reçoit. Trop de pub tue la pub. . Aussi Jacques Séguéla propose-t-il de limiter le temps - et donc les sommes qui lui sont consacrées - de la publi-

Du regard professionnel porté sur « Tonton », « Gorby », et les autres, il ressort que, pour devenir et rester star, il n'y a pas de mystère : il faut l'être. C'est tout simple, mais c'est là que réside le mystère.

Les auteurs d'Ainsi sont-ils en conviendront, mais eux, dans leur album qui est, disent-ils *e le* musée de nos émerveillements et de nos engouements», se bornent à un constat de célébrité. Suivant ce critère, ils ont choisi de présenter quatre-vinot-neuf têtes couronnées venant de tous les horizons de la renommée, et ils l'ont fait avec toute l'objectivité du plaisir qu'ils ont pris dans cette

il en ressort une superbe galerie de photographies, accompagnées de quelques indications sur les goûts et les caractéristiques des modèles et de courts textes qui complètent en finesse ces portraits « autant réels que rêvés ».

Les élus de la notoriété ont en commun d'avoir le sens du travail et celui de la durée et ils sont, dans l'ensemble, très classiques dans leurs goûts. Sur les quatrevingt-neuf présentes, vingt-deux appartiennent au monde de la communication et quatorze à celui de la politique, ce qui laisse penser que le succès médiatique passe d'abord par la conquête des médias. Pour en savoir plus, il faudra entrer dans ce musée où le rêve emprunte à la réalité, à moins que ce ne soit l'inverse.

\* Demain il sera trop star, de Jacques Séguéla, Flammarion, 349 p., 89 F.

\*\*Ainsi som-ils, de Michel Schifres, Jean-Marc Lech et Frédéric Huijbregns, Du May, 187 p., 240 F.

Le lundi 30 janvier 1989, ALTER EGO s'agrandit

ALTER EGO

Agence Conseil en Communication 18, rue du Général-Faidherbe 94736 Nogent's Marne Cedex Tél.: (1) 48.75.45.00



de

Au bilan technique négatif se sont ajouté, quelques « blancs » dans sa "concentration, d'habitude sans faille. Elle s'est aussi permis, faute

## « Un climat de trouble et d'insécurité »

## Enquête judiciaire sur un centre éducatif du Jura

M<sup>ss</sup> Catherine Desrousseaux, juge d'instruction au tribunal de Dole (Jura), procède à de nouvelles auditions, dans une affaire en sommeil depuis plus d'un an et dans laquelle se trouverait impliqué le centre éducatif et professionnel (CEP) de Vers-en-Montagne, ainsi que des personnes extérieures à l'établissements. Trois d'entre elles out été inculpées de détournement de

**JUSTICE** 

Ce CEP, financé par la direction des services sociaux du département (DSSD) du Jura, accueillait des adolescentes en grande difficulté : il a été fermé en juillet 1987 par La Vie au grand air pour l'enfance, fondation qui en était propriétaire, après qu'eut été constaté « un climat de trouble et d'insécu-

Dans cette affaire, l'association Enfance et Partage (1) vient de se constituer partie

DOLE de notre envoyé spécial

En juillet 1986, deux éducateurs du CEP de Vers-en-Montagne, Bruno et André décident d'organiser un « camp thérapeutique », avec l'accord de la directrice de l'établissement, Mm Claude Guillaud : ils nt sept adolescentes en camping au lieudit Bellecin, près du barrage de Vouglans (Ain). « Déjà, il y a là une anomalie, dit-on à Enfance et Partage, une éducatrice, au moins, aurait du faire partie du groupe, comme c'est la règle dans les associations sérieuses. Il s'agissait de jeunes filles psychologiquement et sexuellement très pertur-

Que s'est-il passé à Bellecin? Des muits tournantes - sous les retour des vacances, André (qui se rétractera par la suite) à un collègue du CEP. Celui-ci, choqué, ébruite ces - confidences >.

Dans le même temps, le témoignage d'une des adolescentes auprès d'une famille d'accueil, correspondante pour le Jura de l'association Enfance et Familles d'adoption (2), paraît suffisamment grave à M™ Anne-Marie Boulet pour qu'elle alerte diverses autorités, dont le procureur de la République de Dole à l'époque, M. Bruno Gestermann, qui demande une enquête à la gen-

Parallèlement, la DSSD de Lons-le-Saunier – qui finançait le CEP à raison de 522 francs le prix de la journée – dépêche à Vers-en-Montagne une inspectrice,

interrogatoires et dans ses conclusions, plus rapide, plus hâtive aussi, que les gendarmes. Sur la foi de son rapport, M. Pierre Brantus, président (UDF-CDS) du conseil géné-ral du Jura et, à ce titre, autorité de tutelle de la DSSD, écrit, le 27 février 1987, à M. René Bondon. président du conseil d'administration de La Vie au grand air pour l'enfance (VAGA) – la fondation qui possède et gère l'établissement jurassien (3): « J'ai le plaisir de vous préciser que, sans toutefois. avoir eu des preuves formelles, il n'apparait pas que les dysfonctionnements graves reprochés à la structure, à savoir des relations anormales instaurées entre des jeunes et des adultes extérieurs, voire des educateurs, sont fondés. »

Aujourd'hui encore, la DSSD s'en tient à ce rapport et son directeur, M. André Thiellet, nous affirme: «L'administration a fait son travail. Je ne peux rien vous dire de plus. » Dans le courant de l'année 1987, trois personnes extérieures au CEP sont inculpées de détourne-

### Fermeture définitive

L'arrivée à Dole le 10 avril d'un nouveau procureur de la République, M. Thierry Cretin, trente-six ans qui fut juge d'instruction à Lyon pendant quatre ans, va précipiter les choses durant le premier semestre 1987. Le magistrat engage une nouvelle procédure. Le 14 mai. M™ Catherine Desrousseaux, juge d'instruction, ouvre une information pour détournement de mineures. proxénétisme aggravé et infraction à la législation sur les stupéfiants. Une commission rogatoire est délivrée au SRPJ de Dijon.

Le 15 juin, le président de la VAGA, M. Bondon, septuagénaire, officier supérieur de l'armée de l'air en retraite, vient annoncer brutalement an personnel de Vers-en-Montagne la fermeture « provi-soire » du CEP, « en raison du climat de trouble et d'insécurité dans lequel vivent actuellement les adolescentes =. Le 14 juillet, cette fermeture est effective et définitive (entraînant sept licenciements éco-

Trouble et insécurité : on est loin alors, des conclusions de la DSSD. loin des deux journées « portes ouvertes » organisées en juin 1986 — un mois avant les « événements » de Bellecin - et destinées à illustrer, selon les notabilités et la presse locale l'« élan nouveau » du CEP.

En fait, l'établissement jurassien. mal encadré, mal dirigé, mal contrôlé - M. Thiellet refuse de dire à quand remontait, avant la venue de M. Lucius, la dernière inspection de la DSSD, - était sur la sellette depuis longtemps.

Ouvert en 1971, il se révèle inapte recevoir - dans la limite de ses vingt-cinq places d'internat – des adolescentes format entes âgées de quatorze à dix-huit ans, caractérielles pro-fondes, retirées la plupart du temps à leurs familles pour cause d'inceste, à la lisière de la délinquance, de la drogue et de la prostitution, souvent fugueuses, parfois violentes et suicidaires. La plupart viennent des HLM de la banlieue parisienne et se trouvent brusquement placées dans cette ancienne institution religieuse, entourée de hauts murs, implantée, à deux pas de l'église, au cœur d'une bourgade de deux cent vingt habitants... « Le CEP était mal accepté, pas intégré », dit aujourd'hui le maire de Vers-eu-Montagne, M. Jean Buzzoni. «Un mauvais choix », reconnaît bien tard M. Bou-

Le centre a été de plus secoué, en 1984-1985, par une crise interne: une sombre lutte d'influence entre éducateurs d'internat et éducateurs techniques spécialisés. La crise qui provoqua même la démission du directeur de l'époque, M. Noury — remplacé par Mme Guilland — service aux presentes de préferte aux presentes de préferte aux presentes de préferte aux presentes de préferte de pr commodément de prétexte aux res-ponsables de la VAGA pour expli-quer aujourd'hui tous les malheurs du CEP.

Enfin et surtout, l'équipe éduca-trice n'était pas de tout premier ordre. Selon M= Charlotte Rossignol, éducatrice en chef, la moitié de l'encadrement ne possédait pas les diplômes requis. On avait même embauché des... animateurs de loisirs pour « réinsérer » des cas sociaux aussi difficiles.

### « Des interdits majeurs »

Dans ces conditions, les adolescentes fréquentaient davantage les rues et les cafés de Champagnole, proche cité de douze mille habi-tants, située à 9 kilomètres, que les cours de cuisine et de couture du CEP, censés les préparer à des métiers de l'hôtellerie et de la restauration. Elles y faisaient évidem ment des rencontres hasardeuses. Certaines démunies d'argent, se rendaient régulièrement dans un appartement de la rue Pont-de-l'Ep se réunissaient des travailleurs immigrés, d'où des inculpations pour détournement de mineures. La surveillance n'était pas mieux assurée au sein de l'établissement. Le portail n'était jamais fermé à clé - ce que confirme M= Guillaud, qui, pour le reste, invoque « le secret professionnel . L'un des deux bâtiments n'était pas gardé la nuit. . Il m'est arrivé, nous affirme M= Rossignol, alors que j'étais de permanence pour l'ensemble du CEP, de surprendre, au cours de rondes, des hommes dans les chambres des jeunes filles. Je l'ai signalé à qui de

droit. . Quant aux relations

centes, Ma M.-F. Chabert, directrice générale de la VAGA, consent à dire : « Un seul cas a été porté à notre connaissance », c'est celui d'André, amant d'une pensionnaire de quinze ans à l'époque du camp de Bellecin. Avec un geste évasif, M= Chabert ajoute : « Il disait qu'il l'aimait. » « En fait de réinsertion sociale, constate une villageoise, ce qui se passait contribuait à marginaliser, à dérégler encore un peu plus ces adolescentes, qui étaient des proles faciles. Le conseil général du Jura, comme la DSSD de Lons-le-Saumer, disent ne pas être au courant : - J'attends les résultats de l'enquête des gendarmes », se con tente de reprendre M. André Jourdain, premier vice-président (RPR) du conseil général. Or, M. Jourdain a été, de 1985 à 1988, président de la commission des affaires sociales du conseil général et, à ce titre, « patron » de M. Thiellet, Il est aussi... membre du conseil d'administration de la

Aujourd'hui, le silence enveloppe cette affaire. Mais, M. Thierry Cretin est décidé à mettre en pratique la politique qu'il a exposée, le 12 janvier dernier, lors de l'audience solennelle de la rentrée du tribunal de Dole : « Ma volonté, nous a dit le procureur de la République, est 'intervenir pénalement en matière de mauvais traitements à enfants et d'agressions sexuelles sur les enfants. Une action pénale sans haine, mais qui affirme qu'il y a, dans ce domaine, des interdits majeurs. Mon premier souci, est la manifestation de la vérité. Mon deuxième est de faire cesser des situations. Il ne faut pas opposer là le • répressif » et l' « éducatif ». Il faut d'abord que des situations intolérables cessent, et je compterai toujours plus sur la collaboration des gendarmes, des policiers, des médecins, des travailleurs sociaux. Et que l'on ne m'oppose pas le secret professionnel : il tombe, quand il y a mauvais traitements à

### MICHEL CASTAING.

(1) L'association Enfance et Partage (1) L'asseration Enfance et Partage (38 bis, rue Henri-Barbusae, 75005 Paris, tél.: 43-29-70-53), prési-dée par M= France Gublin, a décidé, depuis 1983, de se porter partie civile dans toutes les affaires où « l'enfant est en danger) ».

(2) Enfance et Familles d'adoption (EFA), 28 place Saint-Georges (correspondance: 35, rue Saint-Georges, 75009 Paris, tel.: 45-26-90-73.

(3) Association créée en 1927, devefondation en 1982, reconnue d'utilité publique, La Vie au grand air pour l'enfance (VAGA) gère actuellement neuf établissements en France, accueil-lant environ six cents enfants. Siège social: 40, rue Liancourt, 75014 Paris, tél. 43-22-74-73.

### L'affaire du Carrefour du développement

### La commission d'instruction de la Haute Cour a clos le dossier Nucci

La commission d'instruction de la Haute Cour de justice, saisie après la mise en accusation par le Parlement de M. Christian Nucci. ancien ministre socialiste de la coopération, en raison de faits qui auraient été accomplis dans l'exercice de ses fonctions dans l'affaire dite du Carrefour du développement, a clôturé son dossier et, comme le veut la procédure, l'a transmis le 20 janvier au procureur général près la Cour de cassation, M. Pierre Bezio. Ce dernier dispose maintenant de trois mois pour transmettre au président de la commission d'instruction ses réquisitions.

Celles-ci penvent tendre à une décision de non-lieu, ou au contraire, à un renvoi de l'ancien ministre devant la Haute Cour. Elles peuvent encore se limiter à la formulation de simples observations. En tout état de cause, ce sera à la commission, après audition du procurent général, à décider s'il y a ou non lieu à renvoi de M. Nucci en vue d'un jugement.

La mise en accusation de l'ancien ministre avait été voté, le 8 octobre 1987 par l'Assemblée nationale, et le Sénat avait, de son côté, voté une résolution dans le

même sens le 10 décembre suivant. Le 19 février 1988, la commission d'instruction de la Haute Cour, présidée par M. Paul Berthiau et composée de quatre autres membres titulaires et de deux membres suppiéants, tous magistrats en fonctions à la Cour de cassation, avait notifié à l'ancien ministre socialiste les inculpations de - faux en écritures publiques et usage, faux en écritures privées et usage, sous-traction de fonds par dépositaire public, recel, et ce en qualité d'auteur ou de complice ».

C'est le 6 mai 1987 que M. Jean-Pierre Michau, alors premier juge d'instruction à Paris, qui avait en charge le dossier dit du Carrefour du développement depuis le 29 avril 1986, avait rendu une ordonnance par laquelle il déclarait que les faits imputés dans cette affaire à M. Nucci étaient « de la seule compétence de la Haute Cour de justice ». M. Michau se sondait sur l'article 68 de la Constitution, qui prescrit que « les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions » par des ministres doivent être soumis à cette juridiction particulière.

### Aux assises des Yvelines

### Peines de réclusion pour les meurtriers d'un ancien prêtre

a condamné, vendredi 27 janvier, à sept ans de réclusion Marc Cifelli, qui était accusé du meurtre d'un ancien prêtre ( le Monde du 28 janvier). Poursuivis pour complicité, Daniel Nicodème et Philippe N'Guyen Van sont ans de la même peine.

Dans son réquisitoire, l'avocat général, M. Henri Blondet, n'avait pas éludé ce qu'il a nommé « la dimension victimologique du crime », en rappelant que la victime, Philippe Rohaut, ancien vicaire au Vésinet, marié à une infirmière, fréquentait les quartiers chauds » de la capitale et, particulièrement, le milieu homosexuel. Soucieux d'aider les marginaux. l'ancien ecclésiastique, dépressif depuis quelques années, ne possédait plus la force de caractère nécessaire pour résister aux tentations. « Il a eu un rôle ambigu », a constaté l'avocat général, en reconnaissant que le

La cour d'assises des Yvelines comportement de Rohant « était de nature à le placer dans des situations dangereuses ».

> Marc Cifelli, trente-huit ans, un toxicomane prostitué qui avait notamment l'ancien vicaire comme client, reconnaissait lui avoir donné un seul coup de bouteille en venant le cambrioler mais nigit formellement erre l'auteur du crime. Pen convaincu, l'avocat général avait requis contre hii dix ans de réclusion criminelle, tout en demandant cinq à sept ans de la même peine contre son complice, Daniel Nicodeme, quarante et un ans, « qui a très vraisemblablement participé aux violences ». Enfin, le magistrat avait demandé une peine de cinq ans de prison, assortie d'un sursis partiel, contre Philippe N'Guyen Ven, trente-cinq ans, qui n'avait participé qu'au cambriolage et s'était confié à la police sept ans après le crime.

Carpor and Page

் இணும் ஆட்டு முற

\*\* ... \*\*\*

The same of

Same of the same

William Dark

CONTRACTOR OF

The sale of

Lag E. 6.

The site of

The second of

15 1 FOR 1 1 1 15

10 A 30 - 20 PM

As Argentance

\* 20 ... 200 Mar.

THE PROPERTY.

The Las Law TARREST BE 4 34 44 1 + 12 184

TARRES

the makes a strong

Comment of the same of

1 to 1 to 10

A STATE OF THE STA

The State of Street

The way

2 ......

a dear seek some

-

5 Sept. 1

....

33 A 3 A

t a et atam

4430 54 Page

1 3mg 84

-

1 1 Sec. 1/4

N'S TATE

2 186

-

ye ma 

The same

---

Name of the second

### **SPORTS**

### TENNIS: les Internationaux d'Australie

### **Graf puissance 5**

En battant la Tchécoslovaque Helena Sukova (6-4, 6-4), samedi 28 janvier, en finale des Internationaux d'Australie, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, qui disputait sa buitième finale consécutive dans un tournoi du grand chelem, a gagné un cinquième titre consécutif.

MELBOURNE correspondance

Pourquoi s'arrêter en si bon chen'insistent pas ? Sur la lancée de son grand chelem 1988, la jeune Allemande de l'Ouest Steffi Graf a remporté samedi 28 janvier son cin-quième titre majeur d'affilée, le sixième de sa carrière, sur le central de Flinders Park

La partie n'a rien eu de mémora-ble. Graf a mis soixante et onze minutes pour se défaire de cet irritant amalgame de puissance de frappe et de manque de confiance qu'est la Tchécoslovaque Helena Sukova. Pourtant le tennis pratiqué par l'Allemande a été de médiocre acture tout au long de la partie. Elle a cédé son engagement, chose rare chez elle, au moment même de servir pour la victoire à 5-2 au e set. Son revers souvent poussé plus que frappé était faible, hormis quelques passings bien pesés le long de la ligne.

d'avoir fait preuve de grande auto-rité sur le court, d'interpeller sans menagement l'arbitre de chaise après une décision contestable d'un juge de ligne : . Alors, qu'est-ce que c'est que tout ce merdier? .. Bref pour cette huitième finale consécutive dans un tournoi du grand chelem – record historique absolu 🗕 Steffi Graf n'est pas apparue à son avantage.

La voilà pourtant encore invaincue en trente-cinq rencontres du grand chelem, n'ayant laissé aux autres que des miettes, en l'occur-rence deux sets, l'un à Martina Navratilova à Wimbledon, l'autre à Gabriela Sabatini à Flushing Meadow. Même en méforme elle gagne, même diminuée elle termine en

Car la première explication de sa médiocre prestation était bel et bien une blessure. Lors des Jenz de Séoul, où elle a ajouté à son grand chelem flambant neuf la patine dorée d'une médaille olympique, l'Allemande s'était blessée au genou gauche. La douleur se réveilla-t-elle lors des demi-finales de l'épreuve de double vendredi? Depuis deux jours, elle recevait les soins d'un kinésithérapeute allemand, Waldo mar Kleising. Même si elle paraissait toujours courir comme un lapin dans la chaleur australe, la peur d'aggraver le mal la freinait sans doute dans son élan, atténuait la violence de ses cours, notamment au service, ajoutait un zest de méfiance à son jeu. D'où la cascade d'erreurs.

Un esprit mieux trempé que

ments de la Tchécoslovaque -grande envergure et puissance phy-sique, - aurait pu saisir l'occasion pour semer le doute chez Graf. Sukova n'en était pas capable. Pourtant, c'est bien chez les joueuses d'attaque, dans le registre de Mar-tina Navratilova, qu'il faudrait chercher celle capable de s'opposer avec succès à l'Allemande.

MARC BALLADE.

RESULTATS SIMPLE DAMES Finale. - Steffi Graf (RFA, nº 1) b. Helena Sukova (Tch.) 6-4, 6-4. DOUBLE MESSIEURS Finale. - R. Leach-J.Pugh (EU nº 2) b. D. Cahill-M. Kratzmann

(Ass.) 6-4, 6-4, 6-4. DOUBLE MIXTE Finale, - J. Pugh-J. Novotna (EU-Tch.) b. S. Stewart-Z. Garrison (EU) 6-3, 6-4.

• VORLE : tour du monde en sofitaire. - Olivier de Kersauson a échoué dans sa tentative contre le record du tour du monde en solitaire sans escale. Privé de pilote automatique au moment d'affronter l'océan Indien, le navigateur, qui était parti de Brest le 28 décembre, a décidé le 27 janvier de se dérouter vers Le Cap (Afrique du Sud) pour y effectuer les réparations nécessaires. Il restera alors à Olivier de Kersauson un autre record à battre : les cent vingt-neuf jours et dix-sept heures du Savoyard Philippe Monnet pour le tour du monde en solitaire avec escale.

### **EN** BREF

 Vives réactions à l'interview de Mgr Gaillot dans « Lui ». — Les chefs de file des catholiques inté-gristes, les abbés Philippe Laguérie et Paul Aulagnier, ont adressé le 27 jan-vier une lettre au président de la conférence épiscopale de France, Mgr Albert Decourtray, demandant que l'évêque d'Evreux, Mgr Gaillot, « soit immédiatement révoqué de son office ecclésial» après l'interview publiée par le magazine Lui. Pour sa part, Mgr Decourtray, s'est déclaré «surpris» et «désorienté» par cette

• Echec de la conférence sur les déchets toxiques. - La conférence ministérielle euro-africaine sur les déchets toxiques, réunie à Dakar les 26 et 27 janvier, s'est achevée sans avoir pu élaborer le projet de déclaration prévu. Les négociations ont achoppé sur la rédection d'un article relatif au contrôle international des transports de déchets dangereux, Le secrétaire d'Etat français à l'environnement, M. Brice Lalonde, s'était déclaré en faveur du contrôle mais opposé à l'interdiction de l'exportation des déchets en l'absence de moyens pour mettre en ceuvre son application (AFP).

 Nouveaux recours contre Superphénix. - Cinq associations antinucléaires (Appel de Genève, Fonds mondial pour la nature, Contratorn, Société de protection de l'environnement et Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) ont déposé le 27 janvier deux nouveaux recours contre le rédémarrage, le 10 janvier, du surgénérateur de Creys-Malville (Isère). Le premier a été déposé au Conseil d'Etat, à Paris, et le deuxième au tribunal administratif de Grenoble.

 Un appel de l'ordonnance de non-lieu en faveur de M. Michel Droit. — M Jean-Louis Bessie, avo-cat de la radio Larsen FM, a fait appel, jeudi 26 janvier de l'ordon-nance de non-lieu randus deux jours avant par le juge d'instruction du tribunal de Rennes à qui avait confié le dossier concernant M. Michel Droit,

inculpé de forfaiture. • Indemnisation symbolique pour les « irlandais de Vincennes ». – Saisie par Mary Reed, Michael Plunkett et Stephen King, sumommés « les Irlandais de Vincennes » et contre lesquels avaient été réunies par la cellule antiterroriste de l'Elysée qu'animait M. Christian Prouteau, de fausses preuves pour aboutir à leur arrestation et à leur détention, la commission d'indemnisation de la Cour de cassetion a accordé à chacun d'eux le franc symbolique qu'ils réclamaient.

• Incendie criminel dans le cabinet d'un juge de Toulouse.. — Un incendie d'origine criminelle s'est déclaré vandredi 27 janvier au palais de justice de Toulouse dans le cabinet d'un juge d'instruction du tribunal de cette ville, M. Henri Cabrol. Le magistrat avait en charge plusieurs dossiers d'affaires financières, qui ont été détruits. Les enquêteurs ont constaté que la porte du cabinet avait été fracturée.

> Le Monde **ÉCONOMIE**

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Inculpé du meurtre d'un Algérien

### Un commerçant mosellan est tué de deux balles dans la tête

Un commerçant d'origine italicane, demeurant à Hagondange (Moselle), Nicomède Panza, trente-deux ans, a été tué de deux balles dans la tête, dans la muit du 26 au 27 janvier, alors qu'il circulait en voiture près de Thionville. Les coups de seu ont été tirés par une arme de calibre 7,65 depuis une autre voiture venue se placer à la hauteur de celle de la victime.

Propriétaire d'un magasin de location de cassettes vidéo, Nicomède Panza se trouvait inculpé d'homicide volontaire après la mort d'un ressortissant algérien. Hemida Benouda, trente-trois ans, contre lequel il avait tiré trois balles de 22 long rifle le 15 février 1987 à Hagondange. Ecroué, il avait bénéfi-cié d'une mise en liberté au bout de trois mois, ce qui avait suscité de vives réactions dans la communauté maghrébine de la région.

Nicomède Panza soutenait qu'il avait agi en état de légitime défense. et avait fait valoir que Benouda se livrait depuis plusieurs semaines à un racket contre un de ses frères, Daniel Panza. Ces affirmations étaient formellement contestées par la famille de l'Algérien. Une reconstitution des faits devait avoir lieu prochainement à la demande des avocats de l'inculpé, Mª Henri-René Garand et Kieffer.



## Culture

Appendix of the second second

rimes de réclusion

entruers d'un ancienne

La haute couture printemps-été 89

### La nostalgie des années 30

Après vingt-deux défilés organisés en quatre jours, et loin des commémorations tricolores, l'été 89 des couturiers

s'annonce calme, fluide, langoureux.

"Son autre main pendait dans le vide: il avait une paire de ciseaux plantée dans le dos... » Ainsi commence Meutre en Haute Courtire, de Léa Shannon (Calmann-Lévy), para au moment même des collections du printemps-été 89, et dont des étudiantes distribuaient la converture à la sortie des défilés, comme des tracts révolutionnaires... Et de deux. Après le succès d'Alice chez le grand couturier signé par la et de deux. Après le succès d'Alice chez le grand couturier signé par la légendaire Caroline Onine pour la Bibliothèque verte (40 000 exemplaires vendus en deux ans), voici rassemblés tous les clichés de la profession : Ermeline du Bois Joli, en responsable des «shoppings», Flora étouffée par un bolduc, réunis pour mieux exprimer l'engonement que suscite aujourd'hui le huxa.

Course en juillet (collections

comme en juillet (collections automne-hiver 88-89), un public éclectique mélant les «modeuses» à besace noire, les américaines pur vison au teint nacré, les éternelles des matinées théfitrales, applandit, se précipite en coulisses, invente de nouveaux superlatifs. Selon Denise Dubois, de la Chambre syndicale de la couture, le nombre de journalis, tes et photographes aurait anementé tes et photographes aurait augmenté récemment de 15 % chaque saison pour atteindre 1 000 professionnels cette année. Tout est là, posé comme dans un décor, depuis le calendrier beige et marron jusqu'an sourire de Dalma, d'Iman, de Khadija et des

antrea, mélanges d'ennai et d'assurance, que pétrifie encore l'académisme des shows. Après des années
d'ambiance disco, la conture élevée
au rang de grand art s'adonne sans
nuance à la «grande musique»,
imposant Purcell. Telemann, Ravel,
à un public invité là comme pour se
recueillir. La fantaisie amoureuse, le
désir de plaire, coincident avec
Diango Reinhardt et Yvonne Printemps chez Christian Lacroix,
Marylin Mouroe chez Yves Saint
Laurent, là où les mannequins qu'on
croyait connaître par cœur hougeat
différemment, jouent ou ne jonent
pas et ne laissent jamais les robes
défiler sans elles.
Pour la saison prochaine, tout

défiler sans elles.

Pour la saison prochaine, tout conspire à rendre le corps encore plus lèger, plus fragile. Les vamps d'hier, tentées ici et là par les espagnolades, les fastes du dix-huitième siècle, paraissent noyées dans une tasse de camomille. A l'honnear, les plus que restate : invier parales. tasse de camomille. À l'honneur, les plus que pastels : ivoire, perle, praline, dont l'extrême douceur est accentuée par les « pissés-lingenes » (Dior), ces drapés dessinant des vagues (Lanvin) et qui donneut à la silhouette quelque chose de fluide, d'alangui. À force d'écharpes, de cravates, de centures molles, de capes retenues par un bracelet de tissu, on ne sait plus où commence la robe et où elle finit.

Comme Vogue en 1931, on pour-rait éctire: « Les nœuds ne sont plus à présent de simples fantaisies déco-ratives. Dénouez-les et vous risquez vite de perdre votre blouse ou votre

Voici revenu le temps des « tea gowns » chers aux élégantes du début des années 30, les Nancy Cunard, Ladia Diana Cooper, celles

qui, dit-on, trempalent leurs begères Louis XVI dans un bain d'acide pour leur donner une teinte cen-drée... Finies les envolées lyriques des arrière-taisons: après avoir détourné, raccourci, resserré. passés les excès, l'envie de faire « riche », ou « jeune », on reprend

Amsi, la nouveanté pour la nou-veanté n'est plus une obsession. La couture, à l'heure où le tailleur « parisien » et la petite robe noire ont été banalisés par la mode, par la rue, se retranche dans les miracles techniques dont elle a le secret (effett de fement de femillettes au détourné, raccourci, resserré, pigeonné, on aère, on superpose les transparences, on allonge – les manaequins ont l'air de grandir pendant les défilés, – avec des franges (Scherrer, Lacroix, Dior); des godets, des étages de plis, des jupes en biais «style Riviera » (Ricci) ... (effets de fronces, de feuilletage sur les robes du soir de Balmain, les drapés nécessitant cent soixante-cinq heures de travail chez Lan-vin...), dans certaines ambiances de plus en plus subtiles, donnant aux broderies de Lesage pour Chanel des allures d'imprimés. Hélas, ça juponne, ça éclate encore chez Ungaro, où, dans l'accamulation fébrile des lamés et des lainages, des dentelles et des organzas, on finit toujours par trouver la fleur, le vrai « toon » de la couture, surgie, le vrai « toon » de la couture, surgie, imprésieble » un houten va

Partagée entre le désir d'être ellemême et celui d'être en accord avec la mode, la conture s'abandonne parfois aux tentations « ethniques » du moment : on a pu voir des robes-saris chez Dior, et même des gilets brodés de miroirs façon «retour de Kat-mandou» chez Louis Férand. Le prix d'un gilet? Entre 20 000 et 25 000 francs... Mais la vraie tendance est an luxe, ou du moins à ce qu'il justifie : le développement des licences, la fameuse diversification.

revers, une doublure. Ailleurs (influence des créateurs oblige), on délaisse les tissus craquants comme les brocarts, les taffetas, les satins duchesse, pour d'autres, plus onctueux, plus souples, comme le crépe, la mousseline, véritable best-seller de la maison Saris (1500 mètres par jour), l'un des plus gros fabricants: « La dernière poussée de flèvre remonte à 1977, avec la mode du transparent et du flou... », dit Jean Brosseron (Saris), qui évoque également des aspects plus économiques : « Le satin, qui pèse 150 grammes, consomme huit jois plus de sole que la mousseline. Or. actuellement, la Tandis que l'habit flotte et Tandis que l'habit notte et s'envole, les contrats se multiplient : par exemple le rachat de la maison Givenchy par LVMH, celui de Grès par Yasi (son licencié japonais depuis 1978), la participation dans le capital de Lanvin de la britannique Midland Bank à hauteur de 34 %. Autres évênements annoncés: consomme mai jois pius ae sore que la mousseline. Or. actuellement, la Chine bloque les expéditions. Elle nous fait le coup du pétrole. Les prix montent... Ils nous livrent au compte-gouttes.... l'entrée sur le marché asiatique de mousseline plus lourde
(30 grammes) baptisée « la FranceNymphe » a dû être créée pour le
marché parisien, qui trouvait l'autre
« trop arabisante »... Anjourd'hui, Christian Lacroix cette année et le lancement de son parfum l'an prochain, trois ans après l'ouverture de la maison de contine.

LAURENCE BENAM.

tionnel: la perfection du travail, le luxe des matières. Comment ne pas être chaque fois étonné, même par des formes bien connues.

s'apprêtent pour un bal des Debs où elles s'offriront à une ultime morsure

Il y a aussi les lourdes soies flam-boyantes ronge sang des vamps noc-turnes, les jaunes aveuglants des

princesses solaires en fourreaux drapés qui dégagent une épaule. Il y a du noir et des broderies, d'énormes bijoux de Schéhérazade. Il y a sur-

- violet, blen marine, fuschia encolures rondes, longueur juste audessus du genou, boutonnage différent selon la couleur. Le genre de
coup de foudre qui vous cloue sur
votre fauteuil, on ne sait pas pour-

quoi. Après tout, ce ne sont pas les modèles les plus nouveaux, les plus travaillés, les plus huxueux. Tout désir est irrationnel et irrépressible, surtout quand on le sait irréalisable.

Un second intérêt de la couture est qu'elle ne sert à rien d'autre qu'à rèver. Il y a des impératifs d'image, mais pas de rentabilité. Donc toute

**CHRISTIAN LACROIX:** 

éblouissement de couleurs

de Dracula.

### THÉATRE

« La Bonne Mère », de Carlo Goldoni

### Du mauvais usage d'un chef-d'œuvre

Première adaptation en France d'une très belle pièce

de Carlo Goldoni mise en scène par Jacques Lassalle

à Strasbourg avant sa reprise à Chaillot.

Formidable prescience des grands dramaturges. Leurs œnvres sont tellement fortes que leur écho ne s'affaiblit pas avec le temps qui passe. En ce sens, la Bonne Mère, pièce vénitienne de Carlo Goldoni publiée en 1761, est immense, son actualité intacte et son pouvoir certain. On aurait voulu anjourd'hui écrire pour la scène un texte consacré à la vie quotidience des premiers bénéficiaires du revenu minimum d'insertion qu'on n'aurait pu mieux

Goldoni, comme le ferait la caméra un pen habile d'un reporter de la télévision, s'introduit discrètement, avec tact, dans une famille de gens simples, au cœur de la Cité des doges, tandis que dehors résonnent les premières cavalcades du carnaval. Ici, on manque de tout, surtout d'argent. Seul l'amour est un espoir. Gros plan sur une femme courageuse, Barbara, occupée à repasser. qui, derrière ses fers brillants, rêve d'un avenir meilleur pour les siens et veille sur sa maisonnée.

### La jeune femme de la rue de l'Oie

Sa fille, Giacomina, brode de ses doits engourdis par le froid des manétroites, les fines chaînes et les gros chettes pour un marchand de tissus; boutous dorés, le tweed, les corsages blomants, les santoirs de fausses peries?... Karl Lagerfeld joue le jeu en virtuose. L'un des intérêts de la couture c'est le côté unique excepson fils, Nicoletto, jeune homme charmant, veut oublier, malgré une éducation sans faille - pour lui, on a tout sacrifié, - une vie dure aux faibles dans les bras de l'appétissante Daniela, rue de l'Oie, un quartier un peu « chaud » ; la servante, la jeune Margarita, incarne à elle seule toute La démonstration faite, on peut gambader sur le chemin des éco-lières. De pâles jeunes filles s'enve-loppent de crêpe plissé blanc, grège, dans des robes fluides à taille haute, la Venise désormais repliée sur ses îles, prompte à cancaner sur les uns et les autres, intuitive, madrée, drôle. Autour de cette famille, un marchand de tissus, une riche veuve, amie de Barbara, le parrain de Nicoletto, et, rue de l'Oie, la «manvaise » mère, Lodovica, qui voudrait bien se débarrasser de sa quatrième

> A Venise hier comme à Paris anjourd'hui, pas de travail pour bien des femmes, sinon de l'ouvrage soussans fortune profitent d'un chômage forcé pour s'essayer aux plaisirs de l'amour, tentant de travestir par l'astuce l'indigence de leur vêtement. Pour peu qu'on ait un sou de langage pour bien marquer la diffé- 148 p., 59 F.

fille et sortir ainsi de la mouise.

cause, on baragonine. Chez Bar-bara, on parle, simplement. Lunardo, le parrain, et Agnese, l'amie de Barbara, qui ont plus de bien, nasalisent les voyelles et font claquer les labiales. La Bonne Mère est une œuvre magistrale, vériste, dont la structure, les audaces lin-guistiques et sociales, marquent l'élaboration d'un théâtre nouveau pour son siècle et moderne à un point qu'on n'imagine pas.

### Maladresses et lourdeurs

Ginette Herry, qui a traduit cette à rendre toutes ces musices, même s elle n'a pas toujours évité les pièges de la modernité en choisissant quelques mots trop actuels et dissonants. Les jeunes comédiens réunis par Jacques Lassalle sont étonnants. Hélène Alexandridis, la servante, est sincèrement formidable, drôle, justissime et d'une énergie folle. Comment ne pas regretter que Philippe Demarie, qui a créé le rôle de Nicoletto à Strasbourg, ne soit pas du voyage à Chaillot le mois prochain? C'est un «jeune premier» comme on en fait peu, précis, généreux, sans

Isabelle Habiague et Claire Aveline sont une Daniela et une Giacomina impeccables. Mais, mais... ces trois jeunes comédiens en remontrent à leurs aînés. L'incohérence de la distribution des rôles d'adultes est hallucinante : si Suzel Goffre (Lodovica) se sort des embûches du rôle de la «mauvaise mère», Maïa Simon (Agnese), qui joue trop simple, Michel Peyrelon. (Lunardo), qui joue trop gros, et surtout Emma nuelle Riva dans le rôle titre, qui joue trop seule, trop loin des autres, semblent être entrés chez Goldoni par effraction.

Ils se perdent dans l'œuvre et aussi dans les décors absolument impossibles de Claire Chavanne, qui nous avait pourtant enchantés avec Amphitryon. Lourds, laids, rétifs à la manœuvre, ils ralentissent encore une mise en scène arythmique. La sève bouillonnante des jeunes acteurs n'efface pas les maladresses de ce spectacle. L'intelligence de ceux qui l'ont préparé ne passe pas sur la scène. Reste un texte admirable qui mérite beaucoup mieux.

### OLIVIER SCHIMITT.

offert à

★ Théâtre national de Strasbours squ'au 3 février. Tél. ; 88-35-63-60. Théâtre national de Chaillot, saile Gémier du 15 février au 12 mars. A 20 h 30 da mardi an samedi. Matinée dimanche à 15 h. Tél. : 47-27-81-15. Le plus qu'un autre, on infléchit son texte est paru aux Editions de l'Arche,

### Yves Saint Laurent ou l'instant parfait

il est le seul à susciter vraiment le vertige de l'avantaprès... A la sortie du défilé, la perdue dans les couleurs qui ne s'aiment pes Ob sient de soir . l'essentiel. Yves Seint Laurent. doigts, is provoque, va la chercher dans de nouvelles andula-tions, blouses de crêpe de Chine strictes comme des chemises et des jupes-portefeuilles dont le mouvement rappelle celui du

Cette mode, toute prête à la retient, l'étire, à cause d'une semble répondre un unique bouton de nacre, un décolleté en pointe, une patte sur un ensemble marinière en toile ou en soie sauvage. Il y a peu d'accessoires, juste quelques boucles d'orailles de nacre, calors de gazar, cano-tiers, pour finir des ailhouettes blanches, noires, rouges à trois rouges, si dépouillées parfois qu'elles font penair à des toiles, au modèle qui vient de naître dans l'atelier. Le comble, c'est que ce dépouillement n'a rien

Le tissu se drape, frémit, clisse sur les écaules, se déboutonne jusqu'en haut de la culese, effleure sans nen gåcher, avec l'audace, la retenue d'une caressa. Tout devient sexy, une chevelure crantée sur un dos nu. une jambe et au bout cet escarpin de satin fendant un fourresu. Le corps est là, heureux, d'humeur à rire, épanoui par ces couleurs, ces bleus « Neptune », € aigua-marine ». ≰ cobalt » « Outremer », ces verts, la palette infinie de ces roses qu'Yves Saint Laurent semble

Quatre vangt-dix modèles.
Tout se tient, s'enchaîne, se répond. Le très been mentesu lées, les capes de gazar manda-rine, turquoise, brodées de pell-lettes multicolorse agricent comme la suite d'une l'istoire dont on voudrait qu'elle dure toujours, comme pour spaiser le souffrance d'un trop court in-tent parfait : l'Tout est dans l'aisence, dans la coupe. Il faut que le vêtement respire. On ne peut pas aller plus John s. dit Yves Saint Laurent.

• Le Dé d'or, qui récompense la meilleure collection de haute couture, ques Chirac, maire de Paris, à Guy Laroche, qui a ouvert sa propre mai-

## Le luxe et la liberté

Mais qu'importe la dépense : une

imprévisible, sur un bouton, un revers, une doublure. Ailleurs



L'une des succeientes gournnendises de Christian Lacroix

Faite pour rêver, pour se voir très chic ou très extravagante, la haute couture vient une fois de plus de montrer ce qu'est le luxe.

mesure et discrétion

Jusqu'à présent, malgré ses bouti-ques et ses ateliers à Paris, Valentino ne présentait ses collections conture qu'en Italie. Pour son premier show chez nous, il a laissé de côté les salons des grands hôtels et a choisi l'Ecole des beaux-arts, où quelques pan-cartes revendiquaient à l'encre de Chine « plus d'ateliers, moins de défilés ». Ecrit sur du vent... En dépit des embouteillages, la foule était là, et M = Claude Pompidon au premier

rang. Les grandes dames des milieux politiques, qui se doivest de présen-ter une image au dessus de tout soup-con, comme si elles risquaient à tout instant de poser pour un portrait offi-ciel, ces grandes dames peuvent-elles s'habiller Valentino? Certainement, car son style est tout de mesure et de discrétion, même lorsque de somp-tueuses broderies en forme de fleurs on d'éléphants font scintiller boléros du soir, robes de cérémonies virevol-tantes, amples et légères, crindines à larges volants, accompagnées de châles translucides, qui auraient fait rêver Eugénie de Montijo.

courtes, bustes serrés dans de très courtes, bustes serrés dans de très fins plissés, décolletés pudiques, pantalons à plis qui s'affinent et s'arrêtent au-dessus de la cheville, jupes qui, au mieux, dévailent le genou et, à l'aide de quelques pinces, dessinent les hanches tout en les dissimulant : la ligne allonge, elle aménage une marge de manouvre pour faire oublier que tous les corps ne sont pas parfaits.

Nettes, impeccables sont les dames Valentino avec le blanc des cols et des manchettes, qui éclaire cols et des manchettes, qui éclaire pratiquement tons les modèles. En fait, les quelques rares couleurs sont fades, alors que les noirs et blancs éclatent — ainsi de longs et larges manteaux en lainage neigeux, mouvant, lumineux. Du grand classique. Mais qu'eit-ce qui différencie un classique italien d'un français? La manière de saluer : de l'argent sur les cheveux, du bronzage sur le visage, moins discret que son style, Valentino s'avance, glorieux, bras ouverts, à dix pas devant sei mannequins, et à dix pas devant ses mannequins, et c'est sealement quand il reflue vers la cabine qu'il les retrouve...

soies flamboyantes Variations sur un tailleur entré dans la légende. Comment décliner

liberté est laissée à la création. C'est le cas de Christian Lacroix, telle-ment à l'aise que tout paraît simple, naturei, ca coule de source, ca vit, ca plaisante, ca voyage vers un « Orient de Regent Street » somptueux et drûle sur des chansons de Mistin-Tissus souples, soies fluides, vestes guette revue par Broadway, sur Pias en anglais ou Yvonne Printemps, sur en angiais ou Yvonne Frimemps, sur un tango et Luis Mariano...
Christian Lacroix jongle avec l'espagnolade qui colle à son image. Une source d'inspiration parmi d'autres, avec des broderies façon torero-autocitation pour le clin d'œil.
Mais là où l'on s'émerveille sans dispersation de

continuer, c'est dans l'harmonie des formes, dans l'éblouissement des couleurs. Pent-on croire que l'on peut assortir une veste courte rose vif et des pantaions jaune cutum ? On peut, et c'est magnifiquement doux.

Ligne trapèze, trues en plumes qui s'enroulent, mousselines languides dévalant le long des jambes, larges jupes en organza pour Claudines an sourire malin, conselets et jupons, les années 10 comme le souvenir d'un la character de chure general. source maini, consecte et jupos, jes années 10 comme le souvenir d'un bonheur juste avant le chute, super-positions de beiges et caramel, des jaune vanille, des blancs fluo, des

îleurs rouges brodées sur une veste de soie à basques longues portée avec une courte jupe de dentelle... Christian Lacroix fait défiler de succulentes gourmandises qui don-nent envie de goûter, de toucher les tissus. Dans le salon surchauffé, où des palmiers fatigués se rajoutent aux dorures 100000, s'installe une ambiance de fête somptueusement paienne. Pour un hymne à l'insolence

généreuse de la beauté. COLETTE GODARD.



**AIDEZ-NOUS A COMBATTRE** LA LÈPRE

Ce dimanche, à l'occasion de la Journée Mondiale des Lépreux, faites bon accueil à nos quêteurs.

Vous pouvez également envoyer vos dons directement à l'adresse ci-dessous :



92, rue du Ranciago 75787 Paris Codex 16 - CCP 440 J Paris - Minitel 3615 OHFOM

TO THE REAL PROPERTY. NAME OF and the

The same of the same

The second section is a second second

مناه العراضط عيواني

Lagrando en esta

## **Spectacles**

### théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

THE DINING ROOM. Galerie 55 (43-26-63-51), sam. 20 h 30 (en

22-34. Guichet Montparnasse (43-27-88-61). sam. 22 h 15.

ANTONIN MAL CONCU. As Ber Fis (42-96-29-35), sam., dim. 19 h. LA LOCANDIERA. Roseau-Théâtre (42-71-30-20), sam. 20 h 30; Dim. 16 h 30.

HIRONDELLE (DE SAUCISSON). Cergy. Théâtre des Quatre-Vingt-Quinze (30-38-11-99), sam. 21 h. LA VIE DE THÉATRE Matherine (42-65-90-00), sam. 16 h et 21 h. LA FAUSSE SUIVANTE OU LE FOURBE PUNL Vauves. Théâtre

(46-45-46-47), sam. 20 h 30. LA MULE DU PAPE. Le Bourvil LA STATION CHAMPBAUDET.

LE TRIOMPHE DE LA JALOUSIE. Arts Hébertot (43-87-23-23), sam. 20 h 30. ALICE AU PAYS DES MER-VEILLES. Roseau-Théâtre (42-71-30-20), sam., dim. 14 h 30. AU BEAU FIXE. Grand Hall Mo gueil (42-96-04-06), sam. à 20 h 30, dim. 18 h.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Ritournelle : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). Baudelaire

ARLEQUIN (45-89-43-22). Monsieur de

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Triomphe de la jalousie: 20 h 30. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Saile C. Bérard. Le Terrier: 20 h 30. Saile Louis Jouvet. Mademoi-celle Julie - 20 h 30. BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Freaks: 20 h 30, dim. 16 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Les Deux Jumeaux vénitiens : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Le jour se

lève, Léopold : 20 h 30, dim. 17 h. Salle II. Valletti, écrivain de théâtre : 18 h 30, dim. 15 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah! Ca rira, ça rira, ça rira !... : 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE CULTUREL DE LA PO-TERNE DES PEUPLIERS (47-26-79-37). Le Tartuffe: 15 h, mar. 20 h 30. 79-31). Le Tartulfe: 15 h, mar. 20 h 30.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60).
Beautés du Bunraka: 18 h. dim. 15 h.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie.
24 hr. ou le Fanastisme religieux:
20 h 30. La Resserve. John Gabriel Borkman: 20 h 30.
COMPETE DE PARIS (40-81-00 U). Le

**COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). La** Première Tête: 19 h et 21 h, dim. 15 h.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

(47-23-37-21). Une femme sans histoire: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser: 20 h 30. Les Délices du baiser: 20 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

Salle Richelleu. Nicomède: 14 h. La Cagnotte: 20 h 30, dim. 20 h 30. > Dim.

La guerre de Troie n'aura pas lieu: 14 h.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-36-53-82).

La Porte de l'aurore: 20 h 30, dim. 15 h.

DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Gala contre l'enfermement: 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François: 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

DEX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Jour de la limace : 20 h 30, dim. (der-nière) 16 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 23 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 16 h et 20 h 30, dim. 15 h.

ELDORADO (42-49-60-27). Rêve de Vienne : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Borges, le bibliothécaire de Ba-bel : 18 h 30. Les Anciennes Odenrs : 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle Famille L.: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin, ou Le Malheur de l'idéal: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. GALERIE 55-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). The Di-ning Room: 20 h 30.

GRAND HALL MONTORCUEIL (42-96-04-06). Au Beau fixe: 20 h 30, dim. 18 h.

### Samedi 28 - Dimanche 29 janvier

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Adies Agatha : 20 h 30. 22-34 : 22 h 15.

HOTEL DES NATIONS (43-26-45-24). La Dernière Bande: 20 h 30, dim. 16 h.
HOTEL LUTETIA (SALON BOR-GHESE) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune: 20 h 45, dim. 17 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. La pluie n'est pas du tout ce que l'on croit : 21 h 30. JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). La Nuit les chais : 21 h.

Punt res chais: 21 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68).

Adieu Monsieur Tchékhov: 15 h et 22 h 15. La Face cachée d'Orion: 20 h 30. LA RASTILLE (43-57-42-14). Mobie Dig: 21 h, dim. 14 h 30. LE RATEAU (42-08-68-99). La Terreur :

LE BOURVIL (43-73-47-84). Ce soir, on enlève tout : 20 h 30. La Mule du pape :

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles: 18 h et 20 h 15. LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Eoner Beck: 20 b 30, dim. (dernière) 17 b.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Le Procès d'Oreste: 20 h 30, dim. 16 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Théâtre moir. Le Petit Prince: 18 h 45.

Renaud et Armide: 20 h. Le Crépuscule
des paons: 21 h 30. Théâtre rouge.
Contes érotiques arabes du XIVe siècle:
20 h. Quant au diable, n'en parions pas:
21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. MAISON DE LA POÈSIE (42-36-27-53). Hommage Eliot: 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Une vie boulever-sée : 14 h 30. L'Avare : 20 h 45. MARIE STUART (45-08-17-80). Le Ré-vizor : 18 h 30. Pierrot gardien de l'or-dre : 20 h 30. La Vie après l'amour : 22 h. MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théàtre : 16 h et 21 h.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Páquerette: 20 h 30, dim. 15 h. MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnen: 15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (43-22-77-74). La Vraie Vie: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Teresa: 21 h, dim. 15 h 30. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Horlà: 18 h. Théodore le Grondeur: 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

ODÉON (43-25-70-32). Un bon patriote : 20 h, dim. 15 h. ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Le Châle: 18 h 30.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-12-20). Atys : 19 h 30, dim. 19 h 30. PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre: 20 h 30, mer. 15 h, dim.

PALAIS DES GLACES (PETIT PA-LAIS) (48-03-11-36). Les Vamps : 20 h 30. PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos : 20 h 30, dign. 15 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Ridesux: 21 h, dim. 16 h 30. PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20). Nina et les comédiens ambulants : 21 b, dim. 17 b.

POCHE-MONTPARNASSE 92-97). Salle I. Le Plus Heureux des trois: 20 h 45, dim. 15 h. Salle II. Jour-nal d'une petite fille: 18 h et 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-55). Ténor: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). La Fron 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Alice au pays sans merveille: 18 h 30, dim. 14 h 30. La Locandiera: 20 h 30, dim. 16 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Dröle de couple : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer: 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Albertine en cinq temps : 20 h 30, dim. 15 h. TAC STUDIO (43-73-74-47). ▷ Dim. La Vérité sur l'amour baroque : 16 h.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Les Sincères, et l'Epreuve: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Le Livre de l'intranquilité: 20 h 45, dim. 17 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-46-89). Austrian 64-80-80). Amphitryon: 20 h 30, dim.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Marius: 16 h, dim. 14 h. Fanny: 18 h 30, dim. 16 h 30. César : 21 h 30, dim. 19 h 30. Salle II. L'Etranger : 20 h, dim. 16 h 30. L'Ecume des jours : Le Triomphe de l'amour : 20 h 45, dim. 14 h 30.

THÉATRE DE MÉNILMONTANT (46-36-98-60). Piqu'soleil : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉATRE DU BEI. AIR (43-46-91-93). Une chemise de muit de flanelle : 20 h 30, dim. 17 h. THÊATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI : 20 h 30, dim, 15 h.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). THÉATRE MODERNE (43-59-39-39).

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier. La Re-constitution : 20 h 30, dim. 15 h.

THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). THEATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Petite saile. Note aimé: 15 h 30 et 21 h, dim. 16 h. THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). La Vie singulière d'Albert Nobbs: 21 h. dim. 15 h. Grande salle. Le

records: 21 a, com. 15 h. Grande salle. Le Retour an désert : 17 h et 20 h 30. dim. 17 h. M.LT.. Harcamone : 21 h. Petike salle. Il dit qu'il est Nijinsky : 18 h 30. TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tim-bale : 15 h 30. Barthélémy : 19 h. Hélas, nam mieux !: 20 h 15. TOURTOUR (48-87-82-48). De l'ortho-graphe et autres ciseaux rares: 19 h. De-main, j'arrête!: 20 h 30. Des lyres d'amour: 22 h 15.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).
Enorme Changement de dernière minute : 17 h et 21 h. Dizz. Toi et moi... VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

### cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

SAMEDI
La Fête à Heuriette (1952), de Julien
Duvivier, 15 h; les incunables de la Révolution: Un mariage pendant la Révolution
(1914), d'Angust Blöm, les Pages arrachées da livre de Satan (1919-1921), de
Carl Th. Dreyer, 17 h 15; Hommage à
Kirk Douglas: Une corde pour te pendre
(1951), de Raoul Walsh, 19 h; le Gouffre
anx chimères (1951), de Billy Wilder,
21 h.

DIMANCHE

Les Condamnés (1947), de Georges Lacombe, 15 h; les Incumbles de la Révo-lution: Jocelyn (1922), de Léon Poirier, 17 h; Hommage à Kirk Doughs: The Last Sunset (1961, v.o. s.t.f.), de Robert Aldrich, 19 h: les Ensorcelés (1953, v.o.), de Vinceme Minnelli, 21 h 15. SAMEDI

Le Cinéma georgien: Moi, grand-mère, litico et Ilarion (1962, v.o. rasse -trad. simultanée), de Tenguiz Abouladze, 14 h 30; les Montagnes bleues (1983, v.o. s.l.f.), de Eldar Chengnelals, 17 h 30; la Fonte (1964, v.o. s.l.f.), d'Otar losseliani, la Chute des feuilles (1966, v.o. s.l.f.), de Otar losseliani, 20 h 30.

DEMANCHE

Le Cinéma georgien : Serguel Paradja-nov (1988), de Patrick Casals, Achik Kerib nov (1988), de Patrick Casais, Achik Keriò (1988, v.o. s.f.), de Serguei Paradjanov et David Abachidze, 14 h 30; Niko Pirosmanachvifi, peintre (1988), de Patrick Cazais, Pirosmani (1972, v.o. s.f.), de Guegorguie Chenguelaia, 17 h 30; la Chute de Berlin (1949, v.o. russe, trad. simultanée «sous réserves), de Mikhail Tchiaoureli, 20 h 30.

SAMEDI

Les Paris de l'adolescence: Actualités anciennes: Actualités Gaussons, 12 h 30; Mai 68: le Lendemai (1970) de Jean Dasque, Cocktail Molotov (1979) de Diane Kurys, 14 h 30; Portraits: Actualités Ganmott, Hitler... comais pas 2 (1963) de Bestrand Blier, 16 h 30: Premiers baisens: trand Blier, 16 h 30: Premiers beisens: Bande annonce: l'Amour en herbe (1976) de Roger Andrieux, la Boum (1981) de Claude Pinotean, 18 h 30; Génération Sixties: Age tendre et tête de bois (1961) de Roger Kahane, Paris, jeunesse et rock'n roll (1966) de Michel Parbot et Philippe Labro, On n'arrête pas le printennes (1971) de René Gilson, 20 h 30.

DIMANCHE

Les Paris de l'addissonce: Dérives:
Bande annonce: Boulevard (1960) de
Julien Duvivier, la Vago (1983) de A. Diabri, Passage secret (1984) de Laurent Perrin, 14 h 30; Fint: Bande ansonce: La
Boum (1981) de Claude Pinoteau, 7Amour
en herbe (1976) de Roger Andrieux,
16 h 30; Premières amours: la Pilale, c'est
pas des smarties (1982) de Nias Barbier,
la Boum II (1983) de Chaude Pinoteau,
18 h 30; Delinquance juvénile: Bande
annonce: Laisse béton (1983) de Serge Le
Péron, le Mai-Etre (1983) de Claude
Cobast, la Bête noire (1983) de Patrick
Chaput, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr. AIL, v.a.): Epée de Bois, 9 (43-37-57-47). L'ARME ABSOLUE (A., v.f.): Holly-wood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

BAXTER (\*) (Fr.): Ciné Beambourg, 3° (42-71-52-36); UGC Montpernasse, 6° (45-74-94-94); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC Bierritz, 8° (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobefins, 13° (43-33-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 18° (45-22-47-94).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Gaumount Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumount Opéra, 2° (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Gaumount Champs-Elysées, 8° (43-59-04-67); Saint-Lazare-Pasquier, 8° (43-37-

Odéon, 6\* (43-23-39-33); Cramour Champs-Elyaées, 8\* (43-59-04-67); Saint-Lazare-Pasquier, 8\* (43-87-35-43); Les Nation, 12\* (43-21-04-67); Escarial, 19\* (47-07-28-04); UGC Gobe-lins, 13\* (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-30); Miranar, 14\* (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 19\* (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27).

(48.28-42-27).
HIGH SPIRITS (Brit-A., v.a.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6" (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concurde, 8" (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40); v.f.: Pathé Français, 9" (47-70-33-83); Français, 13" (43-31-56-86); Pathé Montparrasse, 14" (43-20-12-06).

parasse, 14 (43-20-12-06).

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Foram Orient Express, 1e (42-33-42-26): UGC Denton, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 9 (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-33-93); UGC Montparasse, 6 (45-74-94-94); UGC Ugon Bastille, 12 (43-33-01-59); UGC Lyon Bastille, 12 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); images, 18 (45-22-47-94).

L'OURS (Fr.-AIL): Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26); Gammont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Hamefeuille, 6 (46-33-19-38); Gammont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Fanvette, 13 (43-31-56-86); Gammont Parasse, 14 (43-33-30-40); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Pathé Cichy, 18 (45-22-46-01).

LA PELITIE VOLEUSE (Fr.): Gramont

----

Carlo (45-22-46-01).

LA PEINTE VOLLEUSE (Fr.): Gramont
Les Halles, F (40-26-12-12); Gaumont
Opira, P (47-42-60-33); Pathé impérial, P (47-42-75-22); I buillet Odéna,
& (43-25-59-83); UGC Montparassee,

UN MONDE A PART (A., v.o.): Cino-ches, 6 (46-33-10-82). UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.): George V, 9 (45-62-41-46). UNE POEGNEE DE CENDRE (Brit, v.o.): Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

LA VOULVRE. (Fr.): Gammont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gammont Copera, 2" (47-42-60-33); 14 Juillet Odém, 6" (43-25-59-83); La Pagode, 7" (47-05-13-15); Gammont Copera, 2" (4

### LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME. L'ANNEE DU SULEIL CALVAR.
Film polorais-americain-allemend
de Krysziof Zamesi, v.o.: Forman
Arcen-Ciel, 1= (42-97-53-74);
Accasione, 5: (46-33-86-86); 14 Julilet Parmasse, 6: (43-26-88-00); Le
Triomphe, 8: (45-62-48-76).

IA BOCA DEL LOBO. Film péravien de Francisco J. Lombardi, v.o.:
Latina, 4: (42-78-47-86).

Latina, # (42-73-47-86).

LES CIGOGNES NEN FONT QU'A LEUR TETE. Film français de Didier Kaminia: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94); UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); Pathé Marignan-Cuncorde, 8: (43-59-92-82); Saint-Lazaro-Panquier, 8: (43-87-35-43); UGC Normandie, 8: (45-63-16-16); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-99); Fauvette Bis, 13: (43-43-01-99); Fauvette Bis, 13: (43-43-01-99); Pathé Cischy, 18: (45-74-93-40); Pathé Cischy, 18: (45-74-93-40); Pathé Cischy, 18: (45-74-93-40); Fathe Cischy, 18: (45-

10-96).

COP. Film américain de James B. Harris, v.o.; Furum Horizon, iv (45-08-57-57); Action Rive Ganche, 5e (43-29-44-40); George V, 8; (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82); v.f.; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31); Fausette Bia, 13e (43-31-60-74); Pathé Montparmane, 14e (43-20-12-06); Convention Saine-Cherles, 15e (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gumbotta, 20e (46-36-10-96).

DEVAQUET, SI TIL SAVARE.

DEVAQUET, SI TU SAVAIS... Film français de Francis Kaudel et Franck Schneider: Studio 43, 9-(47-70-63-40).

(47-70-03-40).

GORILLES DANS LA BRUME.
Film américain de Michael Apted,
vo.: Forum Horizon, 1st (45-0857-57); Bretagne, 6s (42-2257-97); UGC Damon, 6s (42-2210-30); UGC Normandic, 8s (45-63-16-16); Kinopanorama, 1st (43-06-50-50); v.L.: Rex, 2s (42-36-

(45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nazion, 12-(43-43-04-67); UGC Gobelins, 13-(43-36-23-44); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Wepler, 13- (45-22-46-01).

22-46-01).

INCIDENTS DE PARCOURS. (\*)
Film américain de George A.
Romero, v.o.: Forum Horizon, 1\*
(45-08-57-57); Clumy Palace, 5\*
(43-54-07-76); George V, 9\* (45-62-41-46); v.d.: Rex, 2\* (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31); UGC Lyon Basnille, 12\*
(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\*
(43-36-23-44); Mastral, 14\* (45-39-52-43); Pathé Montpermasse, 14\*
(43-20-12-06); Convention Saim-Charles, 15\* (45-79-33-00) - Poeti-(45-20-12-00); Convention Saint-Charles, 15° (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

FULIA ET JULIA. Film italica de Peter del Monte, vo.: Forum Aro-en-Ciel, 1er (42-97-33-74); George V. B. (45-62-41-46); Trois Parmas-sions, 14r (43-20-30-19); v.f.; Convention Seint-Charles, 15r (45-79-33-00).

LE PIÈGE DE VÉNUS, Film alle E PIEGE DE VENUS. Film alle-mand de Robert van Ackeren, v.o.; Ciné Beaslourg, 3\* (42-71-52-36); Racine Odéon, 6\* (43-26-19-68); UGC Biarritz, 3\* (45-62-20-40); La Beatille, 11\* (43-54-07-76); 14 3-11-let Beangranelle, 15\* (45-75-79-79); Bienvenile Mondparmane, 15\* (45-44-25-02); v.f.: UGC Opéra, 9\* (45-74-95-40); Images, 18\* (45-22-47-94).

PLEURE PAS MY LOVE. Files français de Tony Gatiff: Gaumont Les Halles; le (40-26-12-12); Patiel Impérial, 2e (47-42-72-52); Brets-gue, 6e (42-22-57-97); Pathé Haute-leuille, 6e (43-33-79-38); Gaumont Ambassade; 3e (43-59-19-98); Gan-mont Aléan, 14e (43-27-34-50); Gaumont Convention, 15e (48-28-



## Informations « services »

### MÉTÉOROLOGIE

44.00

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

sem a same

THE RESERVE

100 年 - 100 日 - 100

A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH

and the state of

ALL AND CONTRACT OF THE Street Street August 2015

and the same of the same

and is a more

والمنافقين مواليديان

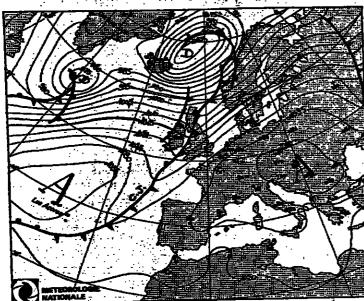
and the second second

La destruction

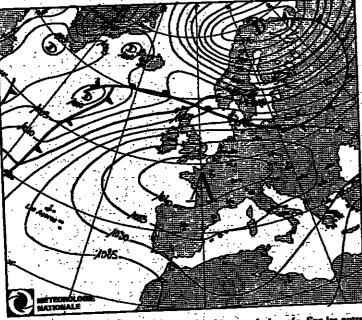
A Section of the sect

3. 可证证据

SITUATION LE 28 JANVIER 1989 A.O HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable de temps en France entre le dimanche 29 janvier à 0 heure et le hindi 30 janvier à

Un anticyclone de 1040 hpa se gost-tionne sur la France et les permitations seront encore rejetées plus an nord.

Dimenche: toujours du solett.

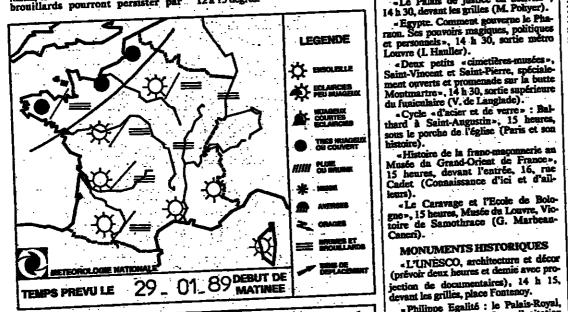
Dimenche: toujours du solett.
C'est de la Bretagne à la Normandie et au Nord que les nunges seront les plus nombreux, ils seront accompagnés de brouillard le matin. Toutefois dans l'après midi, des éclaireies se développement des matin. ront devenant progressivement plus belles.

Du Nord-Est au Lyonnais, les brouilluris seront fréquents et givrants is main, le soleil brillera ensuite mais les brouillards pourront persister par 12 à 15 degrés.

endroit toute la journée. Sur les autres régions, après les quelques bancs de brume ou brouillard maninaux, il fers

Les températures, au lever du jour, iront de 3 à 7 degrés (de l'intérieur vers les côtes) de la Brengoe à la Normandio et au Nord. 0 à 3 degrés de la Côte d'Azur à la Cosse. — 3 à — 6 degrés du Nord-Est au Lyomais et à l'Auvergne, 0 à — 3 degrés ailleurs.

L'après midi, il fera de 9 à 10 degrés sur une grande muitié nord, sauf 7 à 9 degrés dans le Nord-Est avec locale ment des températures restant voisines de 0 degré sous les brouillards persis-tants. Plus au sud, le thermomètre ira de



TEMPÉRATURES Valeus extrême le 27-1-1989 à 6 heurs TU	maxima - minima ( s relevées entre et le 28-1-1989 à 6 heures TU	
FRANCE  AMCOO	TOURS	IUSABOURG   2 -4 B
A B C citi	D N O	P T sempête neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour le France ; heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

### **MOTS CROISÉS**

propices à un mé-lange de goûts et de couleurs. Pro-nom. — IV. Donne lieu à des interprétations. Il n'est pas rare qu'elle touche le fond. Est tout à fait comblé. – V. Une femme qui a des bottes à ses pieds. Est dans les affaires. - VI. Travaillait à la di-rection. Faire le premier pas. Elé-ment d'une unité. VII. Adverbe. Etait remonté par ce qui tombait. Fut à la base

d'une base. -VIII. A l'esprit d'observation. Avait de très hautes fonctions. — IX. Per-met à des Nippons de faire l'appoint. Certains ne sont pas mécontents de le trouver sur leur mécontents de le trouver sur leur chemin. Complique les choses. — X. Travaillait quand il faisait le pont. Empêche de gagner. — XI. Entraîne un changement de direction. Fait mal au ventre. Qui a pent-être nue bonne situation. — XII. Ne supporte pas grand-chose. Oà certains ont l'habitude de prendre mais pas de laisser. Mot qui en remplace beaucoup d'autres. rempiace beaucoup d'autres.

XIII. Est rampant. Traversent les siècles. Endormit quelqu'un qui aurait mieux fait de rester éveillé.

XIV. Le dépit le fait débiter. Le bout du tunnel. — XV. Victimes du changement. Avec elle, on ne peut changement. Avec elle, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas mèche!

VERTICALEMENT

 Femme d'affaires. Ca ne sau-rait nous coûter cher. – 2. Fait don-1. Femme d'arraires. Qu'in rait nous coûter cher. — 2. Fait donner plus d'un coup de main. Est bien couvert. — 3. Sources de communes réactions. Se charge du « transport». — 4. Partie de belote. Certes pas en mesure d'assurer l'entretien. Note. A pu se promener sur les bords de la Tamise. — 5. Faucons et éperviers lui sont nuisibles. Est dans l'air. On sait généralement ce qu'on peut tirer de lui. — 6. A du piquant. Pronon. — 7. N'arrête pas d'émettre. Refuge pour naufragé. Se révéla fort utile à Sherlock Holmes. —

**PARIS EN VISITES** 

LUNDI 30 JANVIER

« Autour des « Baigneuses » de Picasso», 11 beures, Musés da l'Oran-gerie, place de la Concorde, côté Seine (G. Marbean-Caned).

«Dessins de Rembrandt et peintres rembranesques», 14 h 30, Musée du Louvre, pavillon de Flore (P.-Y. Jaslet).

«La religion égyptienne», 14 h 30, Musée du Louvre, porte Denon (Appro-

che de l'art).

Le Palais de justice en activité»,
14 h 30, devant les grilles (M. Pobyer).

Cadet (Comaissance d'ici et d'ail-

«Le Caravage et l'Ecole de Bolo-gne», 15 heures, Musée du Louvre, Vic-toire de Samothrace (G. Marbeau-

MONUMENTS HISTORIQUES «L'UNESCO, architecture et décor

(prévoir deux heures et demie avec pro-

jection de documentaires), 14 h 15, devant les grilles, place Fontenoy.

«Philippe Egalité: le Palais-Royal, domaine des Oriéans et foyer d'agitation révolutionnaire», 15 heures, entrée du Louvre des antiquaires, place du Palais-Royal.

«La basilique Saint-Denis et ses tom-besux», 15 heures, entrée de la basili-

3, rue Rousselet, 14 h 30 : «La reli-gion égyptienne : le culte et les prê-tres»; 19 heures : «Gauguin et la période de formation» (Arcus).

Université de Paris-VII-Jussieu (amphi 24), 20 heures : «La musique traditionnelle chinoise», conférence-concert par F. Picard, avec la participation de la participat

CONFÉRENCES

et la connaissance).

Caneri).

PROBLÈME Nº 4928

HORIZONTALEMENT I. Un homme qui aime le monvement. Quelque chose à se mettre sous la deut. — II. Revient sur terre après avoir été dans les nuages. Apparaît pour faire disparaître. A porté maintes fois le coup décisif. — III. Est visible sur des flûtes. Sont 1234567891111212121815

8. Incitent à la prudence. Font beaucoup manger. — 9. En empilant régulièrement, il peut beaucoup accumuler. Possessif. — 10. Qui est peut-être décidé à se mouiller. En sa présence, nombreux sont ceux qui n'ont pas l'intention de chipoter. Parfois utilisés pour faire des maca-rons. Fait refaire. — 11. Conjonc-tion. Porte du noir. Fait souvent par-tion. tir quand elle arrive. — 12. Vident des poches. Faisait presque un effet beuf. — 13. Fait monter à une échelle. Suit son cours. Ne pas emprunter la voie désirée. emprunter la voie desirée. —

14. Quelque chose de génial. Ce
n'est pas lui qui faisait le grand seigneur. Mieux vaut ne pas les avoir
en tête. — 15. Sont parfois sans le
sou. Fait perdre contenance.

### Solution du problème n° 4927

Horizontalement

I. Traversin. - 11. Haricot. III. Eden. Sète. - IV. Ris. Usnée. V. Ma. Arêtes. - VI. Orite. Os. VII. Mer. Or. - VIII. Europe. Nô.
- IX. Tricoteur. - X. Triages. XI. Epées. Osé. Horizontalement

Verticalement I. Thermomètre. - 2. Radiateur. - 3. Arès. Irrite. - 4. Vin. At. Ocre. - 5. Ec. Ure. Pois. - 6. Rosse. Octa. - 7. Stento. Ego. - 8. Tees. Nues.

- 9. Nuées. Morse. GUY BROUTY.

## Le Carnet du Monde

### <u>Décès</u>

- M. et M∞ Gérard Ingold. M. et M= Charles Ingold

et leurs enfants, Lefferson et Geoffroy, Les familles Ingold, Audemard d'Alançon, Broussaud, Thaler,

Didierjean, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, dans sa quatre-vingt-onzième

### M= INGOLD,

nunie des sacrements de l'Eglise. M= Ingold était la veuve du

général INGOLD, décédé en 1980, chancelier de l'ordre de la Libération.

Les obsèques auront lieu à Cernay (Haut-Rhin), dans l'intimité, le 30 janvier 1989. Cet avis tient lieu de faire-part.

### Gérard Ingold. BP 171, 14800 Deauville.

- Nous apprenons la disparition de

### René MORTIER,

décédé le 23 janvier 1989.

[Rané Mortier, qui était figé de cinquente et un ans, était rozativiste au Monde depuis juin 1972. La direction et le personnel du journal s'associent à le peine de ses proches et leur pré-sentent, notamment à son fils Mischel et à se fille Brigitte, leurs plus sincères condoléances.]

- M. et M= François Richard

d'Aultray
et leurs enfants,
M. et M™ Nicolas Hugnet,
M. et M™ Gabriel du Bourg de

Luzençon et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M= Jesti RICHARD d'AULNAY, péc Andréa Pavelesco.

Une messe sera célébrée, lundi 30 janvier à 13 h 45, en l'église Saim-Sulpice.

- Julien Verdier, comédien, son époux, Christiane, Roger, Sylvie, François,

José et Michel, Roger, Syrvec, François José et Michel, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne VERDIER, nfc Jeanne Robert,

Elle a réalisé de nombreux o pour les centres dramatiques de Greno-ble, Saint-Etienne, Colmar, Rennes, la Comédie-Française, la Scala de Milan,

Elle a été incinérée dans l'intimité, le 19 janvier 1989.

101, avenue de Paris, 94100 Saint-Mandé.

### SOLIDARITE

• La Journée mondiale des lépreux. - Plus de quinze millions de lépreux subsistent dans le monde. Si la mise au point d'un véritable vaccin n'est pas encore effective, on dispose de traitements efficaces, mais relativement coûteux (rifampicine, clofazimine et sulfones). Comme chaque année, la Fondation Raoul-Follereau et l'ordre de Malte organisent, le dimanche 29 janvier, la Journée mondiale des lépreux. Les fonds collectés seront affectés au dépistage, au traitement, à la recher-

che sur le vaccin et à la réinsertion des malades. ★ Fondation Raoul-Follereau, 33, rue de Dantzia, 75015 Paris. Œuvres hospi-talières de l'ordre de Malte, 92, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

### **PARIS**

### La Maison du geste et de l'image

Au 42, rue Saint-Denis, à Paris, vient d'être inaugurée la Maison du geste et de l'image, qui fonctionne depuis six ans. Sous la direction de Christine Juppé, elle s'attache à l'éveil des pratiques artistiques en milieu scolaire. Un festival a présenté des travaux d'élèves en juin dernier, à l'Espace Cardin. En juin prochain, la manifestation aura lieu aux Arènes de Lutèce. La Mairie de Paris a consacré 25 millions de francs à cette maison de 1 500 mètres carrés, équipée de

## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » 

Film à éviter » Ou peut voir » » Ne pas manquer » » Chef-d'œuvre ou classique.

### Samedi 28 janvier

TF 1 20.40 Variétés : ...Pour rire... 22.15 Magazine : Ushuaia. 23.10 Feuilleton : Mont-Royal (4º épi-sode), 0.00 Journal, 0.20 Série : Mansode). 0.00 Journal. 0.20 Série : Mannix. 1.10 Série : Drôles d'histoires.
1.35 Feuilletou : Symphorien.
2.00 Téléfilm : Le voyage des hunocests. 3.20 Feuilletou : Cogne et gagne.
4.05 Documentaire : Le chemin des ludiens morts. 5.00 Musique.
5.25 Documentaire : Histoires naturelles. 6.15 Série : Drôles d'histoires.

A2

20.40 Variétés : Champs-Elysées. 22.25 Série : Médecius de auit. 23.20 Journal. 23.35 Magazine : Lameties noires pour mits blanches.

20.30 Saundynamite. 21.50 Journal. 22.15 Magazine: Le divas. Invité: Jacques Vergès. 22.30 Magazine: Musi-cales. 23.30 Magazine: Sports 3. **CANAL PLUS** 20.30 Série : Palace. 21.45 Les sapers-tars du catch. 22.45 Spectacle : Magic, magic. 23.00 Croéma : Aux portes de Pan-delà w 0.20 Cinéma : la Couleur de

l'argent # 0.22 Cinema : Le moine et la sorcière. # 3.50 Cinéma : Vendredi 13 nº 6 🛘 5.15 Cinéma : Marie-Octobre m.

28.25 Téléfilm : Des filles canon. 22.25 Série : La belle et la bête.

23.20 Série: Arabesque. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Série: Arabesque (suite). 0.25 Série: Ansicalement vôtre. 1.00 Les enquêtes du commissaire Maigret. 2.45 Bouvard et compagnie (rediff.). 3.05 Magazine: Ciné. Cinq. 3.15 Journal de la mait. 3.25 Série: Voisin, voisine. 4.20 Feuilleton: Dominique. 5.10 Voisin, voisine (rediff.). 6.10 Bouvard et compagnie (rediff.).

20.35 Téléfilm: La secte de la lumière. 22.10 Téléfilm: L'imprésario. 23.55 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Variètés: Carabine FM. 2.00 varietes : Carabine F.M.
2.30 Musique : Boulevard des clips.
3.20 Variétés : Carabine FM.
3.50 Musique : Boulevard des clips.
4.30 Variétés : Carabine FM.
5.00 Musique : Boulevard des clips.

### Dimanche 29 janvier

TF 1
6.45 Bonjour la France, bonjour PEurope. 7.50 Magazine: Bonjour monsieur le maire. 8.09 Jardinez avec Nicolas. De 8.15 à 10.30 Dorothée dimanche. 10.30 Magazine: Les animent du monde. 11.00 Magazine: Auto-moto. 11.30 Magazine: Téléski. 12.30 Jen: Le juste prix. 13.09 Journal. 13.20 Série: Texas Police. 14.15 Monde Dingo. 14.45 Série: Rick Hunter, inspecteur choc. 15.30 Tiercé à Vinceannés: Prix d'Amérique. 15.55 Série: Columbo. 17.15 Série: Pour Famour du riegue. 18.05 Série: Douce France. 18.30 Série: Vivennent hundi. 19.00 Magazine: 7 sur 7: Invité: Régis Debray. 20.00 Journal. 20.40 Chiema: le Caoc m. 22.20 Magazine: Sport dimanche soir. Z3.15 Journal. 23.35 Documentaire: Eciats noirs du samba. 6.30 Concert. 1.30 Série: Symphories. 2.20 Feuilleton: Cogne et gagne. 3.05 Documentaire: Le chesain des ladieus morts. 3.50 Documentaire: Histoires naturelles. 445 Mosèque. 5.00 Feuilleton: L'houme à poigne. 6.00 Série: Drôles d'histoires.

periode de iormation » (Arcus).

9 bis, avenue d'Isuz, 14 h 30 et
18 h 30 : «Pelios, ritez du printemps et
de fertilité», par A. Guest-Papamanoli
(Grèce profende).

35, rue des Francs-Bourgeois,
18 h 30 : «La nouvelle administration
américaine, l'Europe et le monde», par
B. Sinsheimer (Maison de l'Europe).

A 2
8.30 Magazine: Câlin-matin.
9.00 Emissions religieuses.
12.05 Dimanche Martin. 13.00 Journal.
13.25 Dimanche Martin.
15.00 Série: Magaum. 15.50 L'école des fans. 16.40 Feuilleton: Des grives aux. loups. 17.40 Documentaire:
L'odyssée sons-marine du commandant Consteau. 18.30 Magazine: Stade 2.
19.30 Série: Magay. 20.00 Journal.
20.35 Série: Haute tension. 22.10 Ski.
22.15 Muniques au cour. 23.30 Journal.
0.00 Magazine: Apos. 0.15 Documen. tion du groupe Le Fleuve jaune. (Entrée 78, boulevard Malesharbes, 20 h 30:
«La famille à l'épreuve de l'adolescence. L'adolescent face au corps
social», table ronde avec la docteur
W. Zaruchas et F. Douineau (L'homme

### mentaire : L'odyssée sous-marine du LA5 commandant Cousteau (rediff.). 430 I

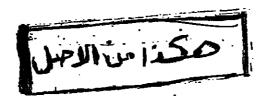
FR 3
7.00 Magazine: Sports 3 (rediff.).
8.00 Amuse 3, 9.00 Magazine: Rencontres. 10:30 Magazine: Latitudes.
11:30 BFO hebdo. 12:00 Musicales (rediff.). 13:00 Magazine: D'un soleii à l'autre. 13:30 Forum RMC-FR 3.
14:30 Expression directe. 14:50 Sports loisirs. 17:03 Magazine: Montagne.
17:30 Anuse 3. 19:00 Série: Les aventures de Sheriock Holmes. 20:00 Série: Benny Hill. 20:30 Documentaire: An crear da dragon. 21:30 Magazine: Océaniques. 22:05 Journal.
22:30 Chéma: Ces messiours de la Santé m 0.15 Musiques, sausique.

### **CANAL PLUS**

En clair jusqu'à 7.50. 7.00 Top 50. 7.50 Cabon cadia. 9.05 Cinéma: le Juscicier de Miami is 10.50 Magazine: Rocky III, Fort du tigre il En clair jusqu'à 14.00. 12.30 Magazine: Mon zénith à moi. 14.00 Série: Les jupons de la Révolution. 15.35 Pochettes surprises. 16.05 Documentaire: Les derniers riulnocéros noirs. 17.60 Basket-ball américain. 17.55 Sport flush. 18.00 Cinéma: les Visiteurs d'un autre moude il En clair jusqu'à 20.30. 19.35 Dessins animés: Ca cartoon. 20.30 Cinéma: Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe sans jamais oser le demander. Il 22.00 Cinéma: ?Argent de poche il 23.40 Documentaire: la télévision des autres. 0.55 Cinéma: Il y a maldoune il 1.15 Cinéma: Un millard duas in hillard 2.

i.A 5
6.30 Journal permanent. De 7.30 à
8.30 Dessins animés. 12.00 Série :
K 2000 (réfif.). 13.00 Journal.
13.25 Téléfilm : Ton père honorera.
14.45 Téléfilm : Le piège. 16.00 Série :
Arabesque (rediff.). 16.50 Série :
Génération pub. 17.50 Magazine :
Télé-matches. 18.55 Journal images.
19.00 Série : 200 doitars plus les frais.
20.00 Journal. 20.40 Cnéma : l'Houneur des Prizzi m 22.55 Téléfim : Le
piège (rediff.). 0.00 Journal de mhufic.
0.35 Cinéma : Dyna mite Jack □
2.15 Magazine : Ciné Cinq (rediff.).
2.30 Cinéma : Afombre d'un été □
3.50 Magazine : Ciné Cinq (rediff.).
4.00 Cinéma : Les combinards.

8.40 La lucarme d'Amilear. 9.00 Jeu : Clip dédicace. 11.00 Revenez quand vons voulez. 11.55 lufoconsommation. 12.05 Magazine : Ciné 6. 12.30 Série : La petite maison dans la prairie. 13.20 Téléfilm : Le trèsor du fautôme. 14.30 Téléfilm : Un enfaut dans la ville. 16.00 Série : L'aventurier. 16.25 Série : Filt, hit, hourra ! ▶ 16.35 Magazine : Quand la science mène l'etquête. 17.30 Magazine : Le glaive et la balance. 18.05 Série : Brigade de misi. 19.00 Série : Espion modèle. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.35 Cinéma : Rive droite, rive ganche u 22.25 Capital (rediff.). 22.30 Cinéma : Premiers désirs □ 0.00 Revenez quand vons voulez (rediff.). 255 Munique : Boulevard des clips. 2.00 Leo saintes chéries (39 épisode). 2.25 M 6 aime le cinéma (rediff.). 3.15 Variétés : Carabine FM. 3.40 Quand la science mène l'enquête (rediff.). 4.30 Variétés : Carabine FM. 4.55 Leo saintes chéries (rediff.). 5.20 Minsique : Boulevard des clips.



### AQUITAINE

### Un bilan éconontique

Les relations entre l'Aquitaine et l'Espagne sont au cœur de la deuxième édition d'Aquitaine Eco, l'annuaire économique régional réalisé par le quotidien Sud-Ouest. Ce dossier passe en revue les diffé-rences et les affinités culturelles, vinicoles, industrielles et technologiques entre la région Sud-Ouest et les

provinces espagnoles. Outre cette nouveauté, Aquitaine Eco reprend les grands chapitres de la première édition 1988 : portraits de chefs d'entreprise, de grands commis, de créateurs : bilans agricoles et industriels : statistiques et fiches techniques de cent plus grosses entreprises aquitaines. Une part importante de l'annuaire est également consacrée aux innova-

\* Aquitaine Eco, les dossiers du quo-tidien Sud-Ouest, 8, rue de Cheverus Bordeaux (70 F).

### **ILE-DE-FRANCE**

### Un nouveau parc à Villepinte ?

Bernard Cambournac, nouveau président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, a déclaré qu'il ne serait pas hostile à l'éventuelle création d'un nouveau parc d'expositions, nommé Paris-Nord Villepinte numéro 2, comme il y a Roissy I et Roissy 2.

Il a annoncé qu'un réaménag ment du parc des expositions de la porte de Versailles à Paris était à l'étude et que le parc des expositions de Villepinte, · qui sera déjà trop petit quand il sera complet ·, va être agrandi : de 11,5 hectares à 16.

### LANGUEDOC-ROUSSILLON

### Essence postale

C'est sans doute la première fois en France que la poste s'associe à une collectivité locale pour assurer le maintien d'une station-service en

Au cœur des Cévennes lozériennes, à Sainte-Croix-Vallée-Française (308 habitants), fonctionne depuis quelques jours une pompe à essence entièrement automatique dont les travaux d'installation ont été financés à la fois par la poste (150 000 francs) et par a commune (100 000 francs). Une association constituée de postiers et d'élus municipaux en assurera la gestion. Les bénéfices seront répartis à parts égales entre les œuvres sociales de la poste et celles de la commune.

### LA RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

## L'Ile-de-France toujours la plus riche

SUIVANT une étude récente de l'INSEE, en 1986, comme par le passé, les régions françaises contribuent inéga-lement au produit intérieur brut (PIB) (1) : l'Ile-de-France produit plus du quart de la richesse nationale alors que la part des autres régions varie de 1 % pour le Limou-sin et la Franche-Comté à 9 % pour la région Rhône-Alpes.

La différence de taille des régions n'est pas la seule explication de ces disparités. Lorsqu'on rapporte le PIB au nombre d'habitants de la région, l'éventail des disparités reste encore très ouvert. L'ile-de-France est toujours la mieux pourvue mais l'Alsace et la Haute-Normandie devancent la région Rhöne-Alpes, A l'inverse, l'Auvergne et le Languedoc-Roussillon rejoignent le Limousin dans le groupe des régions qui contribuent le moins à la richesse nationale.

### L'axe nord-estsud-ouest

La hiérarchie des PIB s'est peu modifiée ces dernières années bien que la croissance n'ait pas été homogène partout. Les régions

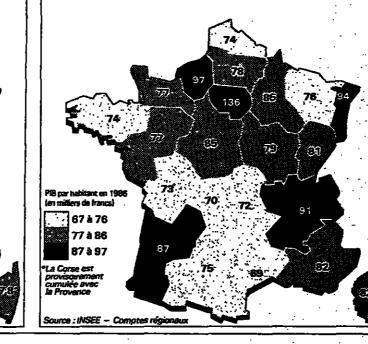
est-sud-ouest, déjà connues pour leurs difficultés économiques et sociales : Limousin, Auvergne, Lorraine entre autres. De part et d'autre de cet axe, les régions les plus dynamiques sont l'Alsace, la Basselormandie et Rhône-Alpes.

Autre indication : la progression du tertiaire, de l'ordre de 9 %, a été supérieure à celles de l'industrie (7 %) et de l'agriculture (3 %). De 1982 à 1986, le commerce et les services marchands ont été dans toutes les régions les moteurs principaux de la croissance. Le secteur tertiaire produit partout plus de la moitié de la valeur ajoutée. Dans deux régions, l'Ile-de-France et la Provence. ce seuil est atteint avec les seules activités marchandes.

L'industrie carde un rôle important, bies qu'en diminution, dans la formation de la richesse régionale, à la fois parce qu'elle entraîne le secteur tertiaire et parce qu'elle pèse encore beaucoup dans l'économie de la plupart des régions. Ainsi en Franche-Comté et en Alsace, l'industrie hors énergie contribue pour plus de 30 % à la valeur ajoutée de la région. L'évolution du secteur indusdu tertiaire : d'un côté on trouve la Haute-Normandie et l'Alsace (autour de 10 % d'augmentation de la valeur ajoutée industrielle hors énergie), de l'autre, le Limousin et le Nord (moins de 5 % d'augmentation).

L'industrie conserve une place importante dans les régions de l'Est, où son implantation est traditionnelle. Ailleurs, cette spécificité industrielle est partagée avec l'agriculture comme dans les régions qui, ceinturant l'Ile-de-France (Centre, Picardie, Bourgogne), ont profité de la décentralisation des établissements parisiens. Les régions du Sud et de l'Ouest ont des caractéristiques plutôt agri-coles (Basse-Normandie, Poitou) l'agriculture se combinant au tertiaire (Bretagne, Languedoc, Midi-Pyrénées) ou à l'industrie (Aqui-taine, Auvergne, Pays de la Loire). Toutefois, seule Champagne-Ardenne réalise encore plus de 10 % de sa valeur ajoutée dans l'acriculture grâce... au champagne.

(1) Le produit intérieur brut preud en compte la richesse produite par les entreprises installées en France, qu'elles soient françaises ou étran-



simule pas sa vive satisfaction. "Depuis huit mois, dit-il, l'unique station-service du village était fermée. Pour avoir de l'essence, il fallait faire 30 kilomètres. Nous étions obligés de réagir. -

De son côté, l'administration postale voyait ses charges de fonctionnement s'alourdir dangereusement. Faute de trouver du carburant sur place, le personnel aurait dû effectuer par an deux cents heures supplémentaires et parcourir chaque année plus de 3 600 kilomètres sur des routes sinueuses et dangereuses.

La solution originale qui a été adoptée donne entière satisfaction

d'utiliser des cartes magnétiques, en vente dans le commerce local, afin d'obtenir du carburant à toute heure du jour et de la nuit.

### NORD-PAS-de-CALAIS

### Licenciés sur minitel

Pour reclasser son personnel, dans la perspective de la fermeture, conrant 1989, de son usine de Raismes, dans le Nord, la direction d'Alsthom, division ferroviaire, va recourir à une système original proposé et

ar ia Maison ( fessions de Marcq-en-Barceul (près de Lille). Elle va constituer un fichier sur minitel, accessible par le 3614, recensant les salariés de l'entreprise Alsthom, leur qualification, leur curriculum vitae et présentant des renseignements sur l'usine de Raismes.

Par le biais du minitel, les entreprises à la recherche de personnels qualifiés et compétents pourront laisser un message dans une boîte aux lettres à leur disposition. Ce système, insiste la direction de l'usine, crée un lien direct entre l'entreprise qui embanche et celle qui licencie. Il permet d'élargir, en outre, à un

offres d'emploi. Ce fichier contient actuellement quatre-vingt-dix per sonnes: ce chiffre devrait pas trois cents cinquante d'ici un an.

Cette « première » originale confirme cependant la décision de fermeture de l'usine, qui emploie aujourd'hui quelque huit cents personnes contre deux mille trois cents il v a quelques années. Les multiples démarches faites dans la région, jusqu'au président de la République. n'ont pas modifié le cours des

\* 3614, code serveur Cristelle: nom: Arsa.

### BASSE-NORMANDIE

### Le Calvados câblé

Les Caennais câblés c'est pour l'été 1989. Pour le quartier Gainbetta en tout cas. Le principe d'un contrat entre la ville et une compagnie de videocommunication, chargée de la gestion du réseau, vient en esset d'être adopté. Une première tranche de 17000 prises sera mise en service en juillet, décembre et mars 1990. Le raccordement des 38000 autres prises est prévu d'ici à 1993. Au programme : cinq chaines thématiques, trois chaines étrangères sans oublier les six chaînes

nationales françaises. A Hénouville-Saint-Clair, ville la plus importante de l'agglomération caemaise, vient d'être mise es place une société locale responsable de la construction, de l'exploitation et de la commercialisation du futur éseau câblé. Après une étade préslable et un appel d'offres, le raccordement d'une première tranche de 1500 à 2000 logements commen cera des février, le cabiage total de la ville devant intervenir en 1990 avec dix canaux en service.

### PICARDE

### Déchets utiles

Amiens est la première grande méthanisation des déchets. Le procédé mis au point per Valorga est déjà utilisé en France pour la méthanisation industrielle des déchets organiques, mais la méthanisation des ordures ménagères n'a jusqu'à maintenant été expérimentée que par quelques sociétés très spéciali-

Le procédé Valorga est présenté comme une solution propre (dépol-lution des fumées, pas d'odeurs ou en tout cas très peu), énergétique (production de biogaz contenant 60 à 65 % de méthane pouvant être distribué par le réseau de Gaz de France, production de vapeur et de chaleur) et agronomique (produc-tion d'un compost de qualité supéricure).

L'usine qui traitera chaque mois 150 000 tonnes d'ordures ménagères de la station d'éparation est construite sur un terrain de 3 hec-tares. Son implantation a été choisie de telle sorte que les bennes à ordures mémgères puissent aller et venir très facilement. D'antre part, les clients industriels potentiels pour la vapeur sont les usines toutes proches et le réseau Gaz de France pour l'alimentation en gaz de la zone industrielle et de la ville. Enfin, les cultures maraîchères de la Somme peuvent sans problème venir s'alimenter en compost. Des serres utilisatrices des calories sont installées sur place et peuvent même être étendues à l'extérieur de l'enceinte actuelle.

Wat Krasuck

5v2

Har San Control

\* ange

Maria Imprim 1974

111 ca juga

White was

The State of the Control of the Cont

9 - 30 /4 a

"是一些""哪里"

Service of the service of

... Adie de l'infe

The same Annual Control of the Control of the

10

4-1-1-E

The State of the last

· 第一年本

the second record

The same of the sa

ala tête de

### POINT DE VUE

## Reims, Châlons et leur région

par CLAUDE CAYEM (\*)

EPUIS quelques années, et notamment dans le contexte d'une régionalisation accrue s'inscrivant dans la perspective du grand marché euro-péen de 1993, il est de bon ton d'axer un certain nombre de démarches sur le renforcement de grandes

Dans le supplément consacré à la ville de Reims (« Reims au futur », le Monde du 15 décembre 1988). sous-préfecture du département de la Marne mais cité la plus peuplée de la région Champagne-Ardenne. un certain nombre de faits incontes tables sont mis en avant pour rappeler l'importance du développement de cette ville.

Mais le mieux étant l'ennemi du bien, il est important d'appeler l'attention sur les dangers de la concentration au profit d'une seule agglomération de tous les projets d'aménagement, qu'ils soient organises, suscités ou soutenus par l'Etat ou par la région.

(\*) Président de la chambre de commerces et d'industries de Châlons-sur-Marne.

> Cette page a été réalisée par nos correspondents : MICHEL CURIE. JEAN-MARC GILLY. JEAN-RÊNÉ LORE, GINETTE DE MATHA, **PASCALE MONNIER**

Coordination: JACQUES-FRANÇOIS SIMON

Reims bénéficie incontestablement d'une aura culturelle et touristique qu'il serait vain de nier, et dont la région Champagne-Ardenne s'enorgueillit à juste titre. Il est vrai effectivement que la cité des Sacres, qui propose à tous les touristes français et internationaux la beauté de son architecture culturelle (cathédrale et basilique Saint-Rémi notamment) ou artistique (« l'ange au sourire »), ainsi que le renom mondial de ce produit d'exception qu'est le champagne. doit conserver ce rôle de phare pour l'ensemble de la région Champagne-Ardenne.

### Concentration et désertification

Il est incontestable également que Reims bénéficie d'atouts importants au plan économique, en raison de la concentration d'industries prospères appuyées par la création et le développement d'un centre

Mais le développement harmonieux d'une région ne doit pas se faire par l'unique concentration sur un seul pôle d'attraction, au détriment de toutes les autres agglomérations de la région, sous peine de conduire à des excès, notamment à la désertification des autres dépar-

Lorsque le schéma directeur d'aménagement routier avait prévu au début des années 60 de relier la capitale de la France aux régions de l'Est, une longue polémique s'était instaurée qui avait vu le triomphe du « politique » sur l'économique, par una déviation contestable de l'auto-

route A 4, dont le traiet a été rallongé d'une trentaine de kilomètres pour lui permettre de tangenter

Cela peut être jugé comme une faute, car une autoroute ne peut être considérée comme un sentier de tourisme mais au contraire comme un moyen de liaison rapide au profit notamment des transports routiers, ce qui n'est pas le cas particulièrement inadapté aux poids lourds français et européens, qui, dès lors, continuent à emprunter les

Les liaisons autoroutières ont été décidées dans un esprit de logique au profit de l'économie, et il convient de prendre pour exer les autoroutes A 6 et A 10, dont le tracé est le plus rectiligne possible ou suit les reliefs du terrain, et pour lesquelles il a suffi de prévoir des bretelles le plus souvent gratuites afin de desservir les principaux centres régionaux (exemple : Dijon, La

### Par où le TGV ?

Il serait regrettable que cette erreur soit renouvelée à l'occasion des discussions qui préparent les décisions concernant le tracé du TGV Est, et qu'une nouveile fois, pour des raisons sur lesquelles it ne m'appartient pas de porter un jugement, soit retenu un détournement du tracé logique, au profit, une fois encore. d'une seule ville, aussi importante soit-elle.

Le simple examen à la lumière de la raison d'une carte de France conduit à prévoir le passage du

Reims et de Châlons-sur-Marne afin de narmettre à toutes les villes d'importance du département de la Marne d'en bénéficier avec autant de bonheur sans remettre en cause la nécessité du désenciavement des Ardennes. Des ramifications pourront être envisagées éventuelle vers la future gare qu'il conviendra ment des liaisons régionales rapides ferroviaires.

Cette décision s'inscrirait dans la volonté réelle des pouvoirs publics de ne pas concentrer au profit d'une seule agglomération l'ensemble des chances de développement de toute une région, et éviterait de dévaloriser les efforts déployés dans l'ensemble des villes movennes pour devenir des centres de déveoppement concurrentials, notamment pour le grand marché auro-

Divers exemples de développement harmonieux peuvent être déjà releves en France, et notamment dans les régions de l'Aquitaine ou de la Bretagne, voire de Normandie (au contraire de Midi-Pyrénées), où les métropoles n'ont pas conservé la totalité des moyens de développement mais ont favorisé au contraire l'essai image de diverses forces d'appui concourant à l'intérêt général.

La France a souffert pendant trop de siècles de la concentration de tous les moyens culturels, économiques, politiques, sociaux, intellertuels à Paris au détriment de la province, pour qu'un cri d'alarme ne soit pas lancé afin d'éviter de renouveler à ce titre des erreurs dans le cadre de la région.

### **BIBLIOGRAPHIE**

La revanche du Sud

### le Midi d'hier. Tel pourrait être un premier résumé du propos de quatre chercheurs montpélliérains dans l'ouvrage qu'ils vien-nent de publier : la Revanche du Sud. Aucune intention polémique ni revancharde dans ce titre, prennent soin de préciser les auteurs : ils souhaitent simplement établir un constat et en proposer quelques expli-

Le constat est évident, et a déjà été signalé : les régions méridionales, en France mais aussi en Europe et ailleurs dans le monde, après avoir été longtemps les plus pauvres, les moins dynamiques et, pour cela, les plus délaissées par les pouvoirs publics et les grands investisseurs, ont, depuis vingt ans, commencé d'attirer

hommes d'entreprises et hommes de recherche, se sont réveillées. Pourquoi ? Parce que, expliquent nos auteurs, l'économie ne se déve-loppe plus sur le même modèle : la production s'est libérée des contraintes de la localisation impo-

E Sud d'aujourd'hui n'est plus sées par la présence ou non de matières premières et de sources d'énergie ; parce que ce que l'on peut appeier la culture - la qualité des sites aussi bien que celle de la vie est devenu un élément important de la stratégie industrielle.

Peut-on aller plus loin et dire, comme on le fait ici, que le Sud est devenue une sorte de laboratoire des modes de vic de demain, lorsque . le travail ne sera plus la référence unique de l'homme dans la société? -Ce livre a le mérite de poser la question et de replacer le débat économi-que dans le contexte plus général de l'évolution de notre société et, pourrait-on dire, de notre civilisation.

\* La Revanche du Sud. Edition L'Harmatian, 166 pages, 90 F, par Alain Berger, Joseph Cantazano, José D. Fornairos et Jacques Ronzier, tous quatre travaillant an Centre régional de la productivité et des études éc laboratoire associé au CNRS et relevant de l'université Montpellier-L

## Un atlas de l'aménagement

N présentant l'-Atlas de l'aménagement du territoire», fruit d'un travail de près de deux ans conduit sous l'égide de la DATAR, Jacques Chérèque a cherché à dissiper les opinions et commentaires pessimistes qui se répandent depuis plusieurs années sur cette politique qu'il a en charge depuis sept mois. « Nous sommes dans une situation de transition, et il faut retrouver ses marques. Je ne me range ni du côté des nostalgiques ni de celui des incroyants, "

Le ministre estime qu'il faut naviguer entre deux contraintes : l'environnement international et européen. qui impose une modernisation abso-lue de l'appareil de production national, des moyens de formation, des infrastructures de communication; l'impératif de solidarité et de cohé-SION SOCIALE

De ce point de vue le ministre délégué chargé de l'aménagement du ter-ritoire et des reconversions à amoncé qu'il avait commencé une série de consultations de plusieurs personnalités pour élaborer des mesures en vue de l'aménagement de la région parisienne et de la réduction du déséuilibre persistant entre l'Ile-de-France et la province. Mais ces mesures ne scront officialisées qu'après les élections municipales.

Le Modern Are we will still

Marie Wall

Si, tant à Evreux (Eure), zone de forte implantation FO, qu'à Greno-ble (Isère), région de faible implantation, les militants de Force ouvrière se sentent effectivement un peu orphelins et réagissent de manière très affective, ils sont déjà transportés dans l'a après-Bergeron .. . Bergeron, explique Michel Binet, cinquante et un ans, militant de la métallurgie de l'Eure, c'était presque la perfection. Cela fait un grand vide. Mais il n'est pas irremplaçable. « Nul n'est irremplaçable », surenchérit Patrick Foucher, trente-huit ans (communaux

d'Evreux). Même sentiment à Grenoble chez Daniel Georgeot, employé d'une quarantaine d'années chez Ato-chem; adhérent à FO depuis six ans et... « bergeronien» : « Il a fait son temps. Il faut du sang nouveau sur la même ligne et les mêmes prin-cipes. » Postier de Voiron proche de la retraite, Georges Tocquet assis-tait en 1963 au congrès à l'issue duquel M. Bergeron a pris les rênes :

On va regretter son départ, mais... c'est la roue qui tourne.

Pourtant, les compliments ne manquent pas. « Bergeros a marqué, explique Patrick Foucher. Il représente pour moi les acquis sociaux - Dans cette UD de l'Eure où, à l'image du secrétaire général, Jean Jayer, les militants sont plutôt favorables à Marc Blondel, Jean-Pierre Sauvaget, quarante-sept ans, employé aux fromageries Boursin, estime que « Bergeron a sû résister depuis vingt-cinq ans à toutes les tentations politiques ». Jean Loyaty, un enseignant d'Evreux de trente-

Sons de cloche proches à Greno-ble, où le secrétaire général de l'UD, Maurice Rossat, roule, lui, pour Claude Pitous. « Bergeron a fait l'unité », assure Daniel Georgeot. Militant depuis quinze ans, Henri Fouillard, employé dans le papier-carton, est catégorique : « On sem l'homme de cour. A la hore des l'homme de cœur. A la base, c'est Bergeron qui a fuit adhérer la plupart des militants. » Adhérent depuis 1981, Gabriel Landru, jeune inspecteur des impôts, souligne que « Bergeron avait une image chaleureuse et dynamique, positive dans le

### Une image chaleureuse

La bataille de la succession, inédite avec doux candidats, suscite des avis très divers. Pour Madeleine Naturel, ciaquante-ciaq ans, employée à la Télémécanique dans l'Eure, « Bergeron aurait du préparer son départ en avançant le nom de son successeur ». Pour Alain Sanchez, agent d'EDF à Grenoble, la succession passe au-dessus des adhérents et même des militants, car ils ne connaissent pas plus Pitous que Biondel » « On n'a pas été suffisamment informés, indique Jean-Pierre Sauvaget. Il aurait fallu présenter davantage les étéments du choix. » Pour l'heure, il voterait « blanc ». Michel Bonneau quarante ans, employé à la Sécurité sociale à Evreux, s'inquiète : - Je regrette fort que l'organisation n'ait pas présenté un seul candidat. Cela veut dire qu'il y a des tendances et peut-etre deux façons de faire du

Pas du tout, réplique Michel Binet, pour qui - Bergeron n'avait pas à imposer son dauphin. Il faut laisser cela à la démocratie, se félicitant de la différence avec la CFDT, où « ils ont imposé un candidat - pour la succession d'Edmond Maire. - Cela redore le blason de FO, commente Patrick Foucher, que les choses ne soient pas faites à l'avance. S'agit-il alors avec deux candidats d'un débat d'orientation? huit ans, lui sait gre d'avoir - su Affirmatif, répond Jean Lovaty, qui qu'on va continuer à revendiquer ou est-ce qu'on va donner des brouillons aux ministères, comme la FEN à l'éducation nationale?

Négatif, assure Alain Sanchez : «Ce n'est pas un choix entre deux orientations. Quel que soit l'élu, il sera obligé de respecter les orientations définies en congrès. Patrice Queneuille, trente ans, agent de l'équipement à Evreux, donne une autre interprétation du respect des orientations : « Si la personne élue à la tête de PO ne respecte pas la base et l'indépendance syndicale, elle pourra être démise. » N'empêche! Pour M. Bonneau, « il y a de sacrées différences entre les deux candidats sur la conception du syndicalisme. Blondel, c'est le syndicalisme revendicatif. Pitous le syndicalisme d'accompagnement ». « Pas de recentrage! », proclame Daniel Georgeot, qui poursuit : « Pitous est plus à même de préserver les principes de FO. Avec lui, on évitera peut-être certains noyautages, ou certaines tentatives de déstabilisation interne. . . Il faut que le successeur maintienne le cap sans bouger, assure Jean-Pierre Sauvaget, car l'équilibre est très fragile. »

### Revendications et héritage

Dans les deux camps, les soutiens au candidat choisi s'accompagnent sonvent de vives critiques du rival. Chez les « blondellistes » d'Evreux, qui se flattent d'avoir presque tous consulté leurs syndicats, Jean Lovaty explique qu'il s'est prononcé pour Blondel car « c'est la défense intransigeante des revendications », mais en même temps « contre la recomposition syndicale, cet horrible terme ». Pour Gérard Albessart, trente-trois ans, agent des PTT, « Blondel s'est prononcé contre la recomposition syndicale. Pitous, lui, n'a pris position sur le droit de grève dans la fonction publique. Blondel en veut, Pitous manie un peu le bouclier. Il ne s'exprime pas sur l'indépendance, il navigue entre deux eaux. - Tandis qu'un de ses camarades glisse que « le CNPF préfère Pitous », Michel Bonneau

tir de l'héritage de Bergeron on peut faire un placement de père de famille ou prendre un style plus

offensif. -Seul « pitousien » rencontré à Evreux, André Legros, trente-neuf ans (action sociale), affirme que « Blondel a une tendance politique. Pitous me semble plus proche de Bergeron. C'est la préservation de l'héritage ». Même sentiment chez les « pitousiens » grenoblois : « Pitous, c'est davantage le suivi de Bergeron. L'autre aurait tendan partir plus vite. - Henri Fouillard reproche à Michel Blondel de faire pression sur les unions départemen-tales « à travers les fédérations ». Quant à Gabriel Landra, il considèse que, « quand on s'appuie sur des fractions minoritaires, on risque au retour de faire des concessions au-delà du raisonnable. Pitous, lui, pourra rassembler, y compris les minoritaires ». L'ombre de Trotski plane un instant. Tous les « pitousiens » grenoblois se déclarent hostiles à tonte recomposition syndicale, mais Jean-Claude Perratone, du CHU de Grenoble, militant depuis quinze ans, se montre plus nuancé : « Sur l'Europe, il y aura peut-être des positions communes aui seront nécessaires. »

Nombreux sont les militants, tant blondellistes » que « pitousiens », qui pensent qu'après une bataille aussi dure l'élection ne pacifiera pas totalement l'organisation. - Je crains des séquelles, lâche Alain Sanchez. Il faudra du temps. » « Je pense qu'il y aura des règlements de comptes », ajoute Jean-Claude Perratone. Pour Gérard Albessart, « la démocratie va être sauvée, mais cela laissera des séquelles comme à la fédération des PTT, où, après le départ de Pitous, il y avait aussi deux candidats. Deux clans se sont formés. Je crains de petites chasses aux sorcières ». « La tolérance en a pris un sacré coup », lâche Georges Tocquet, qui ajoute avec triste face à un éventuel résultat qu'il ne souhaite pas : « Si demain Blondel est élu, on sera tous derrière lui, » Et dans l'autre hypothèse?

MICHEL NOBLECOURT.

### **ETRANGER**

La croissance a atteint 3,8% en 1988

### L'activité économique reste très vigoureuse aux Etats-Unis

propos du président George Bush à l'occasion de sa première conférence de presse. vendredi 27 janvier, ont plus impressionné les miliaux financiers que les chiffres provisoires publiés le même jour par le département du rce : une croissance de 2% du produit national brut au quatrième trimestre. portant à 3,8 % la croissance pour l'ensemble de 1988.

Le nouveau président a. il est vrai, su prendre les Américains dans le sens du poil. Pour calmer la tempête provoquée par l'hypothèse, présentée par son secrétaire au Trésor. M. Nicholas Brady, d'une taxe sur les dépôts destinée à renflouer les caisses d'épargne en difficulté (le Monde du 27 ianvier). M. Bush a souligné qu'il ne s'agissait que d'une « option », même pas d'une «proposition». A l'adresse des chefs d'entreprise, il a confirmé ses engagements électoraux, une baisse de l'impôt sur les plusvalues, et a soigné son image libérale en soulignant que, si la lourde dette des sociétés américaines pouvait être jugée préoccupante, son gouvernement se refusait à dicter un niveau maximal à leur endettement.

chés à de telles déclarations, les économistes soulignent que la croissance économique reste viacureuse, trop même selon les critères de la Réserve fédérale. Certes, la progression du produit national brut au dernier trimestre a, selon les premiers chiffres, été moins forte qu'au troisième : 2 % contre 2,5 %. Mais si l'apparente accalmie de la consommation est jugée encourageante avec une progression

Jugés séduisants, les des dépenses de 2,8 %, contre 3,9 % au troisième trimestre, les investissements et, surtout, les exportations s'essoufflent.

> importance particulière aux pre-mières déclarations de M<sup>re</sup> Carla commerciales internationales. Confirmant la volonté de l'équice Bush d'appliquer de façon « agressive » le trade bill voté en août demier pour lutter contre les pratiques jugées déloyales des partenaires des Etats-Unis, Me Hills s'est dite prête à ouvrir « à la barre à mine » le marché iaponais du riz, et elle a fait part de son initation à l'égard des subventions dont bénéficie l'Airbus européen. Si les exportations américaines, l'une des bases de la croissance 1988 avec la consommation, fléchissent, on imagine ce que de tels propos impliquent de tensions pour les relations commerciales internationales.

> L'expansion économique de l'an demier, de 3,8 % contre 3,4 % en 1987, comporte enfin des éléments d'inquiétude pour l'avenir. La sécheresse qui a frappé l'agriculture américaine l'été dernier l'a réduite de 0,5 point. La production agricole retrouvant un rythme plus souau cours des mois à venir, la conioncture redeviendra très dynamique. Un premier test pour les relations entre la Maison Blanche, qui souligne l'absence de véritables pressions inflationnistes, et la Réserve fédérale, soucieuse de prévenir le mal et partisan d'une croissance maximale de 2,5 %, fondamentalement dépassée de l'avis de la majorité des analystes.

### Champion de la ligne médiane

### M. Henri Krasucki va se maintenir à la tête de la CGT

La nouvelle sera annoncée officiellement à la prochaine réunion de la commission exécutive de la CGT, le 8 février : M. Henri Krasucki, soixante quatre ans, va brigner un troi-sième mandat de secrétaire général de la CGT, à l'issue du 43º congrès confédéral à Montreuil du 21 an 26 mai. Depuis plusieurs mois en difficulté, et cale mondiale (FSM), - ce qui l'amèdonné partant au profit de M. Louis serait à laisser davantage de champ Viannet (le Monde du 3 août), pour l'action revendicative à M. Vian-M. Krasucki a opéré un rétablissement spectaculaire à la faveur des conflits socieux de l'automoe 1988.

L'amorce d'une remontée de la CGT dans de nombreuses élections professionnelles - tant à EDF qu'à la RATP, aux Charbonnages de France ou tout demièrement à Renault-Billancourt a également joné en sa faveur. La déci-sion de le maintenir, alors que les têtes changent à la CFDT et à FO, aurait été prise à la mi-décembre par le bareau politique du PCF.

Avant d'armoncer son maintien, M. Krasucki, qui tentait de s'accrocher à son poste depuis plusieurs mois en pratiquant une ligne médiane entre les durs» et les partisans d'une plus grande ouverture tout en accentuant les convergences avec le PCF, s'est entretem avec chacun des dix-huit membres du hureau confédéral.

Il a, selon divers échos, tenté de montrer qu'il tenait bien les rênes de son organisation sur une ligne ferme mais démute d'agressivité inutile à l'égard du gouvernement on des autres syndicats, notamment à travers la conomie des

récentes grèves.

M. Krasucki devrait cependant être amené pour ce nouveau mandat à par-

 Suppressions d'emplois confirmées chez Benault. — Le comité central d'entreprise de la Régie Renault, réuni toute la journée du 27 janvier à Boulogne-Billancourt, a examiné « le plan social » accompagnant la suppression de 2753 emplois en 1989 (le Monde de 200 mario). du 26 janvier). La CGT n'a pas participé au vote sur le projet de licencie ment collectif pour motif économique, ni sur les projets de convention avec l'Office des migrations interna-tionales (OMI). Comme la CFDT et FO. la CGT n'a pas participé au vote sur le projet de convention pour une ellocation temporaire dégressive, tandis que la CGC votait contre. La CGC a également voté contre le projet de licenciement — sur lequel FO et la CFDT n'ont pas participé au vote, — mais a approuvé, comme la CFDT et FO, les conventions FNE et

tager davantage le pouvoir. Sans devenir secrétaire général adjoint, M. Louis Viannet se trouverait officiellement consacré numéro deux, en conservant la direction de la politique revendicative. M. Krasucki s'occuperait davantage du secteur international — il est responsa-ble de l'Europe à la Fédération syndipour l'action revendicative à M. Vian-

Cette nouvelle répartition relance également Phypothèse selon laquelle il pourrait être amené à passer la main avant la fin de ce nouveau mandat de trois ans, si, par exemple, il prenait la présidence de la FSM dont le prochain congrès devrait avoir lieu à la fin de 1990. A condition que les Soviétiques acceptent le remplacement de l'actuel président, M. Gaspar (Hongrie).

M. François Duteil, membre du burean politique du PCF - comme MM Krasucki et Viannet, - qui avait aussi été sur les rangs pour la succes-sion, pourrait prendre du galon. Il devrait abandonner après le congrès confédéral le secrétariat général de la Fédération de l'énergie (peut-être au profit de M. Cohèn) et prendre de nouvelles responsabilités confédérales. On parle de le direction de la Via gaurière parle de la direction de la Vie ouvrière (que perdrait alors M. Viannet) ou du secteur organisation (si M. Warcholak prend alors une autre fonction).

Le bureau confédéral de la CGT pourrait être ramené de dix-huit à dixsept membres avec le départ de Ms Thérèse Poupon. M. Daniel Anglerand, un des deux socialistes du bureau confédéral, ne devrait pas se représenter au prochain congrès ou abandonner ses fonctions un au après.

Lors de l'adoption du document d'orientation du 43° congrès, à la com-mission exécutive de janvier, il a été le seul parmi les socialistes présents (1) à voter « pour », alors que les autres s'abstenaient. Les socialistes entendent cependant conserver le même nombre de posses - deux - an bureau confédéral. Si tel n'était pas le cas, un conflit ouvert risquerait d'éclater.

.(1) Les socialistes membres de la com-minion exécutive de la CGT comptent un membre de moins depuis la démission, à l'autonne, de M<sup>-</sup> Jeanine Parem, comme pour sa forte personnalité et su passion à défendre ses positions, qui a quitté l'UGICT et la CGT. M. André Deinchet, secrétaire de la CGT, M. Gond et M. Moi-tet (MRG) se sont abstesse. M. Gérard Gauné, membre du comité directeur du PS, absent lors du vote, avait fait connaître su position en faveur de l'abstention.

### **AFFAIRES**

### Après les autres firmes automobiles japonaises

### Toyota veut construire une usine de voitures en Europe

sur la construction en Europe d'une usine de 200000 voitures qui entre-rait en service en 1992. Elle emploierait trois mille personnes à la fabrication de modèles de 1,8 litre de cylindrée, pour un investissement de 7,5 milliards de francs. La part de la valeur ajoutée locale atteindrait 80% « dès que possible ».

Toyota a précisé que la Grande-Bretagne est « l'un des candidats ayant de fortes chances » d'accueillir la future installation. La veille, à Londres, lord Young, ministre du commerce et de l'industrie, avait dévoilé le projet, ajoutant que le groupe nippon recevrait « un accueil chaleureux du gouvernement » de Sa Majesté.

Toyota n'a pas encore d'usine en Europe. Premier groupe nippon et

ES 3 000 emplois de Toyota dont

L la Grande-Bretagne semble à nouveau devoir bénéficier arrivent au

moment où le gouvernement français

s'interroge à nouveau sur les inves-

tissements ignonais en France, Inter-

rogation lancée à propos du projet

(refusé) de Subaru de produire des

voitures à Angers, mais qui s'est

Ecoutant de moins en moins les

craintes des industriels français, le

gouvernement a progressivement depuis 1980 assoupli sa politique

vis-à-vis des investissements étran-

gers. Le 15 septembre 1988, une circulaire de M. Bérégovoy a sup-

primé toute autorisation : en théorie

s'implante en France qui veut. En réalité, comme beaucoup d'entre-

prises demandent à bénéficier

d'aides à la création d'emplois,

l'administration intervient. En outre.

il reste des secteurs où sa bénédic-

tion est nécessaire : les équipements

de télécommunications (homologa-

tion des P et T), les médicaments

(autorisation de mise sur le marché),

les automobiles, où les Japonais sont

limités à 3 % du marché, et les pro-

duits comme les équipements d'élec-

tronique grand public soumis à une

surveillance plus ou moins sévère.

Sans doute les explications sont

étendue en fait à tous les secteurs.

Interrogations en France

Le groupe japonais Toyota a troisième mondial, il se devait de avec Volkswagen. La crainte d'une annoncé, le vendredi 27 janvier, réagir dans la perspective de 1993 réaction hostile des constructeurs avoir lancé une étude de faisabilité au mouvement engagé par ses européens avait conduit Toyota dans concurrents. Devant le risque de voir s'installer un quota (autour de 10%) pour les importations japonaises en Europe, Nissan a décidé con de montage de 4x4 au Portunaises en Europe, Nissan a décidé de bâtir une usine qui produira à Sunderland, dans le nord de l'Angleterre, à partir de 1992, 250000 véhicules par an, dont 40% seront reexportés vers l'Europe. Honda, de son côté, avait anticipé en concluant avec Rover divers accords techniques et commerciaux. Honda construira aussi une usine de moteurs en Angleterre.

Ailleurs qu'en Grande-Bretagne, les Japonais ont employé une straté-gie d'attaque des marchés périphériques des véhicules utilitaires et toutterrain (4×4) : Nissan en Espagne, Mitsubishi avec Daimler, et Toyota

état de causa, la France n'est que

très peu arrosée par la pluie d'inves-

tissements que les Japonais font

tomber de par le monde ces der-nières années : 149 millions de dol-

lars d'avril à septembre 1988, contre

1 985 millions en Grande-Bretagne ou même 662 aux Pays-Bas (1).

quatre ans du grand marché euro-

péen, la France ne fait-elle pas une

erreur à ne pas s'ouvrir complète-ment aux investisseurs nippons, en

clair à ne pas les attirer coûte que

coûte ? Pourquoi les refuser à

Angers quand, de Grande-Bretagne.

ils nous expédieront les produits sans

entrave après 1992, c'est-à-dire

demain? Ne creuse-t-on pas deup

déficits : celui de l'emploi mais aussi

La réponse est en réalité très com-

plexe : il faut tenir compte de multi-

ples effets induits chez les fabricants

européens ou leurs sous-traitants. Le

mieux serait évidemment une coordi-

nation globale à Bruxelies. Mais, en

son absence, quelle doctrine adop-

ter, en particulier dans l'automo-

(1) Deraiers chiffres connus.

ÉRIC LE BOUCHER.

celui de la balance commerciale ?

La question posée est simple : à

gal, et des conversations engagées (mais démenties) avec Renault. Son changement tactique va reposer le débat sur les investissements directs japonais en Europe et sur le rôle de «cheval de Troie» joué par la Grande-Bretagne : Mª Thatcher rebâtit une industrie sous dépendance nippone sans égard pour les conséquences sur les constructeurs enropéens.

Toyota va relancer aussi un second débat qui porte sur la concurrence «suicidaire» que se livrent les pays européens pour attirer les investissements et les emplois. Malgré ses efforts, Bruxelles a été incapable jusqu'ici de maîtriser le niveau d'aides tant les guichets mis en place dans chaque pays sont nombreux et parfois bien cachés. Toyota pourrait en **Télécommunications** 

### ATT ou Siemens: l'Italie n'a pas encore choisi

Contrairement à ce que nous laissions entendre dans *le Monde* du 28 janvier, le conseil des ministres italien n'a pas annoncé, vendredi 27 janvier, à Rome, que le géant américain ATT était choisi pour partenaire central d'Italtel, la société locale de télécommunications. Dans l'après-midi, en revanche, le ministre de la fonction publique, M. Cirino Pomicino, a fait savoir qu'une nouvelle réunion avec ses trois collègues des postes, du travail et des participations d'Etat, aura lien au début de la semaine suivante. Un peu plus tard, la filiale italienne du groupe allemand Sie-mens, troisième candidat européen à l'association avec Italtel (avec Alcatel et Ericsson), confirmait avoir fait une nouvelle proposition.

Bref, un peu embarrassé à l'idée d'annopcer un accord aussi capital avec un partenaire américain, la très curopéenne Italie semble vouloir jouer les prolongations. Aux challengers du groupe américain de savoir en profiter...

### PECHE

### Les élus et les professionnels de Saint-Malo reçus à Matignon

RENNES de notre correspondant

Le conflit entre les pêcheurs de Saint-Malo a connu, les 27 et 28 jan-vier, de nouveaux développements.

A l'appel des salariés de la Coma-pêche (deux cents personnes, dont cent vingt marins), les habitants de Saint-Malo étaient appelés à participer samedi 28 janvier à une opéra-tion «ville morte». Celle-ci devait se traduire par une fermeture des commerces et une manifestation dans les rues de la cité corsaire à

Alors qu'un accord (dont on ignore les termes précis, notamment les compensation financières) était négocié vendredi soir au ministère de la mer avec les représentants de la Comapêche et les élus malouins, cinq personnes observaient toujours

samedi matin une grève de la faim débutée jeudi dans un local de l'hôtel de ville de Saint-Malo.

Après l'occupation vendredi des bureaux des affaires maritimes et la présence prolongée du député René Couanau (CDS) à la souspréfecture, seule subsistait samedi matin l'occupation du bureau de l'écluse, interdisant donc à trois navires l'accès aux bassins portuaires. Parmi eux un bateau soviétique venu pour charger une cargaison de viandes. Les dockers CGT de Saint-Malo ont alerté leur fédération pour que le chargement ne se pas se faire dans un autre port français.

Les élus et les professionnels malouins devaient - comme ceux de Saint-Pierre-et-Miquelon - mercredi 25 janvier, être recus à l'hôtel Matignon samedi 28 janvier.



100 Table 1

ランコン製

r - - - - -

Committee of the

90 SAFA22

25

and the second second

\* \*1741

برويتها المناسات

2.00

3.4

## Revue des valeurs

### **BOURSE DE PARIS**

LLUMÉS rue Vivienne depuis la mi-décembre, les A lampions de la fête out encore brillé d'un bel éclat ces derniers jours. Pour la sixième semaine consécutive, la Bourse de Paris a fait preuve de bonnes dispositions. Très bonnes même car, ralenti an cours de la précédente quinzaine, le mouvement de hausse s'est sensiblement accéléré, et les divers indices ont monté d'environ 3 %. Les professionnels n'en attendaient pas tant. Le mois boursier s'acherait lundi, et, vu le score de la liquidation générale (+ 9,14 %) — la meilleure depuis celle, somptueuse, du mois de juin 1988 (+ 12,95 %), — des ventes bénéficiaires paraissaient inévitables. Il s'en produisit effectivement. Mais, généralement bien absorbées, elles ne pesèrent pas outre mesure sur les cours

Les syndicats de personnels (Bourse et sociétés de Bourse) ayant derechef appelé à la grève pour le lendemain, la journée de mardi ne s'annonçait pas sous de très bons auspices. Sur le MONEP (marché des options), le MATIF (marché à terme des instruments financiers) et les marchés de « lutures », la paralysie fut totale. En revanche, le mot d'ordre de grève n'ayant pas été suivi à beaucoup plus de 18 % dans les sociétés de Bourse, le marché électronique en continu fonctionna, lui, normalement. Le test sur la clientèle fut positif, et, maleré normalement. Le test sur la clientèle fut positif, et, malgré le climat d'incertitude créé par les arrêts de travail, des positions furent prises en ce début de mois boursier. Beaucoup plus qu'on ne s'y attendait (+ 1,89 %). Mercredi, la Bourse retrouvait le plein usage de ses mouvements et rééditait son exploit (+ 1,88 %). Trop vite, trop fort : tel était le sentiment général sous les lambris. Il était fondé. Jeudi, de nouvelles prises de bénéfices furent enregistrées et. en début d'après-midi, la baisse dépassait 1%. Pas longtemps. Progressivement le marché réduisait l'écart et, à la clôture, l'indicateur instantané n'affichait plus qu'un repli de 0,69 %, somme toute assez modique. A la veille du week-end, de nouveaux dégagements survinrent, sans parvenir toutefois à influer de façon déterminante sur la tendance, qui se raffermit quelque peu (+ 0,68 %).

Tant et si bien que, sans crier gare, la Bourse, cette semaine, s'est approchée à une encâblure (1,2 % environ) de son plus baut niveau historique, atteint le 26 mars 1987 (460,4 à l'indice CAC). Le rejoindra-t-elle ?

### Sommets en vue

Beaucoup s'étoment déjà de sa dernière performance. A juste titre. Deux mauvaises nouvelles sont tombées, qui aurajent dû contrarier les bonnes dispositions du marché. En premier lieu la hausse des taux de base bancaires (de 9,25 % à 9,60 %), ensuite l'aggravation du déficit commercial de la France pour décembre (4,1 milliards de francs contre 3,6 milliards le mois précédent). Certes, mil ne se berçait trop d'illusions après la décision, prise l'autre semaine par la Banque de France, de relever son tanx d'intervention d'un demi-point. Et l'accélération des investissements industriels ne laissait aucune chance à nos échanges extérieurs de se rééquilibrer.

Phénomène du fait accompli? La formule est jolie. Les commentateurs l'emploient souveut pour expliquer l'inexplicable. Dépassé. Avec l'abondance des liquidités, les investisseurs sont tentés de voir plus loin. Certains emploieraient le verbe spéculer. Pourquoi pas?

A dire vrai, le signal de la hausse est encore une fols parti de New-York. Contre toute attente, Wall Street s'est enslammé au point de repasser très vite et sans s'attarder ses niveaux d'avant le krach. C'est M. Alan Greenspan, président du Federal Reserve Board, la banque centrale américaine, qui a mis le feu aux poudres en promettant de tout mettre en œuvre pour enrayer les effets de la surchauffe, si d'aventure l'administration ne voulait rien surchautte, si d'aveaure l'administration ne voitait ren faire. Un peu plus de rigueur avec un peu moins de croissance : le programme présenté a suscité un très vif intérêt et, surtout, rassuré les milieux financiers. Le message a été reçu 5 sur 5 ; des deux côtés de l'Atlantique, car ce qui est bon pour les Etats-Unis, locomotire de l'économie mondiale, l'est aussi pour la vieille Europe. N'exagérons rien, les problèmes sont en fait autrement plus complexes, et, à elle seule, l'inversion des taux d'intérêt ne porte pas spécialement à se réjouir. Pour beaucoup, cependant, il s'agit là d'un schéma de raisonnement ancien. Ceux-là mêmes sont, à tort on à raison, tentés de croire qu'une détente va se produire. Le résultat du PNB américain pour le quatrième trimestre, dont la publication était attendue avec impatience, semble

### Semaine du 23 au 27 janvier

aller dans le sens des espoirs nourris. Apparenment, la croissance paraît s'être un pen ralentie aux Etats-Unis, reponsance d'une surchauffe. Est-ce reponssant d'antant la measce d'ante succidante le reponssant d'antant la measce d'ante succidant le la la crédible ? Pour l'instant, une chose est certaine : Paris a la cote car la situation économique s'améliore quand même sensiblement en France. La pression à la hausse va-t-elle pour autant se maintenir? Les investisseurs étrangers, saus être très actifs, sont en tout cas très attentifs à tout ce qui se passe sons les colonnes. Ainsi, cette semaine, les Britanniques ont fait preuve de vellétés de très bon aloi. Britanniques out fait preuve de veiléités de très bon aloi. Mais tous les experts sont formels: à mesure que les cours moutent, la demande va devenir plus sélective et le franchissement des plus hauts niveaux pourrait se révéler très difficile. A moins qu'une nouvelle vague d'OPA ne déferle sur la Bourse. Pour l'instant, sur ce front, le plus grand calme règne et aucun mouvement significatif n'a été signalé ces derniers jours; si ce n'est la surenchère à 2 700 F de la CFAO sur la Ruche méridionale, hien décidée, semble-t-il, à barrer le chemin à Rallye.

Meis si l'on en croit les evuerts de la société de Rourse.

décidée, semble-t-il, à barrer le chemin à Raliye.

Mais si l'on en croît les experts de la société de Bourse Didier-Philippe, les cibles d'OPA ne manquent pas. Et d'en citer dix-sept : ACCOR, Auxiliaire d'entreprises, Bouygnes (dont le capital vient d'être verrouillé avec plus de 50 % des droits de vote et l'entrée du japonais Nippon Life Insurance à hauteur de 1,7 %), BSN, CFAO, Chub Méditerranée, DMC, Docks de France, Facom, Gascogne, Guyenne, Lafarge, Midi, Navigation mixte, Pernod-Ricard, Sommer Allibert et Strafor. Les « raiders » ont encore du pain sur la planche. A moins que la multiplication des mouvements de grère ponctuels ne les dissuade pour l'instant de tenter des opérations de grande envergure. Lundi prochain 30 janvier, l'Intersyndicale des personnels de Bourse appelle encore à la grève à partir de 12 h 30. Il est possible qu'avec les perturbations causées et la proximité de la nouvelle résmion du G-7 (le 3 février), les opérateurs soient tentés de lever le pied sa semaine prochaine.

Dernier fait à noter : la hausse du certificat d'investissement Pechiney (+ 13%) en liaison avec les décharations de son président, Jean Gandois, affirmant que son groupe était étranger à toutes les combines dénoncées par la presse. Les échanges (environ 100 000 titres) ont été dix fois plus importants qu'à l'accoutumée. Depuis l'amonce du rachat d'American National Can, le certificat Pechiney a monté de 57%.

Métallurgie

De Dietrich
FACOM

Fives Li
Marine Wendel
Penhoët
Pengeot SA

Strafor .....

ANDRÉ DESSOT.

Valents

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

+ 22.2 Présabait Sec. + 21.0 Total

19,3 UIF ..... + 17.5 Nouv. Gal. + 15.3 Gr. Cast + 13.3 CFF + 12.2 S.A.T.

construction mécanique

### Banques, assurances

sociétés d'investissement		
	27-1-89	Diff.
Bail Équipement Bancaire (Cie) Cetelem CFF CFI Chargeurs SA Eurafrance Hénin (La) Imm. PlMonceau Locafrance Locindus Midi Midiand Bank O F P Paris. de réese Prétabail Schneider Schneider	310 566 643 862 490 1 325 1 760 615 355 460 875 1 705 208 1 470 436,10 1 071 687 527	+ 1 + 24 - 24 + 2 + 8 + 48 + 9 + 6 + 25 + 23 - 14 + 25 + 14,39 + 40 - 70 - 45 + 31 + 12
Suez (Cic Fin.)	322 190	+ 14,50 + 5

### Matériel électrique

	27-1-89	Diff
Alcatel	2 758	+ 128
Alsthour	468	+ 8
CGE	411	- 5
Croszet	457,10	- 6,98
CSEE (ex-Signaux)	696	+ 61
Generale des Eaux	1815	+ 36
IBM	793	+ 13
Intertechnique	1 530	+ 50
ITT	341	+ 7
Legrand		+ 69
	1 399	- 12
Lyonnaise des Eaux	I 710	+ £20
Matra	284,50	+ 16
Merlin-Gérin	3 688	+ 38
Moulinex	138,30	+ 7,89
PM Labinal	919	+ 44
Radiotechnique	710	+ 76
Schlumberger	224	inch.
SEB	955	+ 78
Siemens	1 852	+ 17
Thomson/CSF	244 50	± 1350

	27-1-89	Diff.
Auxil d'entr	966	_ 9
Bouygues	637	+ 1
Ciments Français	1 300	+ 70
Dumez	909	+ 46
GTM	1 058	+ 68
J. Lefebyre	1 203	+ 53
Lafarge	1 530	_ i
Maisons Phénix	88	+ 8,50 + 13
Poliet et Chausson	660	+ 13
SCREG	730	+ 27
SGE-SB	192,10	+ 12.10

Bâtiment, travaux publics

### Alimentation

<u> </u>	27-1-89	Diff.
Béghin-Say	610	+ 10
Bongrain	3 251	+ 141
BSN	708	+ I8
Carrefour	3 379	- 5
Casino	218	+ 18 - 5 + 5,10 + 165 + 13 + 115 + 92
Euromarché	2 8 1 0	+ 165
Guyenne et Gasc	928	+ 13
Lesieur	2 540	+ 115
Moët-Hennessy	3 837	
Nestlė	29 998	+ 480
Occid. (Gle)	940	+ 480 + 14 + 81,50 + 88 - 34 + 38 + 123
Olida-Caby	477	+ 81,50
Pernod-Ricard	1 388	+ 88
Promodès	2 877	_ 34
St-Louis-Bouchon .	1 327	+ 38
Source Perrier	1 772	+ 123
Pétroles		

<del></del>	27-1-89	Diff.
Elf-Aquitaine	441.50	+ 12
Esso		+ 11,20
Еххоп	287,50	+ 6
Petrofina	2 276	+ 47
B.P.France	89	— 3.20
Primagaz	715	+ 38
Raffinage	110,50	+ 16
Royal Dutch	377	+ 490
Sogerap	365	Inch.
Total	423	+ 3.80

### Valeurs diverses

	27-1-89	Diff.
	27-I-89 640 2 600 840 439,99 1 501 5745 1 740 3 300 347,20 718 637 4 279	+ 4 + 81 + 1 + 30,90 + 21 + 21 - 80 + 60 - 50
Navigation Mixte Nord-Est Saint-Gobain Sanofi	1 174	+ 16 + 1 - 2 + 14 + 64
70 . 7 1 .		

### Produits chimiques

	4.2.2	
	27-1-89	Diff.
Inst. Mérieux Lato. Bell Roussel Uc BASF Bayer Hoechst Imp. Chemic. Norsk Hydro	1 651 1 580 983 1 937	- 70 - 19 - 120 + 9 + 11 + 39 + 6,70 + 0,40

### Filatures, textiles, magasins

Agacbe (Fin.) 1 651 - 39 BHV 2 1566 + 6 CFAO 2 122 - 33 Damart-Serviposte 3 320 - 20 DMC 529 + 14 Galeries Lefayette 1 340 + 30 La Redoute 3445 + 85 Nouvelles Galeries 625 - 6 Printemps 647 + 2		27-1-89	Diff
Damart-Serviposte     3 320     20       DMC     529     14       Galeries Lefayette     1 349     30       La Redoute     3 445     85       Nouvelles Galeries     625     6       Printemps     647     2	BHV	566	+ 6
La Redoute 3 445 + 85 Nouvelles Galeries 625 - 6 Printemps 647 + 2	Damart-Serviposte	3 320 529	20 + 14
Printemps 647 + 2	La Redoute	3 445	+ 85
SCOA 194 - 6 SCOA 66.80 + 9.28	Printemps	647 194	+ 2 - 6

### Les innovations financières de M. Bérégovoy

### La titrisation doit faire baisser le coût du crédit

intervenant au cours du colloque organisé, mardi 24 et mer-credi 25 janvier 1989, par la Compagnie bancaire et la revue à l'heure de la titrisation », M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a claipale préoccupation, à savoir la réduction du coût du crédit que pourrait apporter cette procédure. directement importée des Etats-Unis où elle s'est formidablement développée depuis trente ans pour s'implanter depuis cinq ans en Grande-Bretagne.

La titrisation, dont le cadre juri-dique a été fixé, on le sart, per la loi du 23 décembre 1988, doit permettre aux établissements de crédit de transformer en titres leurs créances (leurs prêts en par-ticulier) pour les céder à des fonds communs, dont les parts seront souscrites par le public - essen-tiellement des investisseurs institutionnels, compagnies d'assurances, caisses de retraite, SICAV, etc. Comme l'a souligné M. Bérégovoy, « la titrisation constitue une chance supplémen-taire pour faire baisser le loyer de l'argent en élargissant les moyens de financement de notre écono-mie et en créant de nouvelles perspectives de concurrence qui permettront aux banques de réaliser des gains de productivité,

c'est-à-dire de réduire le coût de l'intermédiation financière », surtout pour le logement, dans la

Plus techniquement, a M. André Lévy-Lang, PDG de la Compagnie bancaire, cette titrisation a « pour conséquence princi-pale de permettre au mécanisme des marchés des capitaux de jouer, au bénéfice d'une part plus grande de crédits à l'économie, en transformant des paquets de créances judicieusement choisies en titres négociables sur les marchés. La titrisation établit ainsi une passerelle devenue aux Etats-Unis une autoroute entre le marché des capitaux et le marché des

crédits ». L'expérience des pays anglosaxons permet d'en attendre des conséquences favorables, non seulement sur le coût du crédit, comme on l'a vu lune diminution de 0,2 à 0,4 point peut-être, grâce à une meilleure gestion), mais aussi une meilleure repartition des ressources financières en rétablissant une véritable hiérarchie des taux de crédit suivant leurs risques et leur durée. Une telle hiérarchie, selon M. Lévy-Lang, n'existe plus en France, « seul pays où les particuliers peuvent emprunter à long terme moins cher que l'Etat ».

La titrisation, enfin, devrait faciliter la mise en œuvre d'une politique de contrôle de la masse monétaire par les taux. Elle replace en effet sous l'influence des taux du marché une part plus grande de crédits à moyen et long terme à l'économie, soumise désormais à l'action directe de la Banque de France. Cette procé-dure est donc la suite logique de la levée de l'encadrement quanti-tetif du crédit, effective depuis

Sa mise en œuvre posera néan-

moins de très nombreux pro-

blèmes techniques dont la solution exigera du temps et un long apprentissage, avec l'espoir que, dans cinq à dix ans, un tiers de l'encours des prêts aux particu-liers sera « titrisé ». Une restriction toutefois : nì M. Bérégovoy ni la Banque de France ne souhai tent que, par leur titrisation, soient mis sur le marché des crédits à court terme, « Une telle pratique n'est pas de nature à susciter une épargne nouvelle, exercerait une influence défavorable sur les agrégats de monnaie et barrières du côté de l'offre de crédits, au moment où l'évolution de cette catégorie (le court terms) ne

FRANÇOIS RENARD.

### Valeurs à revenu fixe

## ou indexé

_	27-1-89	Diff.
ME 10.6 % 1976 80 % 1977 1 % 1978 80 % 1978 % 1979 5,20 % 1982 5 % 1982	103,25 125,10 103,05 102,68 101,30 106 106,98 109,10	inch. + 0,05 + 0,20 + 0,08 + 0,24 + 0,20 + 0,12
NE 3 % 1982 NE 3 % NB bq. 5 000 F NB Panisas 5 000 F NB Suez 5 000 F	104,20 3 731 101,95 102,84 162,90 101,98	- 0,29 + 56 + 0,85
Tines, caouto	houc.	

27-1-89 Diff.

Imétal I Michelin Métaleurop RTZ	329 197 125 54,95 2,67	
MARCHÉ LIB		
	Cours 20-1-89	Cours 27-1-89
Or fin (kilo en berre)	81 900 81 800	81 500 81 550

## 594 600 410 2 680 1 380 750 3 045 585 494 316 596 596 431 2 740 1 360 790 3 045 595 486 325

	<ul> <li>Cue pièces d'or ne sont cutées qu'à ience hebdomadaire supplémentaire.</li> </ul>
	En raison des grèves qui ont cette semaine fortement perturbé le centre informatique de la Bourse, les chiffres des transactions quoti- diennes n'ont pas été rendus dispo- nibles et l'indice CAC n'a pas été calculé. Nous prions donc mos lec-
1	teurs de bien vouloir nous excuser

### SEE + 93 BAFIP ..... vcs-Litle + 8,5 Poliet ..... VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT.

SCOA ..

		Nbre de titres	Val. ca cap. (F)
	ŀ		
	LVMH	115 627	467 576 980
	Gr. de la Cité .		371 554 988
	Roussel-Uclaf .		255 571 229
	BIS	458 623	198 384 925
	Ell-Aquitaine .	399 033	170 957 662
	Eurotunnel		162 567 397
ì	Pengeot SA	130 966	162 280 592
	Source Perrier	81 463	134 661 731
- 1	Esplor Intl	33 186	130 623 800
	Suez Finan	361 864	112 221 874
- 1	Saint-Gobain	167 337	
- 1	Paribas	178 853	103 336 359
	CCF	410 608	87 328 214
	Moulinex		86 773 046
1		639 002	86 321 781

(\*) Du 20 au 26 janvier inches.

TRAITÉES AU RM (\*)

### INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987) 24 janv. 25 janv. 26 јалу, 105,1 106,4 Étrangères. 106,8 107,6 SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1987) | 106,4 | 107,5 | 106,8 Tendance .

(base 100, 31 décembre 1981) Indice gén. i 440,1 i nc i nc (base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 | 1 631,05 | 1 644,85 | 1 679,72 | 1 667,42 | 1 677,32 OMF (base 100, 31 décembre 1981) ladice OMF 50. | 456,08 | 458,22 | 467,39 | 463,40 | 467,49

### MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 27 janvier 1989 Nombre de contrats : 69 901 estimés.

fars 89	Juin 89	Sept. 89	Déc. 89
	_		
	1	, – i	
08,04	107,40	167,38	
07,62	107,10	107.10	<del></del> -
07,92	107,34	1	<del></del>
07,92	107,34	107,34	106.96
ļ	07,62 07,92	07,62 107,10 07,92 107,34	07,62 107,10 107,10 07,92 107,34 107,34

### BOURSES ÉTRANGÈRES

**NEW-YORK** Forte hausse

Bonne, très bonne semaine pour Wall Street, où, bien installée, la hausse a poussé l'indice Dow Jones des induspousse i maner première fois au-dessous de son niveau de l'avant-krach. Après une nouvelle montée des cours, ce der-nier s'est finalement établi, vendredi, à 2 322,86, son point le plus élevé depuis le 15 octobre 1987.

Le gain hebdomadaire s'élève à 87,50 points, soit 3,9%. Cette forte progression s'est necompagnée d'une augmentation de l'activité avec 982,6 millions de titres échangés (+21,5%).

lions de titres échanges (+ 21,3 %).

L'optimisme du marché a été essentiellement fondé sur la perspective d'une détente des taux d'intérêt. Le président du Fed, M. Alan Greenspan, s'est déclaré satisfait de la situation monétaire, assurant que la banque central l'avait bien en main. Il n'en a pas faille davantese pour atténuer la crainte davantage pour atténuer la crainte d'une bausse du taux de l'escompse, d'autant que l'on apprenait, peu après, que la croissance s'était ralentie pour le quatrième trimestre.

Le président George Bush a contribué de son côté à encourager le marché en se déclarant savorable à la baisse de

-torboti	ons causi	inc of	l'impôt sur les plus-vi	ames.	
a G-7 (le	3 fêvrie	r), les		Cours 20 janv.	Cours 27 jate
en liaison avec les andois, affirmant que sondines détoncées 100 000 titres) out été accoutumée. Depuis outil Can, le certificat		Alcoa ATT Boeing Chase Man. Bank Du Pont de Nemours Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil	61 7/8 29 1/2 59 7/8 31 3/8 94 3/8 45 3/4 45 52 1/2 48 1/8 123 3/4 47 5/8	31 1/ 63 1/ 31 3/ 100 1/ 48 5/ 46 52 1/ 47 7/ 91 3/ 49	
rgie ction m	écanig	ue	Pfizer Schlumberger Texaco UAL Corp. (ex-Aliegis)	56 1/4 35 1/4 55 5/8 112 3/4	57 1/- 35 1/- 54 1/- 117 1/-
	27-1-89	Daft	Union Carbide	27 5/8	27 7/1 32
unit-B	364 647 1 700	+ 9 + 7 + 28	Westinghouse Xerux Corp	31 1/2 53 5/8 58 5/8	55 5/4 62 3/-
del	1 388 265 442 417,90	+ 68 + 48,50 + 4 + 14,50 + 13	LONI Hausse en fa	_	ine
tillon	1 630 312 980	- 29 + 22,10 + 16 + 17	La hausse a été rendez-vous. Mais el accélérée en fin (	ie s'est not ie semai	ableme ne apr

### LONDRES

Hausse en fin de semaine La hausse a été de nouveau au

rendez-vous. Mais elle s'est notablement accélérée en fin de semaine après l'annonce d'une réduction du déficit de la balance des paiements courants pour décembre. Pour la première fois dépais' le krach d'octobre 1987, l'indice «FT» 2000 points. Se hausse est ainsi ressor-tie à 4,6%. Dans la City comme ailleurs, les milieux financiers sont convaincus que les taux d'intérêt ont atteint un pic d'où ils devraient progressivement

Indices « FT » du 27 janvier : IOO valeurs, 2 005.9 (contre 1 917.5); mines d'or, 173.9 (contre 164.3); fonds d'Etat, 88.78 (contre 88.15).

C DIRE, 00,70	Comme pairs	<del>7.</del>
	Cours 20 jany.	Cours 27 janv.
Beecham Bowater BP Charter Courtanids De Beers (*) Free Gold (*) Glato GUS ICI Reuters Shell Unilever Victors War Loan	514 437 269 468 289 12 1/2 7 7/16 11 3/64 16 3/32 10 3/4 601 494 173 39 5/16	533 453 277 1/2 477 362 1/2 12 1/8 7 11/16 16 5/3 11 3/8 618 366 1/2 536 178

(") En dollars.

### FRANCFORT

Dopé par la fermeté de Wall Street, le marché allemand s'est raffermi après un démarrage assez hésitant. Des achats étrangers out été enregistrés, notam-ment dans la sidérurgie et la chimie. Indice de la Commerzbank du 27 jan vier : 1 686,4 (contre 1 668,10).

		<i>,.</i>
	Cours 20 jany.	Cours 27 jazzv.
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebenk Hoochst Karstadt Mannesman Stemens Volkswagen	199,60 281,50 288,10 251,30 553,50 295,10 425 210,50 523,30 334,10	198,20 291,90 307,20 252,80 537 307,99 445 215,50 538,40 323,50

### TOKYO

La Bourse japonaise a fortement pro gressé (+ 1,6 %) cette semaine, hat-tant, une fois de plus, tous ses records d'altitude: La hausse conjuguée de Wall Street et du dollar a contribué à raviver l'optimisme, de même que le fléchis ment des prix du pétrole.

Indices du 28 janvier : Nikkel, 31679.07 (contre 31170.38); Topix, 2478,12 (contre 2425,72).

-	Cours 20 janv.	Cours 27 janv.
Mar Indgestone	716 I 406	721 1 450
anon an Bank	1 500 -3 790	1506
Azisushita Electric	. 2 988 2 500	2159 2460
Alisubishi Heavy	1 178 7 286	1 100 7 240
oyota Motors	2 539	2

acao tire la

## Crédits, changes, grands marchés

### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

## Impressionnants succès japonais

Le ton est à l'optimisme sur le ment le coût de ces opérations à 1 % geable. La Bundesbank vient en marché international des capitaix, ou moins pour les curreprises qui ont effet de publier ses derniers chiffres du moins dans le compartiment des recours à cette solution. Canon, curo-obligations en déligis. La fer-NEC, Nippon Stéef et Kobe Stoel étrangères tenus en Allemagne et à euro-obligations en dellars. La fermeté de la devise américaine aldantles opérateurs n'ont retenu la
semanne passée que les plus èncomisgeantes des dernières statistiques,
économiques publiées aux EnmiUnis, celles qui témoignent d'un
ralentissement de la crossance et
d'une modération de l'infinition.
Tout semblait ladiques, qu'un
emprunteur de qualité n'aumat
guère de peine à semporter un vif
succès en lançant une émission en
dollars à taux fine de tippe chassique.
Mais pour que l'activité primaire
s'accroisse vaniment à findarsi que
les possibilités d'arbitrage s'y prêtent et que les eurobianques paissent
répondre aux enigences des grands répondre aux exigences des grands déblieurs en matière de swaps. Le sentiment est tout autre en ce qui

The second secon

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

A Second Second

The state of the s

1.20

.....

. A. F

= Y \*\*

Le sentiment est tout autre en ce qui concerne les emprunts libélés en montaires fortes d'Europe, qui se reissent vivement de la rigneur des politiques monétaires messées en Allemagne et en Suisse.

En fait ces derniers jours, l'autantion a été accaparde par l'ampleur extraordinaire — et le succès — des émissions lancées à Londres pour le compte d'entreprises industrielles japonaises par le truchement des grandes maisons de titres nipponnes. Ces dernières ont émis, la semaine passée, en din transactions dispassée, en dia transactions dis-tinctes, pour près de 5 milliards de dollars d'euro-obligations munies de warrants (ou bons) de souscription d'actions. L'envolée de la Bourse de Tokyo n'a évidemment pas manque de favoriser ce mode de financement très avantagenx dont s'est assuré
l'industrie japonaise. Les emgrunts
obligataires sont d'une taille considérable, le milliard de dolfairs
n'étant plus une exception. La rémunération faciale est faible, de l'ordre
de 4,5 % dans la plupart des cas. Les
bons qui accompagnent les obligations sont détachables et, darant
presque cinq ans, ils pourront ètre
échangés contre des actions des
sociétés débitrices, sur la base d'une
prime de l'ordre de 2,5 %. Le produit des emprunts est généralement
échangé contre des fonds en yeas à
des conditions qui réduisent finaletrès avantageux dont s'est assuré-l'industrie japonaise. Les emprunts obligataires sont d'une tuille consi-

NEC. Nippon Steet et Kobe Steel sprat au nombre des derniers empranteurs, et leurs opérations se instaient vendredi sur le marché girs à des cours allant juqu'à 7 % audessus de leur prix d'émission.

Pour ce qui est de l'unité monétaire européenne, la situation s'est sensiblement dégradée ces dernières sensiblement dégradée ces dernières sensiblement dégradée ces dernières sensiblement des grands pays européens a certes contribué à cette évolution, mais il semble bien que la détérioration soit de nature plus fondamentale, La définition même de FECU est à l'origine des maux du moment. L'ajonction de la pesera espagnole et la révision cet automne da poids des devises qui entrent dans la composition de cette unité monétaire se traduiront par un affai-blissement de la valeur extérieure de monétaire se traduiront par un affai-hissement de la valeur extérieure de l'ECU et par une hausse des taux de rendement qui y sont associés. De cela on est conscient depuis long-temps (voir en particulter le Monde des 24 et 25 décembre 1988). Mais depuis la mi-janvier le problème apparaît chaque jour avec plus d'acenté.

D'éléments vraiment nouveaux, il D'éléments vraiment nouveaux, il n'y en a pourtant pas, si ce n'est gent étre la certitude que les inves-fisseurs japonais se désintéressent de ce type de placement. Leur indiffétence est d'antant plus patente qu'elle vient d'être mise en évidence par toute une série de sondages sur les intentions des grands gestionaires de fonda de Tokyo. Des enquêtes ont été menées à ce sujet à l'occasion des travaux préparatoires

retatus aux depots en monnaies étrangères tenus en Allemagne et à l'étranger (sur l'enromarché) par des créanciers autres que des ban-ques. Au milieu de 1988, l'ensemble de ces dépôts représentaient en tout 2,5 % de la masse monétaire M3, comprise dans sa définition la plus levre Roma est des aux des aux les levres Roma est des aux les des aux les les des aux les levres Roma est des aux les des aux les les de large. Pour ce qui est des seuls dépôts en ECU, leur part n'atteignait même pas un pour mille de M3.

encore fort nombreux à envisager le lancement d'emprunts internationaux en ECU. Leurs projets n'ont cependant pas about la semaine passée, en dépit d'une situation technique plutôt favorable. Des possibilités d'arbitrage très engageantes, qui auraient en d'autres circonstances facilité l'émission d'europhications en ECU out en effet été. obligations en ECU, ont en effet été négligées par les eurobanques devant ce qu'elles perçoivent comme des menaces d'abstention d'un très grand nombre d'investisseurs.

Dans le compartiment de l'euro-franc français, la situation demeure favorable en dépit des déceptions que les derniers résultats du com-merce extérieur ou la montée du loyer de l'argent peuvent avoir apportées. On se plait à souligner à Paris que l'essentiel des acquis de ce dernier mois a pu être maintena. L'activité primaire demeure importante, et le système sonctionne dans un climat de sérénité. On s'attend un climat de serente. On s'attend pour ces prochains jours an lancement d'émissions de dix ans de durée, ce qui permettrait aux bonnes dispositions du marché de se confirmer avec plus d'éclat encore. Une euro-émission nouvelle pour la République de Finlande à été émise mercredi dernier, qui se greffe sur une onération avant encore un peu une opération ayant encore un peu plus de sept ans à courir. Comme la transaction de départ date de 1986, son taux de coupon est bas, de 7,75 % seulement. En compensation, le prix d'émission a été fixé nette-ment au dessous du pair, à 96,25 %, ce qui porte le rendement actuariel brut à 8,46 %. Le chef de file de cet emprunt est la Banque Indosuez.

CHRISTOPHE VETTER.

### **DEVISES ET OR**

### Un dollar désobéissant

Les hanones centrales ont décidé de freiner coûte que coûte la hausse du dollar. Elles sont intervenues, sinon avec succès, do moins avec ténscité. Le 27 janvier, on retrou-vait, unies dans leurs ventes de dollars sur les marchés des changes, la Réserve fédérale américaine, le Bundesbank allemande, la Banque de France, celles d'Angleterre, d'Italie, et plusieurs autres encore. Seule la Banque du Japon n'a pas encore signalé sa détermination de lutter contre la poussée de la monnale américaine.

Depuis près d'un mois qu'a commencé l'ascension du dollar, les interventions des instituts d'émission étaient parvenues, sinon à enrayer le pre temporairement. Le 27 janvier, en revanche, leur action n'a même pas provoqué de repli passager. Au moment où les cambistes remarquaient la présence de la Réserve fédérale, ils se mettaient même à vendre de plus belle la devise américaine. En conséquence, celle-ci, maintenue tout au long de la période sous revue dans une bande de fluctuations étroite, a terminé la semaine sur une note très haussière. A Paris, le dollar s'échangeait en fin de journée le 27 à près de 6,34 F. alors qu'il valait 5 centimes de moins quelques heures plus tôt, et qu'il avait clôturé la semaine du 20 janvier à 6,2775 F. A New-York, le billet vert progressait jusqu'à 1,8650 DM et près de 130 yens.

viennent même plus à donner l'espace de quelques séances, voire quelques heures, de répit au dollar dans sa marche ascendante, c'est bien le signe que celui-ci bénéficie d'un immense soutien parmi les opérateurs. De nombreux économistes estiment que le dollar se situe désor-mais au-dessous de sa parité de pouvoir d'achai. Ces thèmes seront assurément discutés le 3 février à Washington, lors de la réunion du groupe des sept principaux pays industrialisés (G 7). Comme l'annonçait le nouveau ministre des finances japonais M. Tatsuo Murayama, les Sept poursuivront leur discussion sur les moyens d'assurer la stabilité des changes et de coordonner leurs politiques tespectives. On aurait pu s'en douter.

Plus que les changes, les taux d'intérêt seront au cœur des entretiens de Washington. Ce problème actuel du dollar se résume en ceci : il n'y a pas de raison de placer des liquidités en Allemagne à un rendement de 5 % environ, alors que l'on peut trouver une rémunération supérieure à 9 % aux Etats-Unis, que le dollar est en hausse et que le différentiel d'inflation entre les Etats-Unis et la RFA pourrait bien dimi-

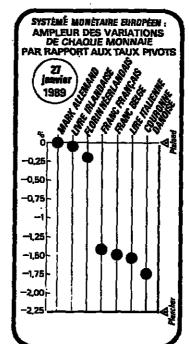
Aux Etats-Unis, il continue d'être beaucoup question du différend entre le président George Bush et le président de la Réserve fédérale.

Alan Greenspan. Le premier s'inquiète avant tout de maintenir la croissance du pays à un sythme convenable, alors que le deuxième voudrait calmer les pressions inflationnistes provoquées par une demande intérieure soutenue.

Cependant, les cambistes n'atten-dent pas du G7 de révélation sur l'orientation future du dollar. Ce qui les intrigue porte sur la question de savoir ce qui se passera au cas où les banques centrales cessent d'interve-nir. Verra-t-on la devise américaine sortir de sa fourchette de fluctuation fixée par les accords du Louvre de février 1987? On estime généralement que la parité à ne pas dépasser est de 1,90 DM.

En Allemagne fédérale, la hausse du dollar fait grincer les dents des autorités monétaires, favorables à un mark fort. La position de la monnaie allemande au sein du SME s'est légèrement détériorée au cours des derniers jours. La devise allemande est tombée le 27 janvier un instant au-dessous de 3,40 F, pour la pre-mière fois depuis plusieurs mois. Le cours de clôture s'est établi à

FRANÇOISE LAZARE.



### **MATIÈRES PREMIÈRES**

### Le cacao tire la mauvaise fève

Lanterne rouge des matières premières dopuis plusieurs années, le
cacao n'arrive désespérément pas à
sortir du marasme et de la montagne
gigantesque de fèvez dans lesqueis il
est embourbé. Aujourd'hni, le climat
de crise s'alourdit car, après plus
d'une semaine de négociations, à
Londres, les pays producteurs et
consommateurs membres de l'Organisation internationale du cacso
(ICCO) n'ont pas pu trouver de
consensus pour remettre sur le rail
un accord international paralysé un accord international paralysé depuis un an et demi

En deux ans, le cacao a perdu 40 % de sa valeur et le stock régulateur de l'ICCO, normalement achats, s'est très vite révélé achais, a est tres vite revele inefficace en atteignant en six mois sa capacité maximale de 250 000 tonnes. La situation est actuellement d'autant plus critique que cette denrée a entamé pour la cinquième année consécutive une campagne excédentaire. Selon les professionnels, les stocks mondiaux représenteront d'ici à la fin de l'année environ un million de trances. l'année environ un million de tonnes, soit l'équivalent de la moitié de la production mondiale.

L'accord concis récemment entre Côte-d'Ivoire, de l'autre, a, pendant quelques jours, douné une impulsion aux prix. La vente de 400000 tonnes de fèves ivoiriennes à la maison de négoce française représentait, en effet, un incontestable assantissement du mesché Meie Estamate du ment du marché. Mais l'annonce du stockage de 200000 tonnes pour une période minimum de deux ans, res-semblant à s'y méprendre à la création d'un stock tampon parallèle, devait rapidement décevoir les espoirs. En outre, les opérateurs du marché de Londres ont observé que Sucres et Dennées avait du mal à pla-

PRODUITS	COURS BU 27-01
Caivre h. g. (Leaine) Trois mois	I E19 (+ 6)
Alumbalum (Louise) Trois mois	2.900(18) Dollars/rosec
Nichel (Lanius) Trois most	18 000 (+ 300) Dollars/Mass
Sucre (Park) Mars	1730; 20 g
Call (Laries) Service	1 193 (- 17) Lives/toda
Cacse (New Yest) Mays	1 486 (+ 25) Dollars/touse
1865 (Chicago) Mars	440 (- 5)- Cests/holesens
Misila (Climas) Miscs	271 (4-4) Cents/bossom
Soja (Chiago)	246,50 (+ 5,4) Dollacs/1. courte

Dans ce contexte, la réunion de Londres ne pouvait que démarrer sur des bases fragiles. L'abaissement de 115 DTS (un droit de tirage spécial = 13 dollars environ) de la four-chette de prix défendae par l'accord (plancher de 1485 DTS), réclamé par les pays producteurs, s'est immédia-tement heurié à l'hostilité des membres exportateurs. Par ailleurs, le mécanisme de retrait volontaire qui prévoit, aux termes du pacte signé en 1986, le stockage de 120000 tonnes 1900, so adjustific de 120000 totales de fèves dans les pays producteurs a également été rejeté pour des questions financières, L'ICCO, qui devrait, dans ce cas de figure, contribuer au financement des stocks, ne dispose plus de ressources suffi-santes car de nombreux pays n'ont pas pavé leur contribution au fonccer à vendre une partie de ses réserves pour financer son stock, ce qui contribuera sans aucun doute à

peser sur les cours. Paradoxalement, les cours des fèves ont enregistré une légère reprise ces derniers jours. A Londres, l'échéance mars a clôturé la semaine à 861 livres la tonne. Sur le marché de New-York la cotation comptant supérieur an terme qui reflète traditionnellement une péan-rie de marchandise disponible). La politique de rétention pratiquée par la Côte d'Ivoire depuis la mi-1987 a provoqué une tension sur le physique. Si des pays comme la Malaisie se sont engouffrés dans la brèche, le manque de cacao de qualité supérieure se fait toujours sentir.

ROBERT RÉGUER.

### (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 AU 27 JANVIER

PLACE	Libert	\$EU.	Franc Emograis	Franc	D. mark	Franc balge	Florin	Lire Italienne
	1,7680		15.8932	63.5727	54,8540	2,5846	47,3927	0,6740
How-York	1,7678		15,9299	63,8162	54,2741	2,5913	45,0769	8,0739
	11,1242	6,2928		460	349,10	16,2583	301,34	4,6538
Paris	11,9923	6,2775		490,60	349,79	16,2671	391,88	4,6431
	2,7810	1,5730	25,60	-	85,978	4,8646	75,3352	1,1635
Carrion	2,7688	1,5670	24,5625	•	85,8474	4,0686	75,3365	1,1590
	3,2788	1,8500	29,4631	117,61		4,7804	88,6015	1,3683
Franciort	3,2556	1,8425	29,3513	117,58		4,7745	88,5817	1,3627
	68,4216	33,76	6,1507	24,6026	209,19		18,5344	2,8624
hranelles	68,1885	38,59	6,1473	24,6266	289,44		18,5529	2,8542
	3,6916	2,0680	33,1851	132.74	112,86	5,3953	•	1,5443
Leasterdorn	3,6753	2,5000	33,1345	132,73	112,89	5,3899	1	1,5385
2	391,34	1352	214,88	859,50	738,81	34,9354	607,51	
2	388,36	1352	215,37	862,79	733,78	35,0349	8	
	213	128,70	284.55	81,8181	69,5676	3,3256	61,6379	0,0952
obje	226.35	128,10	294,96	81,7485	Ø,5251	3,3195	61,5865	1,0947

4,9004 F le vendredi 20 janvier.

### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Sous la menace de l'inflation

La poussée des taux courts enfin : dans ses prévisions économiconstatée actuellement sur l'ensemble des marchés n'a rien de surprenant. Au cours des derniers jours, les représentants de plusieurs États ont affiché leur volonté de mener une politique monétaire plus restrictive. C'est le cas de l'Allemagne, où Karl Otto Poehl, président de la Banque centrale (Bundesbank), a déclaré, une semaine après le relèvement du taux de l'escompte et du taux lom-bard (portés à 4 % et 6 % respectivement), que la politique allemande allait être - moins expansive que jusqu'à présent ». C'est également le cas des Etats-Unis, où Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, s'est inquiété oubliquement d'une - sérieuse intensification des pressions infla-

ques trimestrielles, la Banque centrale a évoqué le risque de - dérive inflationniste ».

La détermination des autorités à lutter contre l'inflation, sinsi que l'annonce, vendredi 27 janvier, d'une croissance du PNB américain au quatrième trimestre légèrement moins forte que prévu (2 %, soit 3,8 % sur l'ensemble de 1988) ont permis une certaine détente sur les taux longs en fin de semaine. Le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor américain - 9 %, échéance 2018 - a siéchi de 8.86 % en début de semaine à 8,72 % le 27. L'inversion des taux aux Etats-Unis est toujours très nette, les taux courts étant au-dessus des taux longs. L'émission par le Trésor de « notes » à deux

ans, le 25 ianvier, a fait l'objet d'une demande record, tant et si bien que le rendement est passé à 9,08 %. De lenr côté, les fonds fédéraux ont coursuivi leur ascension, remontant presque à 9 1/8% le 27, contre 8 7/8% une semaine auparavant.

En Allemagne, où les prix sont, en janvier, en hausse de 2,5 % par rap-port à janvier 1988, le relèvement des taux le 19 janvier a été suivi par une nouvelle hausse du rendement moyen sur les emprunts d'Etat. Conjugués, ces deux facteurs augu-rent assez mal une stabilité du loyer de l'argent en RFA, et par-là même en France,

Le marché obligataire français a relativement mai réagi à l'appel d'offres allemand du 24 janvier, à l'occasion duquel 8 milliards de marks ont été retirés du marché. La France ne peut rester à l'écart d'une hausse des taux outre-Rhin. Cela est pris en compte par les opérateurs. Leur seule consolation réside peutêtre dans la très bonne tenue du franc face au mark, liée à la progression du dollar (voir la rubrique: · Les devises et l'or -). Cette fermeté de la monnaie nationale rend le marché français attrayant pour les

Ainsi, le taux au jour le jour restet-il relativement stable, aux environs de 81/2%, depuis que le taux d'intervention de la Banque de France a été relevé de 7,75 % à 8,25 % le 19 janvier. L'incertitude qui pesait sur la réaction des banques à l'augmentation des taux directeurs français a été levée le 23 janvier, lorsque le CCF, suivi de tontes les principales banques fran-çaises, a décidé de relever son taux de base bancaire de 0,35 point. à 9,60 %. Ce taux de base retrouve donc le niveau qui a été le sien de mai 1986 à juillet 1988.

Chahuté par les interrogations sur les taux américains et allemands et par l'annonce d'un déficit commercial de la France de 4,1 milliards de francs en décembre, le MATIF s'est cependant bien comporté au cours des dernières séances, le cours de l'échéance de mars se traitant autour de 107,80 en début comme en fin de semaine.

MARCEL SCOTTO.

### La Commission européenne enquête sur les aides de l'Etat à Pechinev

Pechiney est aussi sur la sellette à Bruxelles. Sous un autre angle et de manière confidentielle, la Commis européenne a ouvert, au début de l'année, une caquête sur l'opération réalisée en novembre dernier par le groupe francais.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Selai per des plaintes de British Steel et de l'Association de pro-ducteurs cuest-ellemends de matéabux d'ambellage (notamment de fer blanc), l'exécutif de la CEE a sevoyé à Paris un questionnaire August il n'et pas encore été reponder, portant executiellement sur la dotation en capital d'un mi-liard de francs per l'Etat et le contrat d'EDF pour la fourniture d'électricité à la future usine de Dankerque (le Monde du

surpris par l'annonce de la création d'une usine d'aluminium ayant une capacité annuelle de 200 000 tonnes. Depuis le début des années 80, la Commission affirme que les capacités des Douze sont excédentaires dans ce secteur, Les milieux communau: taires ne manquent pas de rappeler ágalament qu'en 1984 les subventions avaient été autorisées sous deux conditions : qu'il n'y en ait plus à l'avenir et que Pechiney ne crée pas de nouvelles instaliati

Dens ce contexte, les services de la Commission ont très mai accueille la soutien financier du gouvernement français. La fourniture de courant à terii inférieur de plus de la moitié au prix normal conduit les experts chargés de surveiller le respect des règles de concurrence en vigueur dans la Communauté à émettre de sérieux doutes sur la coopération entre EDF et Pechiney. Bruxalles cherche, en outre, à savoir si la filiale, commune aux deux sociétés, béné-

A Bruxeles, on se montre très ficiera des exonérations d'impôts per l'annonce de la création sur les bénéfices pendant dix ans une usine d'aluminium ayant au titre des « zones d'entreprises » créées per M. Madelin pour venir en aide aux régions gravement touchées per les restructurations

Certaines voix, rares il est vrai, font toutefois valoir à Bruxelles que la Commission feint de ne voir dans ce dossier que la construction de l'usine de Dunkarque. Après tout, remarque-t-on, l'aide de l'Etat, qui, en l'occurrence, a joué son rôle d'actionnaire, représente à peine un dixième du montage financier de

S'agissent de l'association des deux entreprises, les mêmes sources indiquent que l'opération se défand parfaitement sur le plan industriel, chaque partenaire apportant sa matière première (Pechiney l'alumine, EDF l'électricité). Dans ces conditions, EDF est en droit de fournir son courant à un production peut difficilement accéder au marché des autres Etats

En raison de l'opposition de l'Allemagna fédérale, qui protàge sa production d'électricité fabriquée à partir du charbon, et de l'Espagne, qui na veut pas de concurrents pour l'approvi ment du Portugal, le marché auropéen est toujours très cloisonné.

On relève aussi que les « zones des responsables communautaires. Le budget européen consacre, rappelle t-on enfin, des aides aux ements pour les €zones en déclin industriel », auxque situation de la région de Dunkerque correspond parfaitement.

Il n'empêche que, au total, c'est une affaire embarrassente pour le gouvernement, Pechiney et EDF. sons compter que la nouveau commissaire chargé des affaires de concurrence, principal responsable du dossier, M. Leon Brittan (conservateur britannique), a plutôt la réputation de ne pes apprécier l'octroi de subventions à l'indus-

### ÉTRANGER

- 3 Pologne: accord entre la direction communiste et Solidarité
- Pays-Bas : la libération de deux criminels de querre nazis. 4 La visite en Chine du pré
- sident de l'OUA. – Afghanistan : la ferm<del>e</del>ture des ambassade

### POLITIQUE

- affaires Pechiney, Société générale et l'inter vention du premier ministre. 6 La préparation des élections
- tations contre les projets de M. Jospin. Livres politiques, par André Laurens.
- 7 Les grèves et les manifes-

### SOCIÉTÉ

- 8 Justice : Enquête sur un centre éducatif dans le Jura. La commission de la Haute Cour clos le dossier
- Nucci. Sports : Tennis, Steffi Graf, puissance 5.

### **CULTURE**

9 Les collections printemps été des couturiers.

### Théâtre : la Bonne Mère. de Goldoni.

13 Etats-Unis : la croissance a atteint 3,8 % en 1988. - Toyota veut construire une usine en Europe. – Syndicats : M. Krasucki va se maintenir à la tête

**ÉCONOMIE** 

de la CGT; la succession

### SERVICES

- Spectacles ....
- de M. Bergeron à FO. 14-15 Marchés financiers.

### TÉLÉMATIQUE

- Météorologie . . . . . . . . 11 Mots croisés ......11 Radio-télévision . . . . . . . 11
- a Abonnez-vous au Monde par minitel . . . . ABO ● Jouez avec le Monde 3615 tapez LEMONDE

• Un ceil sur la cote, l'autre

sur votre partefeuille

..... BOURSE

## **ÉTATS-UNIS**

### M. Bush prendra son temps pour développer les relations avec l'URSS

Washington. - . Je voulais simolement passer, vous tenir au courant ... c'est de cette facon détendue que M. George Bush a expliqué le caractère impromptu de sa première conférence de esse, vendredi 27 janvier, à 16 heures. Les « vieux routiers » de la presse accréditée à la Maison Blanche y voient une confirmation de la volonté du nouveau président de rompre avec le caractère formel, voire guindé, des relations de M. Ronald Reagan avec les journa-

listes, en espérant que ces bonnes

Le colonel Kadhafi préfère le

président George Bush à

M. Ronald Reagan. Le guide de

la révolution libyenne a, vendredi 27 janvier, encensé le premier

– « un homme politique, positif,

pratique» – et exprimé le sou-

hait d'établir un dialogue direct

avec le nouvel occupant de la

Maison Blanche et, même, d'aller

« M. Reagan avait l'habitude de traiter la présidence comme

intentions survivent à la première

Sur le fond, M. Bush a essentiellement fait part de l'état d'esprit de la nouvelle administration dans ses relations avec l'Union soviétique, et annoncé que son voyage programmé pour le mois prochain au Japon et en Chine comporterait une escale, le 26 février, en Corée du Sud.

Affirmant que la - prudence est à l'ordre du jour », le président a indiqué qu'il entendait prendre son temps avant de développer les rela-

une scène de théâtre où il joueit

ses numéros », a estimé la colo-

nel Kadhafi, qui, dans une inter-view à la chaîne de télévision

américaine ABC, a paru oublier

qu'à l'époque où il était vice-

président M. Bush avait un jour

dit que le dirigeant libyen n'hési-

terait pas à déclencher la troi-

pour faire la une des journaux».

- (AFP, REUTER)

rociamation

ième guerre mondiale *«rien que* 

le avril, la denxième msou'aux élec-

tions avec l'URSS, et qu'il ne lancerait de grandes initiatives de politique étrangère qu'après une étude soigneuse des dossiers, laquello prendrait « un peu de tempt ». Pas d'engouement, donc, envers M. Gorbatchev, ce qui ne signifie pas, a précisé M. Bush, qu'on s'appréterant à « trainer les pieds » dans: l'amélioration des relations de méricano-soviétiques. Le président a au contraire indiané. président a au contraire, indiqué téléphonique - cette semaine avec le numéro un soviétique, pour l'assurer de ses bonnes intentions. « Je veux prendre l'offensive pour faire avancer ces relations », ne pas . jouer simplement la

défense » et se contenter de « réa-gir » aux propositions émanant de Moscou, a précisé M. Bush. Le chef de l'Etat a, en perticu lier, démenti avoir l'intention de jouer la carte chinoise » en se rendant si vite à Pékin, avant de rencontrer M. Gorbatchev. Simple-ment, a-t-il déclaré, ce voyage combiné avec le déplacement pour les obsèques officielles de l'empereur du Japon Hirohito — se justifié par les « relations solides » de Washington avec la Chine et les liens « étroits » de M. Rush liens - étroits - de M. Bush (ancien représentant des États-Unis à Pékin) avec M. Deng Xiso-

ning.

M. Bush a, d'autre part, justifié la décision de son secrétaire d'Etat, M. Baker, de fermer l'ambassade américaine à Kabou! par les « nombreuses - incertitudes » rela-tives à la situation qui prévandra en Alghanisatn à la suite du retrait, avant le 15 février prochain, des troupes soviétiques : « Il s'agit d'une mesure de prudence pour protéger une poignée de vies américaines », a 1-il expliqué.

la troisième entre les élections et la S'agissant des otages américains au Proche-Orient, M. Bush s'est dont la date doit être fixée par l'Assemblée constituante. En fait, déciaré certain que ceux-ci ne sont après le scrutin, il ne restera que mille cinq cents soldats sud-africains pas entre les mains de l'Iran, mais que ce pays peut « user de son influence pour leur libération ».

Interrogé, enfin, sur une éventuelle rencontre de M. Baker avec le chef de l'OLP. M. Yasser Arafat, le président a souligné que cela ne serait e pas appropriée, puisque Washington commence lisées par les «casques bleus» de la fusité à discuter » avec l'organisa-l'ONU dont le nombre à été ramené de sept mille cinq cents hommes à M. Bush, si l'OLP continue de respecter ses promesses, les Etats-Unis auront des rencontres avec elle. - (AFP, AP, Reuter, UPL.)

> • M. Lyndon Larouche lamné à quinze ans de prison. M. Lyndon Larouche, personnalité politique américaine d'extrême droite et candidat à l'élection présidentielle de novembre 1988, a été condamné, vendredi 27 janvier, à quinze ans de prison pour escroquerie et fraude fiscale. M. Larouche a été reconnu coupable par un tribunal de Virginie de n'avoir pas déclaré ses revenus depuis 1978, et d'avoir délibérément évité de rembourser-30 millions de dollars qu'ils avait empruntés à des sympathisants politiques.

Le rachat d'Irish Distillers Grand Met cède sa part à Pernod. - Le groupe britannique Grand Met. qui avait perdu, en novembre 1987, la bataille engagée pour la prise de contrôle d'Irish Distillers, le producteur de whiskey irlandais, mais conservait une participation de 29,9 % dans son capital, a accepté de la revendre au groupe trançais Pernod-Ricard pour près de 800 millions de francs. Le groupe français contrôlera grâce à cet achat plus de 80 % du capital d'Irish Distillers.

Le munéro du « Monde » daté 28 janvier 1989 a été tiré à 519 510 exemplaires

ABCDEFG

# Le Monde

est à nouveau disponible dens les kiosques à partir du lundi 30 janvier.

### En visite à Beauvais

### M. Mitterrand appelle à « plus de solidarité entre les Français»

de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand s'est officiellement rendu à Beauvais, cheflieu de l'Oise, vendredi après-midi 27 janvier, pour inaugurer les nou-veaux ateliers de la Manufacture nationale des tapisseries, en pré-sence du ministre de la culture, M. Jack Lang, et du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe. Mais le président de la République a surtout prononcé, au cours d'une allocution à l'hôtel de ville, un hommage appuyé au maire socialiste de Beauvais, M. Waiter Amsallem, candidat malheureux aux dernières législatives, et qui affrontera sans doute tives, et qui all'rontera sans doute aux municipales le nouveau député RPR du département, M. Olivier Dassault, présent lors de la visite de la Manufacture aux côtés du président RPR du conseil général, M. Jean-François Mancel. Remettant à M. Amsallem les insignes d'officier de la Légion d'honneur, le chef de l'Etat a honoré en lui l'exemple du bon citoyen voué à sa tache» et animé de « la passion du

M. Mitterrand n'a fait, dans son discours, aucune allusion aux - affaires -. Il a simplement lancé, en évoquant la compétition de la France avec les autres grands pays

sur le terrain de l'économie internasur le terrain de l'économie interna-tionale. un nouvel appel à la cohé-sion nationale. « Pourquoi est-ce-qu'on ne grignoterait pas ceux qui se trouvent placés devant nous?, a-t-il demandé après avoir souligné les performances des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest. C'est comme dans la course. Ce n'est pas la peine de stopper. Il faut n'est pas la peine de stopper. Il faut du courage, de la ténacité, de l'ima-gination et une volonté créatrice », mais aussi, a-t-il ajouté - un peu plus de solidarité entre les Français. Car comment voulez-vous qu'une équipe gagne si la zizanie s'installe le long de la route? (...) Il faut un minimum de solidarité nationale ». M. Mitterrand a poursuivi en disant : - De ce point de vue. développement des choses, la concurrence des grands intérêts, l'énorme anarchie qui se répand partout conduisent, dans une conception exagérément libérale, c'est-à-dire la conception de la jungle, à une société où le plus fort a toujours le droit d'écraser le plus faible. Je pense que ce n'est pas comme ça qu'on donnera un élan

partonu et qu'on continuera, ici, la, partout – et c'est nécessaire, – de promouvoir le pouvoir d'achat de ceux qui produisent et de ceux qui travaillent. M. Mitterrand a souligné, d'autre part, l'importance de la dimension

La convention nationale du PS

national et qu'on continuera, ici, là,

culturelle dans l'action des pouvoirs publics: - La France ne trouvera son véritable élan que dans l'iden-tité culturelle », a-t-il assirmé.

A sa sortie de l'hôtel de ville de Beauvais, le président de la Répu-blique a été accueilli par quelques slogans hostiles au ministre de l'éducation nationale, lancés par un petit groupe d'enseignants en grève :
• Plus de Jospin à l'éducation ! • Il n'y a prêté aucune attention.

Dans la matinée, le président de la République s'était rendu à Grandvilliers pour inaugurer les locaux du nouvel hôpital-hospice de cette commune, quatre ans après la destruction d'une partie de cet établisse ment par un incendie qui avait fait vingt-quatre morts. M. Mitterrand, qui s'était, à l'époque, immédiate-ment rendu sur place, a félicité le maire, M. Guy Bouvier, et tous ceux qui ont contribué à la rénovation des lieux. « Nous avons développé un plan qui doit mettre fin à ces hospices de l'ancien temps, a-t-il déclaré en présence du ministre de la santé, M. Claude Evin. Nous n'en avons pas fini, mais mon engagement porte sur une période qui s'achèvera avant la fin du septen-

### Un rapport demandé par M. Mauroy constate le « malaise » des femmes au Parti socialiste

sur des listes du Parti socialiste pour les élections municipales devrait être soulevée de nouveau à la convention nationale, notamment par Mm Yvette Roudy, membre du secrétariat national, chargée des droits des femmes, qui avait déjà demandé, lors de la convention d'Epinay, en novembre dernier, l'application d'un quota de 30 % en

Un rapport, demandé par M. Pierre Mauroy en tant que président de la Fédération nationale des élus socialîstes et républicains (FNESR) à M™ Régine Saint-Criq, conseiller régional d'Ile-de-France, fournit des indications précises sur la place des femmes dans le PS et sur leurs souhaits. Les informations recueillies par M™ Saint-Criq résultent du dépouillement de 484 questionnaires remplis par des femmes élues du PS (500 questionnaires avaient été, aussi, envoyés à l'ensemble des hommes élus socialistes du Vaucluse, des Hauts-de-Seine et du Territoire-de-Belfort, mais 38 d'entre eux seulement y ont répondu...). Dans 83 départements.

faire oublier, par la bassesse et la diffamation, son inaction et son

silence (...), il abime l'image de la

France. Il n'en sortira pas grandi -. déclare dans un communiqué dif-

fusé samedi 28 ianvier par son secré-

tariat M. Valéry Giscard d'Estaing.

L'ancien président de la Républi-

que répond ainsi aux propos tenus,

la veille, à La Roche-sur-Yon par le

30 janvier

Jane Berbié présente

Une authentique découverte

Roberto Alagna, Prix Pavarotti 88

Récital Lucia Valentini-Terrani

Ensemble Orchestral de Paris

Direction Arturo Tamayo

"La révélation Alagna... des qualités exceptionnelles...

18 h 30

20 h 30

femmes au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale est passé de 9,8 % en 1986 à 6,1 % en 1988, ce qui met ce groupe derrière celui du RPR (7,8%). Parmi les conseillers régionaux socialistes, on compte 11.4 % de

Les deux tiers de semmes titulaires d'un mandat électif au titre du Parti socialiste ont entre quarante et soixante ans. 68 % d'entre elles sont mariées, et 6 sur 10 ont au moins un enfant au foyer. Professionnellement, elles se situent au niveau cadre moyen (21 %) ouvrières ou employées (10 %) ou bien sont retraitées (15 %) ou femmes au foyer (12%). Pour celles qui ont une activité, 63 % d'entre elles l'exercent dans le secteur public, 38 % de l'ensemble étant enseignames. Les deux tiers d'entre elles ont un niveau de formation au moins égal au baccalauréat et, pour la moitié d'entre elles, de niveau supérieur.

C'est dans les mairies que l'on trouve, de loin, le plus de femmes élues : 67 % de celles qui ont répondu au questionnaire de M™ Saint-Criq

enfin, de quoi parle-t-on? Un minis-

tre de mon gouvernement aurait-il été tué au coin d'une rue de Paris?

Un autre serait-il mort après avoir

été mis en cause dans des opérations

immobilières? D'autres encore

avaient-ils reçu des diamants d'un

chef d'Etat êtranger, sait délivrer de

« vrais-faux » passeports ? »

(Gérard Mannoni - Le Quotidien)

Renseignements 40.28.28.00

M. Giscard d'Estaing répond à M. Rocard

« Bassesse et diffamation »

M. Michel Rocard tente de premier ministre (lire page 5) qui re oublier, par la bassesse et la avait notamment déclaré : - Car

compte 26 % d'adjointes au maire et 4 % de maires. Pour les autres mandats, les réponses se situent entre 0 % et 4%. La moitié des êtus socialistes ont obtenu leur mandat en 1983 et un quart l'avait obtenu en 1977. La plupart d'entre elles envisagent de conser-ver le même mandat, mais 30 % de ces élues souhaitent l'abandonner, soit par manque de temps, soit pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants, soit encore parce qu'elles se déclarent décues ou estiment que rien n'est fait pour favoriser l'exercice de leurs fonc-

On constate que, dans les mairies les secteurs d'activité dévolus aux femmes sont prioritairement les affaires sociales, la culture et l'éducation. Ce n'est que parmi les ajointes au maire que l'on trouve 54 % de responsables des finances et 36 % de responsables de l'urbanisme et des travaux. Pourtant, un tiers des élues municipales socialistes aimeraient se consacrer aux affaires économiques, et un autre tiers à l'urbanisme.

Pour ce qui est des responsabilités au sein du parti, on observe que les trois quarts des élues n'en exercent e, même au niveau local, 15% d'entre elles sont membres de la com-mission exécutive fédérale. En revanche, la grande majorité de ces élues sont ou ont été membres d'une ou de plusieurs associations et d'un syndicat.

Les élues socialistes souhaitent que le quota de ferrimes, pour les postes électifs, soit porté à 30 % et progressivement augmenté à chaque congrès pour atteindre 50 % en 1998. Elles constatent, cependant, que le quota actuel de 20 %, inscrit dans les statuts, n'est pas appliqué.

Au total, conclut Mm Saint-Criq, les élues socialistes éprouvent « un véritable malaise qu'il serait abusif sans doute d'exagirer mais qu'oi aurait tort de sous-estimer ».

LYON

### A Metz, accord entre M. Rausch et le PS

Un accord est intervenu entre le maire CDS de Metz, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, et le PS pour la formation d'une liste commune aux prochaines élections municipales. La liste d'ouverture, qui s'appellera « Metz-Unie », comportera 15 socialistes sur les 44 premières places, ce qui ne donne pas aux anciens opposants la minorité de blocage. Quatre postes d'adjoints, notamment, seront par ailleurs réservés au PS. La liste doit être présentée dans quelques jours. Deux autres listes, l'une centriste et l'autre RPR, se sont dejà fait

### NAMIBIE L'armée sud-africaine a amorcé son retrait

Le colonel Kadhafi préfère

le nouveau président

**JOHANNESBURG** de notre correspondant

L'armée sud-africaine en Namibie a entamé le retrait de ses troupes de ce territoire, a annoncé, le vendredi 27 janvier, le général Jannie Geldenhuys, chef d'état-major. Le désengagement, qui n'est pour l'ins-tant que logistique, est ainsi rendu public deux mois avant la mise en application, le 1º avril, de la résolution 435 des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie. Précision importante, les effectifs de l'armée sud-africaine basés dans l'enclave de Walvis-Bay – seul port en eau profonde du territoire qui restera sous le contrôle de Pretoria ne seront pas augmentés, a précisé le général Geldenhuys. Cela signific que toutes les troupes réintégreront l'Afrique du Sud, contrairement à ce que craignait la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest

Aucune indication n'a été fournie quant aux effectifs pour des « rai-sons de sécurité ». En octobre dernier, le colonel Kleynans, des forces armées namibiennes, avait indiqué que le total ne dépassait pas quarante mille hommes, dont quinze mille soldats sud-africains. Les vingt-cinq mille autres étant des recrues de Namibie, où la conscrip-tion a été décrétée en 1980. Ces troupes sont placées sons le com-mandement de Pretoria.

Le général Geldenhuys a souligné que le retrait s'opérerait en trois phases : la première jusqu'au

cantonnés dans deux bases au nord du pays. Aucune installation ne serr détruite, a fait remarquer le général Geldenhuys, précisant que tont serait rapatrié à l'exception des véhicules, soit 100 000 tonnes de matériel. Les bases seront sans doute utiquatre mille six cent cinquante. Mais rien n'a été décidé pour l'ins-tant. L'armée sud-africaine offrira même ses services à la force d Nations unies, a indiqué le général, movenment finances. tière angolaise n'ont pas été installé

La paix semble s'installer. Seul point noir, trois des onze postes de contrôle prévus le long de la fron-(le Monde du 14 janvier). Le général Kat Liebenberg, chef de l'armée de terre, a déclaré qu'il n'y avait pas de mauvaise volonté de sa part et qu'il avait même été offert aux Angolais de les transporter sur le côté namibien de la frontière. Il ajouté que son pays fournissait de la nourriture aux Angolais dans quatre postes en raison de leurs difficultés

MICHEL BOLE-RICHARD.

### Rebondissement de l'enquête sur Action directe Trois huissiers lyonnais arrêtés pour avoir fait disparaître des indices appartenant aux terroristes

les avait assistés dans leur mission. Les quatre hommes ont été placés sous mandat de dépôt et incarcérés dans de notre bureau régional des prisons lyonnaises.

Trois huissiers exercant dans un Le cabinet Carret Petitjean avait cabinet de groupe situé 10; avenue Maréchal-Foch à Lyon, MM. Alain Carret, Hervé et Jean-François Petitété saisi par la propriétaire d'un appar-tement situé 22, rue Pierre-Robin Lyon (3º). Celle-ci ne percevait plus k jean, ont été arrêtés par des services de montant des lovers de son loc police de Paris et de Lyon, opérant en collaboration. Les trois officiers minis-Accompagnés d'un serrurier, les huistériels sont soupçonnés d'avoir fait dis-paraître, au cours de l'été 1986, des siers avaient fait ouvrir l'appartement dans lequel se trouvaient non seulement des meubles, mais de nombreux indices importants - des documents et documents - on parle de plusieurs dizaines de kilos, - des armes et une somme d'argent d'un montant de des armes, notamment - découverts dans une des nombreuses « planques » servant de base dans la région Rhône-Alpes au groupe terroriste Action directe (branche iyonnaise). Ils ont été 200 000 F environ. Alors que cette découverte se situait après l'arrestation du chef du groupe d'Action directe. André Olivier, le 28 mars 1986, les présentés vendredi 27 janvier au parquet de Lyon et M. Pierre Caze procureur adjoint, a aussitôt fait ouvrir une information judiciaire qui a été huissiers se seraient débarrassés des indices « encombrants » en les détruiune informanon juntanne qui a ete confiée à M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction. Celui-ci a inculpe les trois officiers ministériels de vol, destruction d'indices et faux en sant par le seu ou en les jetant dans la Sant par le reu ou en les jouant dans la Saône. Ils se seraient partagé le reste, notamment l'argent. Après avoir ainsi nettoyé l'appartement de deux pièces, ils auraient rédigé un procès-verbal attestant que le locataire était parti en écritures publiques. Les deux premiers chefs d'inculpation out été retenus également contre un serrorier - un employé de la société Bernard - qui comportant tous ses meubles.